

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/114/CRI
2 juillet 2004

(04-2855)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: espagnol

SUBVENTIONS

Prorogation au titre de l'article 27.4 de l'Accord SMC de la période de transition
pour l'élimination des subventions à l'exportation conformément aux
procédures énoncées dans le document G/SCM/39

Notification de mise à jour

COSTA RICA

La communication ci-après, datée du 30 juin 2004, est distribuée à la demande de la délégation du Costa Rica.

Conformément aux procédures convenues à la Conférence ministérielle de Doha et exposées dans le document G/SCM/39, relatif au mécanisme adopté concernant la prorogation de la période de transition pour le maintien des programmes de subvention à l'exportation et, en particulier, aux dispositions du paragraphe 1 d) et des paragraphes 3 et 4 dudit document, le gouvernement du Costa Rica présente ci-après la notification de mise à jour des programmes bénéficiant d'une prorogation qui figurent dans les documents G/SCM/61 et Add.1 et G/SCM/62 et Add.1.

Conformément aux procédures établies à cet effet, les programmes visés dans la présente notification n'ont subi aucune modification du statu quo.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
Notification	1

ANNEXES

Décret n° 31715-H-COMEX-MEIC du 2 mars 2004	12
Loi n° 8373 du 4 août 2003.....	26
Décret exécutif n° 31667-H du 5 mars 2004.....	69

A. STATU QUO DE LA PROCÉDURE PROPOSÉE POUR LES PROROGATIONS VISÉES À L'ARTICLE 27.4

Les programmes visés dans la présente notification et pour lesquels a été accordée la prorogation prévue à l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires n'ont subi aucune modification en ce qui concerne les conditions établies dans le document G/SCM/39.

B. RÉGIME DE ZONE FRANCHE

1. Description de la subvention

Le régime de zone franche est l'ensemble des incitations et avantages que l'État accorde aux entreprises qui réalisent de nouveaux investissements dans le pays, sous réserve qu'elles respectent les prescriptions et obligations établies dans la Loi n° 7210, les modifications y relatives et son règlement d'application. Parmi les prescriptions à respecter pour bénéficier du régime figure l'obligation d'exporter au minimum 75 pour cent de la production. Le règlement précise la signification des "nouveaux investissements dans le pays". Le lieu d'implantation d'un groupe d'entreprises bénéficiaires de ce régime est appelé "zone franche" et correspond à une zone définie, sans population résidente, autorisée par le Pouvoir exécutif à fonctionner comme telle.

2. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification donne une description du régime de zone franche correspondant à l'année civile 2003.

3. Objectif général

Le principal objectif de la Loi est d'encourager le développement socioéconomique du pays en attirant les investissements étrangers et nationaux et en favorisant les exportations. Le régime de zone franche constitue un instrument économique important pour élever la qualité de vie des Costa-Riciens, notamment par la création de nouvelles sources d'emploi et la consolidation du développement humain, en particulier dans les zones les moins développées du pays. Ce type de régime favorise l'implantation d'entreprises ayant un large éventail d'activités et de processus de production, qui contribuent à la richesse, au développement des connaissances technologiques et à la compétitivité du pays au niveau international.

4. Fondement et législation

Loi n° 7210 sur le régime de zone franche du 23 novembre 1990 (le texte complet est annexé à la notification G/SCM/N/71/CRI du Costa Rica datée du 5 mars 2002) et modifications y relatives.¹

¹ Les modifications de la Loi n° 7210 du 23 novembre 1990 figurent dans la Loi n° 7467 du 20 décembre 1994, la Loi n° 7535 du 1^{er} août 1995, la Loi n° 7638 du 30 octobre 1996, la Loi n° 4924 du 17 septembre 1997 et la Loi n° 7830 du 22 septembre 1998 (les textes complets des lois citées sont présentés dans l'annexe de la notification G/SCM/N/71/CRI du Costa Rica datée du 5 mars 2002). La Loi n° 8262 du 2 mai 2002 a modifié l'article 23 de la Loi n° 7210, le texte complet de cet article est annexé à la notification G/SCM/N/95/CRI du Costa Rica datée du 8 juillet 2003.

Règlement d'application de la Loi sur le régime de zone franche – Décret exécutif n° 29606-H-COMEX du 18 juin 2001 (le texte complet est annexé à la notification G/SCM/N/71/CRI du 5 mars 2002) et modifications y relatives.²

Loi douanière générale n° 7557 du 20 octobre 1995, section I, chapitre V (Régime de zone franche³) et modifications y relatives.⁴

Règlement d'application de la Loi douanière générale, chapitre X (Régime de zone franche), Décret exécutif n° 25270-H du 28 juin 1996⁵ et modifications y relatives.⁶

5. Forme de la subvention

La subvention consiste principalement en l'exonération de toutes taxes et tous droits consulaires et impôts. Cette subvention se présente comme indiqué ci-après.

Les incitations accordées par ce régime sont les suivantes:

- a) exonération de toutes taxes et tous droits consulaires sur les importations de matières premières, produits finis et semi-finis, parties et pièces détachées, matériaux d'emballage et de conditionnement, ainsi que d'autres marchandises et biens nécessaires au fonctionnement des entreprises bénéficiaires;
- b) exonération de toutes taxes ou tous droits consulaires sur les importations de machines, matériels, accessoires et pièces de rechange, ainsi que sur les véhicules

² Les modifications du Décret exécutif n° 29606-H-COMEX du 18 juin 2001 figurent dans le Décret exécutif n° 29962 du 22 septembre 2001, le Décret exécutif n° 30124 du 25 janvier 2002, le Décret exécutif n° 30407 du 18 avril 2002, le Décret exécutif n° 30849 du 23 octobre 2002 (tous annexés à la notification G/SCM/N/95/CRI du Costa Rica du 8 juillet 2003), et le Décret exécutif n° 31715-H-COMEX-MEIC du 2 mars 2004 (annexé à la présente notification).

³ Les parties citées sont annexées à la notification G/SCM/N/71/CRI du Costa Rica du 5 mars 2002. Le texte complet peut être consulté dans les archives de la Division des règles, Mme S. Aspinall, bureau 1028, tél.: 739 51 09.

⁴ Les modifications de la Loi générale sur les douanes n° 7557 du 20 octobre 1995 figurent dans la Loi n° 7900 du 3 août 1999 (peut être consultée dans les archives de la Division des règles) et la Loi n° 8373 du 4 août 2003 (cette dernière modification n'a pas modifié ni altéré les avantages des régimes; elle est annexée à la présente notification à des fins de transparence).

⁵ Les parties citées sont annexées à la notification G/SCM/N/71/CRI du Costa Rica du 5 mars 2002. Le texte complet peut être consulté dans les archives de la Division des règles.

⁶ Les modifications du Règlement d'application de la Loi douanière générale, chapitre X (Régime de zone franche), Décret exécutif n° 25270-H du 28 juin 1996, figurent dans le Décret exécutif n° 25295 du 17 juin 1996 (peut être consulté dans les archives de la Division des règles), le Décret exécutif n° 26285 du 18 août 1997 (le texte complet est présenté en annexe de la notification G/SCM/N/71/CRI du Costa Rica du 5 mars 2002), le Décret exécutif n° 26961 du 30 mars 1998 (peut être consulté dans les archives de la Division des règles), le Décret n° 27717 du 23 février 1999 (peut être consulté dans les archives de la Division des règles), le Décret exécutif n° 28242 du 30 septembre 1999 (peut être consulté dans les archives de la Division des règles), le Décret exécutif n° 28976 du 27 septembre 2000 (peut être consulté dans les archives de la Division des règles) et le Décret exécutif n° 31667-H du 5 mars 2004 (cette dernière modification n'a pas modifié ni altéré les avantages des régimes; elle est annexée à la présente notification à des fins de transparence).

automobiles nécessaires au fonctionnement, à la production, à la gestion et au transport;

- c) exonération de toutes taxes et tous droits consulaires sur les importations de combustibles, huiles et lubrifiants nécessaires au fonctionnement de ces entreprises;
- d) exonération de toutes taxes liées à l'exportation ou à la réexportation de produits. Cette exonération sera accordée pour la réexportation des machines de production et des matériels des zones visées par la Loi;
- e) exonération des impôts sur le capital et l'actif net et de l'impôt foncier;
- f) exonération de la taxe de vente et de consommation concernant les achats de biens et services;
- g) exonération de toutes taxes sur les transferts à l'étranger;
- h) exonération de tous les impôts sur les bénéfices, ainsi que de tout autre impôt, dont la base d'imposition est déterminée selon les gains bruts ou nets, les dividendes versés aux actionnaires, les revenus ou les ventes;
- i) exonération de toutes taxes et tous impôts municipaux;
- j) exonération de toutes taxes à l'importation et à l'exportation d'échantillons commerciaux ou industriels;
- k) pour favoriser le développement de leurs activités, les entreprises bénéficiaires du régime de zone franche pourront librement utiliser tous types d'actes et de contrats libellés en monnaie étrangère dans le cadre de leurs transactions internationales ou effectuées avec les autres entreprises bénéficiant de ce régime;
- l) les entreprises situées dans des zones relativement moins développées auront droit à une remise correspondant à 10 pour cent de la somme versée pour les salaires pendant l'année précédente; ce pourcentage diminuera ensuite chaque année de 2 pour cent jusqu'à la cinquième et dernière année;
- m) les entreprises industrielles de transformation travaillant pour l'exportation bénéficiaires du régime de zone franche qui, après avoir exercé leurs activités pendant quatre ans au bénéfice de ce régime, réinvestissent dans le pays, pourront obtenir une exonération additionnelle de l'impôt sur le revenu selon le pourcentage de réinvestissement par rapport à l'investissement initial.

Les exonérations susmentionnées restent soumises au respect de certaines prescriptions spécifiques établies par la Loi et son règlement d'application, ainsi qu'aux accords internationaux conclus et approuvés par le pays.

6. Bénéficiaires et mécanisme

Peuvent bénéficier du régime de zone franche les types d'entreprises suivants:

- a) entreprises industrielles de transformation travaillant pour l'exportation qui produisent, transforment ou assemblent pour l'exportation ou la réexportation;

- b) entreprises commerciales d'exportation, non productives, qui manipulent, remballent ou redistribuent simplement des marchandises non traditionnelles et des produits destinés à l'exportation ou à la réexportation;
- c) industries et entreprises de services qui exportent des services destinés à des personnes physiques ou morales domiciliées à l'étranger, ou qui les fournissent à des entreprises bénéficiant du régime de zone franche, à condition dans ce dernier cas que les services soient directement liés aux processus de production de ces entreprises;
- d) entreprises gestionnaires de parcs industriels destinés à l'installation d'entreprises bénéficiant du régime de zone franche, sous réserve que ces parcs respectent les conditions minimales d'infrastructure et de disponibilité de services, conformément au règlement d'application de cette loi;
- e) entreprises ou entités consacrées à la recherche scientifique pour l'amélioration du niveau technologique du secteur industriel ou agro-industriel et du commerce extérieur du pays;
- f) entreprises de chantiers navals, cales sèches ou bassins flottants pour la construction, la réparation ou l'entretien des embarcations.

Les entreprises commerciales d'exportation ne bénéficient pas des exonérations indiquées aux alinéas g) et h) de la section A.5 de la présente notification. Il convient en outre de signaler à ce sujet que la grande majorité des entreprises qui bénéficient du régime de zone franche sont des entreprises industrielles de transformation travaillant pour l'exportation et non des entreprises commerciales d'exportation.

Les entités bancaires, financières et d'assurance qui s'installent dans les zones franches ne pourront pas bénéficier des avantages de ce régime, pas plus que les personnes physiques ou morales prestataires de services professionnels.

Plusieurs étapes sont nécessaires pour bénéficier du régime de zone franche:

- a) la personne physique ou morale qui souhaite bénéficier du régime de zone franche devra en faire la demande auprès de la Société⁷ (ces pouvoirs et devoirs sont actuellement ceux de l'Agence pour la promotion du commerce extérieur, PROCOMER, selon l'article 13 a) de la Loi n° 7638 du 30 octobre 1996), la demande devant être dûment authentifiée par un notaire public et être accompagnée de renseignements détaillés sur la pollution produite par le processus et ses déchets, ainsi que des documents demandés par le Conseil d'administration de la Société, conformément aux instructions données à cet effet par la Société;
- b) la Société étudiera la demande et les renseignements fournis, à condition qu'elle soit complète, et émettra un avis à l'intention du Conseil d'administration qui devra rendre sa décision au plus tard pendant la séance ordinaire suivant la réception de l'avis, ou lors d'une séance extraordinaire décidée par quatre de ses membres;

⁷ La Société s'entend de la "Corporación de la Zona Franca de Exportaciones S.A." (Société de la zone franche d'exportation S.A.), conformément à la Loi douanière générale n° 7557 du 20 octobre 1995.

- c) la Société demandera un rapport d'expert aux différentes institutions publiques lorsqu'elle le jugera pertinent pour une meilleure analyse de la demande présentée par les entreprises;
- d) si la recommandation est acceptée, le Pouvoir exécutif l'approuvera dans le cadre d'un accord précisant les points déterminés par le règlement d'application de cette loi.

7. Estimation de la subvention

S'agissant d'une subvention qui consiste en l'exonération de divers types de taxes et droits consulaires qui varient selon le niveau de conformité aux prescriptions établies, on ne dispose pas de renseignements exhaustifs pour estimer le montant de la subvention.

8. Durée de la subvention

Les avantages de ce régime s'appliquent lorsque l'autorisation de bénéficier du régime de zone franche est délivrée à l'entreprise qui l'a demandée. Exception faite de la révocation du régime par le Ministère du commerce extérieur, du renoncement de la part de l'entreprise bénéficiaire et des exceptions spécifiques pour certaines des incitations, qui sont exposées ci-après, le régime de zone franche a une durée illimitée.

Parmi celles qui sont indiquées dans la section 5 de la présente notification, les incitations suivantes ont une durée de validité spécifique:

- exonération des impôts sur le capital et l'actif net et de l'impôt foncier pendant une période de dix ans⁸;
- exonération de tous les impôts sur les bénéfices, ainsi que de tout autre impôt, dont la base d'imposition est déterminée selon les gains bruts ou nets, les dividendes versés aux actionnaires, les revenus ou les ventes⁹, conformément aux distinctions suivantes:
 - a) pour les entreprises situées dans des zones "relativement plus développées", l'exonération sera de 100 pour cent pendant huit ans et de 50 pour cent pendant les quatre années suivantes;
 - b) pour les entreprises situées dans des zones "relativement moins développées", l'exonération sera de 100 pour cent pendant 12 ans et de 50 pour cent pendant les six années suivantes;
 - c) les entreprises industrielles de transformation travaillant pour l'exportation, qui réinvestissent dans le pays après avoir exercé leurs activités pendant quatre ans au bénéfice du régime peuvent obtenir une exonération additionnelle de 75 pour cent pendant quatre ans, en fonction du montant du réinvestissement;
- exonération de toutes taxes et tous impôts municipaux pendant une période de dix ans.¹⁰

⁸ Correspond à l'alinéa e) de la section 5 de la présente notification.

⁹ Correspond à l'alinéa h) de la section 5 de la présente notification.

¹⁰ Correspond aux alinéas i) et m) de la section 5 de la présente notification.

9. Effets de la subvention sur le commerce¹¹

À l'heure actuelle, 145 entreprises bénéficient des avantages de la zone franche. Elles ont assuré à elles seules 54 pour cent des exportations totales du Costa Rica en 2003, alors qu'en 1991, les 81 entreprises bénéficiant de ce régime n'en assuraient que 9,3 pour cent. En 2003, environ 1 000 produits différents ont été exportés vers 96 pays dans le cadre du régime de zone franche.

Le dynamisme des entreprises de la zone franche est manifeste non seulement du point de vue du volume des exportations, qui a été multiplié par dix par rapport au niveau de 1994, mais également en raison des effets positifs qui en résultent pour l'économie sur le plan de la création d'emplois. Le régime de zone franche fait vivre directement environ 34 450 travailleurs.

Outre cette incidence socioéconomique favorable, l'installation d'entreprises de haute technologie a favorisé le transfert de technologie et le développement d'une importante industrie du savoir sur le marché local, ainsi que l'émergence d'une main-d'œuvre spécialisée et très compétitive.

**Costa Rica: Exportations totales et exportations de la zone franche
(millions de dollars EU)**

	2001	2002	2003
Zone franche	2 377,5	2 665,3	3 303,8
Exportations totales	5 040,0	5 294,3	6 100,2

C. RÉGIME DE PERFECTIONNEMENT ACTIF

1. Description de la subvention

Le régime de perfectionnement actif est le régime douanier qui permet de recevoir des marchandises sur le territoire douanier national en bénéficiant de la suspension de tous types de taxes moyennant la constitution d'une garantie. Ces marchandises doivent être réexportées, dans les délais déterminés par la réglementation, après avoir été soumises à un processus de transformation, réparation, reconstruction, montage, assemblage ou incorporation dans des ensembles, machines, matériel de transport en général ou appareils de haute complexité technologique et fonctionnelle, ou utilisées à d'autres fins similaires, dans les conditions définies par la réglementation et prévues par les dispositions établies à cet effet par l'organe administratif compétent.

La demande d'une période de transition pour le régime de perfectionnement actif se réfère uniquement aux exonérations d'impositions à l'importation et d'impôts indirects qui constituent l'un des cas prévus aux alinéas g), h) ou i) de l'Annexe I de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

2. Période sur laquelle porte la notification

La présente notification donne une description du régime de perfectionnement actif correspondant à l'année civile 2003.

¹¹ Renseignements fournis par la Société promotrice du commerce extérieur du Costa Rica (PROCOMER).

3. Objectif général

Le régime de perfectionnement actif vise à encourager la production, l'emploi et les investissements étrangers et nationaux, contribuant ainsi à accroître les exportations et la consommation intérieure. Tous ces éléments participent à la réalisation des objectifs de développement national, tels que l'amélioration du niveau de vie de la population, l'augmentation des niveaux de revenu, la baisse du chômage et l'amélioration de la productivité et de la compétitivité du pays au plan international.

4. Fondement et législation

Loi douanière générale n° 7557 du 20 octobre 1995, chapitre VI (Régimes de perfectionnement)¹² et modifications y relatives.¹³

Règlement d'application de la Loi douanière générale, chapitre XIII (Régime de perfectionnement actif), Décret exécutif n° 25270-H du 28 juin 1996¹⁴ et modifications y relatives.¹⁵

Règlement relatif aux régimes de perfectionnement actif et de restitution des droits – Décret exécutif n° 26285-H-COMEX du 19 août 1997 (le texte complet est annexé à la notification G/SCM/N/71/CRI du 5 mars 2002) et modifications y relatives.¹⁶

5. Forme de la subvention

Le régime de perfectionnement actif permet de recevoir des marchandises sur le territoire douanier national en bénéficiant de la suspension de tous types de taxes moyennant la constitution d'une garantie. Ces marchandises doivent être réexportées, dans les délais déterminés par la réglementation, après avoir été soumises à un processus de transformation, réparation, reconstruction, montage, assemblage ou incorporation dans des ensembles, machines, matériel de transport en général ou appareils de haute complexité technologique et fonctionnelle, ou utilisées à d'autres fins similaires, dans les conditions définies par la réglementation et prévues par les dispositions établies à cet effet par l'organe administratif compétent.

6. Bénéficiaires et mécanisme

Pour pouvoir bénéficier de ce régime, les entreprises devront choisir l'une des modalités existantes:

¹² Les parties citées sont annexées à la notification G/SCM/N/71/CRI du Costa Rica du 5 mars 2002. Le texte complet peut être consulté dans les archives de la Division des règles.

¹³ Voir la note 4.

¹⁴ Les parties citées sont annexées à la notification G/SCM/N/71/CRI du Costa Rica du 5 mars 2002. Le texte complet peut être consulté dans les archives de la Division des règles.

¹⁵ Voir la note 6.

¹⁶ Les modifications du Règlement relatif aux régimes de perfectionnement actif et de restitution des droits – Décret exécutif n° 26285-H-COMEX du 19 août 1997 figurent dans le Décret exécutif n° 27329 du 26 août 1998 et le Décret exécutif n° 29055 du 31 octobre 2000 (les textes complets sont annexés à la notification G/SCM/N/71/CRI du Costa Rica du 5 mars 2002).

- a) 100 pour cent de réexportation: les entreprises qui adoptent cette modalité ne pourront pas vendre leurs produits sur le marché national;
- b) réexportation et vente dans le pays: cette modalité permet aux entreprises de vendre leurs marchandises sur le marché national ou simplement de les réexporter.

Les entreprises qui adoptent la modalité de vente dans le pays devront acquitter la totalité des taxes correspondant à l'importation définitive des marchandises. Au moment de l'admission des machines et matériels bénéficiant du régime, elles devront également acquitter la partie des taxes correspondantes, en fonction du pourcentage de ventes sur le marché national par rapport aux ventes totales de l'entreprise.

Les bénéficiaires du régime sont tenus de présenter des rapports sur toutes leurs opérations à la Direction de PROCOMER, de tenir un registre des opérations effectuées dans le cadre de ce régime, de demander à la Direction générale des douanes, avant le début des opérations, l'autorisation d'agir en tant qu'auxiliaire de la fonction publique douanière, d'entreposer les marchandises admises au bénéfice du régime dans les locaux ou les usines autorisés, d'effectuer un contrôle séparé des inventaires et des registres comptables des opérations effectuées dans le cadre du régime, de respecter la législation douanière, etc.

7. Estimation de la subvention

On ne dispose pas de renseignements pour estimer le montant de la subvention accordée au titre de ce régime.

8. Durée de la subvention

Les avantages de ce régime s'appliquent lorsque l'autorisation d'entreprendre des activités dans le cadre du régime de perfectionnement actif est délivrée. Exception faite de la révocation par le Ministère du commerce extérieur de l'autorisation de bénéficier du régime ou du renoncement de la part de l'entreprise bénéficiaire, les avantages conférés par ce régime ont une durée illimitée.

9. Effets de la subvention sur le commerce¹⁷

Actuellement, 71 entreprises en activité bénéficient des avantages du régime de perfectionnement actif. En 2003, le régime a procuré un emploi à quelque 13 640 personnes et assuré environ 5 pour cent des exportations totales du Costa Rica. En 2003, environ 144 produits différents ont été exportés vers 45 pays dans le cadre du régime de perfectionnement actif.

Environ 89 pour cent des exportations bénéficiant du régime de perfectionnement actif en 2003 étaient destinées au marché nord-américain et dans une moindre mesure au marché sud-américain et à l'Amérique centrale, entre autres.

Il est à noter que les entreprises bénéficiant de ce régime se situent très largement dans des zones peu urbanisées et représentent donc une source d'emploi très importante pour ces régions.

¹⁷ Renseignements fournis par la Société promotrice du commerce extérieur du Costa Rica (PROCOMER).

**Costa Rica: Exportations totales et exportations dans le cadre
du régime de perfectionnement actif
(millions de dollars EU)**

	2001	2002	2003
Perfectionnement actif	345,0	332,5	309,0
Exportations totales	5 040,0	5 294,3	6 100,2

**MODIFICATION DU RÈGLEMENT D'APPLICATION DE LA LOI
SUR LE RÉGIME DE ZONE FRANCHE**

N° 31715-H-COMEX-MEIC

**LA PREMIÈRE VICE-PRÉSIDENTE EN EXERCICE DE LA
PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE,**

**LE MINISTRE DES FINANCES, LE MINISTRE DU COMMERCE
EXTÉRIEUR ET LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DE
L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE**

Compte tenu de l'article 140, alinéas 3) et 18), de l'article 146 de la Constitution politique; des articles 25, paragraphe 1, 27, paragraphe 1, et 28, paragraphe 2), alinéa b) de la Loi générale n° 6227 sur l'administration publique du 2 mai 1978; des articles 2, alinéas g), h) et i) et 8, alinéa b) de la Loi n° 7638 sur la création du Ministère du commerce extérieur et de la Société promotrice du commerce extérieur du Costa Rica du 30 octobre 1996 et de la Loi n° 7210 sur le régime de zone franche du 23 novembre 1990 et ses modifications.

Considérant:

- 1.- Que la Loi sur le régime de zone franche et ses modifications établit les conditions d'octroi et de fonctionnement du régime de zone franche et les droits et obligations des bénéficiaires dudit régime.
- 2.- Que le développement socioéconomique du pays par la promotion des investissements étrangers, des investissements nationaux et des exportations est un objectif fondamental de l'État.
- 3.- Que le développement socioéconomique d'un pays exige que celui-ci soit compétitif de manière à attirer les investissements étrangers et les investissements nationaux, et à promouvoir les exportations.
- 4.- Que le développement des investissements nécessite des réglementations bien élaborées, des règles claires, des démarches simples et rapides assurant la protection juridique du fonctionnement des entreprises.
- 5.- Que le régime de zone franche constitue un outil approprié pour élever la qualité de vie des Costa-Riciens, notamment par la création de sources d'emploi et le développement humain, en particulier dans les régions en difficulté.
- 6.- Que le développement du commerce international du Costa Rica dépend essentiellement de l'existence de facteurs propices à l'établissement d'entreprises exerçant une large gamme d'activités qui apportent richesse, connaissances technologiques et augmentent la compétitivité internationale du pays. **Par conséquent:**

DÉCRÈTENT:

Article 1. Sont modifiés les articles 3, 6, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 22*bis*, 23, 26, 30, 31, 34, 36, 39, 41, 42, alinéa d), 55, 58, 63, 64, 66, 82 et 87 du Règlement d'application de la Loi sur le régime de zone franche, Décret exécutif n° 29606-H-COMEX du 18 juin 2001, publié au Journal officiel *La Gaceta* n° 121 du 25 juin 2001 et ses modifications, comme suit:

"Article 3. Aux fins du présent règlement, les définitions suivantes sont adoptées:

"**Accord d'octroi**". Accord par lequel le régime de zone franche est octroyé à une personne physique ou morale. "**Gestionnaire**". Entreprise gestionnaire d'une zone franche.

"**Douane de juridiction**". Douane à laquelle correspond, par situation géographique et compétence territoriale, le contrôle douanier de la zone dans laquelle se situent les installations centrales du bénéficiaire du régime et qui exerce le contrôle douanier des opérations douanières sur lesquelles elle intervient.

"**Bénéficiaire**". Personne physique ou morale soumise au régime de zone franche.

"**Remise**". Remise accordée à des personnes physiques ou morales soumises au régime de zone franche et installées dans des zones de développement relativement faible, conformément à l'alinéa k) de l'article 20 de la Loi n° 7210 et ses modifications.

"**Comex**". Ministère du commerce extérieur. "**Contrat de fonctionnement**". Contrat que doivent souscrire les bénéficiaires du régime de zone franche avec PROCOMER, dans lequel sont détaillés leurs droits et obligations dans le cadre du régime, sur la base de l'accord d'octroi du régime. "**Déclaration douanière de zone franche**". Document public indiquant tout mouvement d'entrée et de sortie de matériaux et de marchandises des zones franches. "**Rebuts**". Marchandises issues du processus de production.

"**Administration générale**". Administration générale de Procomer.

"**IMAS**". Institut mixte d'aide sociale.

"**Conseil d'administration**". Conseil d'administration de Procomer. "**Loi douanière générale**". Loi douanière générale n° 7557 du 20 octobre 1995.

"**Loi n° 7210 et ses modifications**". Loi n° 7210 sur le régime de zone franche du 23 novembre 1990 et ses modifications. "**Matériaux et marchandises**". Seront considérés ainsi les matériaux et marchandises susceptibles d'être incorporés dans le régime de zone franche et, aux fins de l'application du présent règlement, les suivants:

- a) les matières premières, formes primaires, y compris mélangées (par exemple, préparées ou semi-finies), matériaux associés (par exemple, machines mécaniques, électriques, de mesure, de contrôle, de vérification ou d'enquête);
- b) les marchandises destinées à des activités administratives (par exemple, bureaux, calculatrices, fournitures de bureau), propres au secteur d'activité ou de production du bénéficiaire;
- c) les produits nécessaires à la préparation d'aliments, le mobilier nécessaire pour les servir, les équipements, les effets personnels et le mobilier pour l'apprentissage, et pour les soins médicaux ou la rééducation, destinés exclusivement aux employés

directement impliqués dans le processus d'activité, production, administration et transport des entreprises;

- d) les produits manufacturés ou fabriqués nécessaires et les échantillons commerciaux, industriels ou scientifiques. Dans tous les cas, il devra s'agir de marchandises directement liées à l'activité bénéficiant des mesures d'incitation.

"Machines et équipements". Biens utilisés pour élaborer ou transformer d'autres produits ou services. **"Freinte"**. Proportion de diminution des intrants par rapport à leur quantité initiale, après avoir été soumis à, ou utilisés dans, un processus de production.

"Opérations". Activités développées par les entreprises soumises au régime de zone franche, y compris les activités créatrices d'emploi, de construction d'ouvrages d'infrastructure et de lots industriels ou autres relatives à des activités de production. **"Opérations productives"**. Réalisation d'activités du processus de production.

"Organe administratif du régime". Organe administratif du régime de zone franche, c'est-à-dire la Société promotrice du commerce extérieur du Costa Rica.

"Parc industriel de zone franche". Tout parc géré par une entreprise bénéficiant du régime de zone franche dans cette catégorie.

"Usines satellites". Usines construites en dehors du parc où se situe l'usine principale, conformément aux dispositions de l'alinéa ch) de l'article 18 de la Loi n° 7210 et ses modifications. **"PROCOMER"**. Société promotrice du commerce extérieur du Costa Rica.

"Régime". Régime de zone franche, qui représente un ensemble d'incitations et d'avantages accordés par l'État aux personnes remplissant les exigences et obligations établies dans la Loi n° 7210 et ses modifications, le présent règlement et autres règles applicables. **"Sous-produits"**. Biens accessoires issus du processus de production principal.

"Zone franche". Zone sans population résidente dans laquelle l'installation d'entreprises soumises au régime de zone franche a été autorisée."

"Article 6. Est considéré comme investissement initial l'investissement réalisé dans un délai devant figurer dans l'accord d'octroi du régime, délai qui sera fixé en fonction de la nature et des caractéristiques de chaque projet et qui ne pourra en aucun cas dépasser deux ans à compter de la publication de l'accord d'octroi.

L'obligation d'atteindre le montant minimum d'investissement nouveau initial en immobilisations est indépendant de l'obligation d'atteindre le montant total d'investissement auquel s'engage l'entreprise bénéficiaire et qui figure dans l'accord d'octroi du régime, bien que le montant minimum d'investissement nouveau initial soit considéré comme faisant parti du montant total d'investissement auquel s'engage l'entreprise.

Les actifs acquis avant la date de la présentation de la demande d'intégration au régime de zone franche et les actifs usagés acquis dans le pays seront considérés comme faisant partie du niveau d'investissement total et non de l'investissement nouveau initial auquel s'engage l'entreprise."

"Article 9. Les entreprises souhaitant obtenir le régime de zone franche doivent en faire la demande à PROCOMER, en utilisant le formulaire officiel que PROCOMER doit élaborer et mettre à disposition des intéressés. La demande doit contenir:

- a) données du déposant;
- b) certification d'inscription et statut juridique, pour les personnes morales;
- c) description détaillée des activités que le déposant se propose d'exercer dans le cadre du régime, ainsi que le détail des produits et sous-produits générés, des matières premières et marchandises qui seront incorporées dans le processus de production et les prévisions en matière de freintes et de rebuts;
- d) description détaillée de l'emplacement et des caractéristiques du projet;
- e) déclaration sous serment indiquant que la personne déposante, ses associés et directeurs sont à jour de leurs obligations fiscales au Costa Rica;
- f) renseignements détaillés sur la contamination générée par le processus de production et ses déchets, ou, s'il y a lieu, copie du formulaire présenté à l'organe compétent du Ministère de l'environnement et de l'énergie concernant l'impact sur l'environnement selon les lois et règlements applicables;
- g) description du montant de l'investissement nouveau initial en immobilisations, ainsi que l'investissement total prévu et le niveau d'emplois;
- h) prévisions sur la valeur ajoutée nationale que l'entreprise s'engagera à maintenir. Ce calcul sera effectué au moyen de la formule établie à cet effet dans le présent règlement;
- i) déclaration sous serment selon laquelle le déposant n'est pas bénéficiaire d'autres régimes d'incitation;
- j) adresse d'envoi des notifications dans la ville de San José;
- k) tout autre document ou renseignement demandé par PROCOMER et qui soit pertinent.

La signature du déposant doit être authentifiée."

"Article 10. Le formulaire et les documents requis doivent permettre à PROCOMER d'évaluer les aspects suivants:

- a) que l'entreprise déposante et les activités prévues par l'entreprise dans le cadre du régime de zone franche se situent dans l'une des catégories établies dans l'article 17 de la Loi n° 7210 et ses modifications;
- b) que le projet atteint le niveau minimal d'investissement initial prévu par la Loi n° 7210 et ses modifications et respecte les dispositions du chapitre II du présent règlement;

- c) que l'entreprise déposante ou le projet n'ont pas bénéficié au préalable des incitations du régime, ou, si cela est le cas, qu'il soit démontré de manière suffisante qu'il s'agit d'un projet nouveau ou dont la nature et la portée répondent aux dispositions de l'article 20bis de la Loi n° 7210 et ses modifications sur les investissements additionnels;
- d) le pourcentage de valeur ajoutée nationale de l'entreprise."

"Article 11. PROCOMER, pour calculer la valeur ajoutée nationale (VAN) ou le contenu national applicable à l'obtention du régime de zone franche, interprètera le terme VAN comme suit: exportations f.a.b. (X f.a.b.) moins importations c.a.f. (M c.a.f.), plus variation des stocks (Inv), moins remises, moins impôts nets (T), moins honoraires payés à l'étranger.

$$VAN = X \text{ f.a.b.} - M \text{ c.a.f.} + \text{Inv} - \text{Tr} - T - \text{HPE}$$

où les exportations f.a.b. sont les exportations f.a.b. du produit terminé; dans le cas des entreprises de services, de gestion et de commercialisation, ces exportations désignent les ventes totales du service ou de la commercialisation réalisées; les importations c.a.f. (M c.a.f.) sont celles correspondant aux matières premières; la variation des stocks (Inv) est le produit du stock final moins le stock initial en termes monétaires; les transferts (Tr) désignent le montant correspondant à l'envoi de devises à l'étranger ou le rapatriement de capital, et les impôts nets (T) est le montant de tout type d'impôt versé à l'État; en termes monétaires, les honoraires payés à l'étranger (HPE) désignent les honoraires que la société paye à l'étranger et qui n'ont pas fait l'objet d'un transfert. Si l'entreprise ne gère pas d'inventaire, elle devra le signaler en plaçant la valeur zéro (0)."

"Article 12. S'agissant de petites entreprises qui vont s'associer pour exercer des activités industrielles d'exportation, les entreprises qui s'associent doivent constituer une personne morale unique ou bien désigner par contrat l'une des entreprises qui sera le déposant. Dans ce dernier cas, elle devra présenter avec la demande une copie de l'accord du consortium correspondant, dans lequel seront clairement définies les obligations et responsabilités de chaque entreprise associée. Les entreprises associées devront sans exception s'installer dans le même parc industriel.

Dans les cas où une entreprise est désignée comme déposante, toutes les entreprises associées seront considérées comme bénéficiaires du régime, aux fins du respect des obligations et de l'application des sanctions stipulées dans la Loi n° 7210 et ses modifications et d'autres lois et règlements applicables."

Article 13. Dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la présentation de la demande, l'administration de PROCOMER devra demander à l'intéressé de présenter tout document manquant ou de corriger toute exigence, en lui accordant un délai de dix jours ouvrables pour répondre à cette demande.

Dans un délai maximal de dix jours ouvrables à compter de la date à laquelle l'intéressé aura complété les renseignements demandés, l'unité technique de PROCOMER devra présenter un avis au Conseil d'administration ou à l'organe auquel le Conseil d'administration aura délégué ces fonctions, lequel devra évaluer les aspects indiqués dans le présent règlement et faire une recommandation sur le bien-fondé éventuel de l'octroi du régime de zone franche à l'entreprise déposante, avec les justifications nécessaires. Le Conseil d'administration,

l'organe délégué par le Conseil d'administration ou l'administration de PROCOMER pourront demander l'avis d'autres entités ou organismes publics s'ils le jugent nécessaire pour une meilleure évaluation du projet. À l'issue de l'analyse, le Conseil d'administration ou l'organe compétent de PROCOMER transmettra la recommandation finale au ministre du commerce extérieur afin que le COMEX prenne sa décision.

Une fois que PROCOMER aura recommandé l'adhésion au régime de zone franche, l'entreprise pourra présenter, à l'aide des formats prévus, la demande d'inscription en tant qu'auxiliaire de la fonction publique douanière. Après publication de la résolution d'approbation du statut d'auxiliaire, la Direction générale des douanes délivrera simultanément le code informatique et les clés d'accès nécessaires à la transmission électronique de données, à la demande de l'entreprise. La Direction générale des douanes n'accordera l'autorisation que lorsque PROCOMER lui aura remis l'accord d'octroi dûment communiqué. L'entreprise devra respecter les formats et procédures de transmission électronique de données, conformément aux dispositions de la Direction générale des douanes, en suivant les requêtes relatives à l'intégration douanière. Cette obligation sera attestée par certification de la division informatique de ladite Direction."

"Article 15. S'il est décidé de refuser le régime de zone franche à l'entreprise déposante, la décision correspondante sera émise et notifiée à l'intéressé par PROCOMER."

"Article 16. La résolution refusant l'octroi du régime de zone franche pourra faire l'objet d'un recours selon les termes de la Loi de réglementation du tribunal contentieux-administratif."

"Article 17. À compter de la présentation de la demande initiale et jusqu'à la décision finale, PROCOMER devra conserver les dossiers relatifs aux demandes d'octroi du régime de zone franche dûment classés et numérotés."

"Article 18. Les avantages accordés en vertu de la Loi n° 7210 et ses modifications aux entreprises bénéficiant du régime de zone franche s'appliquent à compter de la date de la communication à l'intéressé de l'accord qui accorde le régime, sans préjudice des conditions établies dans chaque cas visant à respecter les dispositions du second paragraphe de l'alinéa g) de l'article 20 de la Loi n° 7210 et ses modifications. Toutefois, l'exercice des activités dans le cadre du régime et la jouissance des avantages qu'il procure ne pourront débuter que lorsque l'entreprise bénéficiaire aura souscrit un contrat de fonctionnement avec PROCOMER, en respectant le cadre établi à cet égard.

Pour débuter les opérations productives dans le cadre du régime, l'entreprise devra avoir été habilitée par la Direction générale des douanes à agir en tant qu'auxiliaire de la fonction publique douanière, conformément aux dispositions de la Loi douanière générale et son règlement.

L'accord d'octroi du régime sera publié dans son intégralité au Journal officiel aux frais de l'entreprise déposante, de même que tout accord modifiant l'accord d'octroi."

"Article 19. S'agissant des entreprises qui demandent le régime de zone franche pour développer et gérer un parc industriel de zone franche, les dispositions du chapitre III du présent règlement s'appliquent. Toutefois, PROCOMER devra également demander des

renseignements permettant d'accréditer la capacité financière nécessaire au développement du projet ainsi que l'existence d'infrastructures adéquates, la disponibilité de services et mécanismes de contrôle appropriés, en tenant compte des obligations des entreprises gestionnaires de parc en vertu de la Loi n° 7210 et ses modifications. L'entreprise devra en outre présenter un plan-cadre du développement proposé du parc qui inclura les étapes et les délais correspondants.

De plus, l'entreprise déposante doit présenter un projet de règlement général sur le fonctionnement du parc, conforme aux règles et procédures relatives au contrôle de l'entrée et de la sortie des biens et des personnes, dans des termes satisfaisants pour PROCOMER, conformément aux dispositions applicables de la Loi douanière générale et son règlement."

"Article 21. Au cas où des entreprises non soumises au régime de zone franche s'installeraient dans le parc, l'entreprise gestionnaire devra, dans un délai de trois jours ouvrables, envoyer le contrat de vente à la Direction générale des impôts et à la Direction générale des douanes, afin que, conformément à leurs attributions et compétences, ces organismes contrôlent les exonérations définies à l'article 20 de la Loi n° 7210 sur le régime de zone franche et ses modifications, et la réduction proportionnelle des autres exonérations visée à l'article 22 de la même loi."

"Article 22*bis* – Les entreprises gestionnaires de parcs de zone franche pourront étendre ou réduire la surface de leur parc respectif sous réserve des conditions et modalités suivantes:

- a) La surface ajoutée doit être contiguë à la surface autorisée auparavant comme zone franche. La surface totale consécutive à l'extension ou à la réduction devra être maintenue en permanence comme un immeuble ou un ensemble d'immeubles indépendants sur le plan cadastral. Ne seront pas acceptées les réductions affectant l'infrastructure minimale requise pour qu'un parc industriel soit autorisé en tant que zone franche, ni les réductions affectant la surface totale disponible de construction minimale exigée pour les parcs destinés exclusivement aux entreprises de services ou de commercialisation.
- b) Lorsque la surface qu'il est projeté d'agrandir par l'adjonction d'un ou plusieurs bâtiments ou par l'adjonction d'étages aux bâtiments existants, les terrains sur lesquels se trouvent ces bâtiments devront être eux aussi contigus à la zone du parc autorisée auparavant comme zone franche. Lorsqu'il s'agit de l'adjonction ou de la suppression d'étages d'un bâtiment, le bâtiment devra être soumis au régime de la propriété horizontale et seuls des étages entiers pourront y être ajoutés ou en être exclus; si un étage est divisé en plusieurs entreprises filiales, celles-ci devront toutes être ajoutées ou exclues, selon le cas.
- c) La surface de parc résultant de l'extension ou de la réduction devra présenter des conditions qui permettent de l'assujettir aux mécanismes nécessaires pour contrôler l'entrée et la sortie des biens et des personnes, conformément à la Loi générale sur les douanes, à son Règlement et aux politiques d'exploitation définies à cet effet par la Direction générale des douanes.
- d) Lorsque l'immeuble ou les immeubles qu'il est projeté d'ajouter n'appartiennent pas à l'entreprise gestionnaire du parc, il faudra présenter avec la demande un document par lequel le propriétaire consent expressément que le bien ou les biens lui appartenant soient affectés au régime de zone franche et s'engage à respecter selon qu'il convient

les lois et règlements afférents au régime de zone franche, aux conditions exigées par PROCOMER et la Direction générale des douanes. Le fait que l'entreprise gestionnaire du parc ne soit pas la propriétaire en titre d'un ou plusieurs des immeubles situés dans le parc ne limite ni ne réduit les responsabilités et obligations qui lui incombent en qualité de gestionnaire, aux termes de la Loi n° 7210 et de ses modifications et du présent règlement; à cet effet, l'entreprise gestionnaire devra adopter toutes les dispositions contractuelles nécessaires dans ses relations avec les propriétaires et/ou locataires des immeubles situés dans le parc.

- e) Lorsque l'infrastructure ou les bâtiments de la zone dont l'exclusion est demandée ont été construits à l'aide d'un avantage fiscal prévu par la loi pour les entreprises promotrices et gestionnaires de parcs de zone franche, l'entreprise auteur de la demande devra acquitter les impôts correspondant à ces avantages, selon décision du Ministère des finances. Pour effectuer le calcul correspondant, l'entreprise bénéficiaire devra présenter à cette entité une expertise réalisée par un professionnel accrédité par l'Ordre fédéré des ingénieurs et architectes, dans laquelle seront indiqués la quantité et la valeur des matériaux utilisés, ainsi que le montant des impôts à acquitter. Il ne sera donné suite à la demande de réduction de surface que lorsque le versement sera intervenu.
- f) Aux fins des dispositions de l'article 17 ch) de la Loi n° 7210 et de ses modifications, il sera considéré qu'une entreprise au bénéfice du régime de zone franche est installée dans un parc si elle travaille à l'intérieur du périmètre autorisé comme parc, en qualité de propriétaire ou de locataire. Les entreprises gestionnaires devront informer PROCOMER et la Direction générale des douanes de tout changement dans la propriété ou l'occupation de la zone utilisée comme parc, par les moyens et sous la forme établis par ces institutions.
- g) Les conditions et obligations prévues au présent article s'appliqueront, selon qu'il conviendra, aux demandes d'autorisation de nouveaux parcs et aux parcs existants."

"Article 23. S'agissant des demandes d'entreprises qui souhaitent s'installer en dehors d'un parc industriel de zone franche, les dispositions pertinentes du chapitre III du présent règlement s'appliquent. PROCOMER doit en outre déterminer plus précisément:

- a) que la demande se réfère à une entreprise industrielle d'exportation;
- b) que les caractéristiques du processus de production ou la nature du projet empêchent son développement dans un parc industriel;
- c) que l'entreprise est en mesure de se soumettre aux mécanismes nécessaires de contrôle de l'entrée et de la sortie des biens et des personnes, conformément à la Loi douanière générale, son règlement et les politiques d'exécution élaborées à cet effet par la Direction générale des douanes;
- d) que l'entreprise respecte l'obligation visée à l'article 14 et autres obligations pertinentes de la Loi n° 7210 et ses modifications."

"Article 26. S'agissant de demandes d'entreprises bénéficiaires du régime de zone franche pour installer des usines satellites en dehors du parc industriel de zone franche dans lequel a

été autorisée l'usine principale, les dispositions pertinentes du chapitre III du présent règlement s'appliquent. PROCOMER doit en outre évaluer plus précisément:

- a) L'existence de motifs relatifs à la disponibilité de main-d'œuvre, transport, gestion des matières premières ou autre motif similaire qualifié, qui justifient l'autorisation d'une usine satellite.
- b) Que l'entreprise s'engage à réaliser une proportion significative de sa production totale dans l'usine installée dans le parc. À ces fins, on entend par proportion significative au moins 50 pour cent de la production totale de l'entreprise dans le cadre du régime réalisés dans l'usine principale. Il incombera à PROCOMER de veiller à ce que la production réalisée par les usines satellites ne dépasse pas 45 pour cent de la production totale de l'entreprise; le pourcentage sera calculé sur la valeur et sur les unités produites et le résultat le plus élevé sera retenu.
- c) Que l'entreprise s'engage et peut établir les contrôles fiscaux et douaniers pertinents concernant la ou les usines satellites, dans des termes satisfaisants pour la Direction générale des douanes.

"Article 30. Lorsqu'une entreprise bénéficiaire souhaite renoncer au régime de zone franche, elle doit en informer au moins un mois à l'avance PROCOMER et la Direction générale des douanes. PROCOMER doit vérifier le respect des exigences suivantes:

- a) que l'entreprise est à jour du versement du droit d'usage du régime et des autres obligations prévues dans la Loi n° 7210 et ses modifications et dans le présent règlement;
- b) que l'entreprise est à jour de ses obligations fiscales, ce qui doit être démontré avec une déclaration sous serment rédigée par le représentant légal;
- c) que l'entreprise est à jour du versement des contributions obligatoires salariales-patronales;
- d) que l'entreprise annonce son intention de renoncer au régime par un avis qui doit être publié dans un journal national;
- e) que l'entreprise présente une copie de la lettre exprimant son intention de renoncer au régime, dûment cachetée et reçue par la douane de juridiction de l'entreprise."

"Article 31. Aux fins de la restitution du dépôt de garantie, l'intéressé devra présenter une certification délivrée par un expert-comptable autorisé, stipulant que les soldes des matériaux, des marchandises, des machines et de l'équipement acquis dans le cadre du régime ont été dûment liquidés et que les formalités douanières pertinentes ont été réglées. Cette certification doit porter sur la période écoulée entre la date de clôture du dernier exercice et la date de la liquidation totale des matériaux, marchandises, machines et équipement acquis dans le cadre du régime."

"Article 34. Les bénéficiaires du régime de zone franche ont les obligations suivantes:

- a) Respecter les demandes de PROCOMER et des autorités fiscales et douanières concernant l'exercice de leurs fonctions de contrôle.
- b) Établir des systèmes comptables et fonctionnels permettant le contrôle de l'entrée, de la présence et de la sortie des matériaux et des marchandises qui leur appartiennent ou qu'ils détiennent en consignation. Leurs systèmes comptables ou le registre de stock permanent par marchandise devront permettre de déterminer l'usage, la transformation et l'emplacement desdits biens.
- c) Accorder à PROCOMER et aux autorités fiscales et douanières la meilleure collaboration possible dans l'exercice de leurs fonctions de contrôle.
- d) Maintenir un inventaire à jour des biens admis.
- e) Présenter un rapport annuel des opérations à PROCOMER, dans les termes établis dans le présent règlement, ainsi que les autres rapports demandés par PROCOMER, COMEX ou les autorités fiscales et douanières dans l'exercice de leurs fonctions. Le rapport annuel des opérations pourra être présenté à PROCOMER par le bénéficiaire du régime au moyen d'une transmission par voie électronique, suivant les formats et les procédures établis à cet effet.

Si le rapport est présenté par voie électronique, les dispositions de l'article 18*bis* du présent règlement s'appliqueront.

- f) Constituer et conserver en permanence un dépôt de garantie en faveur de PROCOMER.
- g) Acquitter ponctuellement les droits d'usage du régime.
- h) Respecter les réglementations sur l'environnement, l'urbanisme, la santé et autres règles applicables selon le type d'activité exercé par l'entreprise et disposer en permanence des permis de fonctionnement correspondants.
- i) Respecter les niveaux minimaux d'investissement initial, d'investissement prévu, d'emplois et autres, établis dans l'accord d'octroi correspondant.
- j) Fournir à PROCOMER tous les renseignements demandés concernant la gestion du régime, sous une forme appropriée.
- k) Dûment archiver les déclarations douanières de zone franche et les documents joints, le livre de contrôle des opérations, le rapport annuel des opérations, conformément à l'article 30, alinéa b) de la Loi douanière générale.
- l) Les autres obligations établies dans la Loi n° 7210 et ses modifications, le présent règlement et les autres lois et règlements applicables, ainsi que dans l'accord d'octroi du régime et le contrat de fonctionnement.
- m) Présenter et annoter dans des livres et registres, manuels ou électroniques, suivant les formats autorisés par PROCOMER, les opérations de l'entreprise relatives aux biens bénéficiant d'exonérations d'impôts autorisées par la Direction générale des finances

du Ministère des finances, qui seront soumis à l'inspection de PROCOMER et des autorités fiscales."

"Article 36. Les services concernés du Ministère des finances établiront les procédures de contrôle et les procédures douanières qui devront être respectées par les entreprises bénéficiaires du régime et les autorités douanières; à cet effet, la Direction générale des douanes prendra, en coordination avec PROCOMER, les mesures pertinentes."

"Article 39. Dans un délai de quatre mois suivant la fin de l'exercice ordinaire ou spécial autorisé par le Ministère des finances à une entreprise particulière, les bénéficiaires devront présenter à PROCOMER un rapport annuel de leurs activités pendant la période immédiatement précédente qui apportera les renseignements indiqués sous les formats élaborés à cette fin par PROCOMER et dûment publiés dans *La Gaceta*.

Si le rapport est incomplet, PROCOMER accordera au bénéficiaire un délai de 15 jours ouvrables à compter de la notification pour corriger les erreurs ou présenter les documents manquants. Toutefois, ne sera pas considéré comme présenté un rapport dont le nombre d'erreurs ou d'omissions rend l'évaluation de son contenu impossible.

Si le rapport n'est pas présenté dans le délai indiqué dans le premier paragraphe du présent article, ou s'il a été estimé qu'il contenait des erreurs ou des omissions importantes, ou si les omissions n'ont pas été corrigées dans le délai indiqué dans le second paragraphe du présent article, PROCOMER suspendra temporairement l'entreprise contrevenante de toutes les démarches et autorisations relatives aux activités exercées dans le cadre du régime, et en informera le jour même la Direction générale des douanes, la douane de juridiction, la Direction générale des finances et le gestionnaire du parc industriel où se trouve l'entreprise, afin qu'ils suspendent de la même manière toutes les formalités et avantages du régime, ainsi que le transport ou le transfert de matériaux et de marchandises, les exonérations et les autres opérations liées au régime. Tout cela sans préjudice des amendes ou de la révocation éventuelle du régime qui pourraient être applicables, conformément à la législation et selon la recommandation fondée transmise à cet égard par PROCOMER au COMEX."

"Article 41. Le régime de zone franche ne sera pas octroyé pour le développement ou le fonctionnement d'entreprises ou de projets d'investissement qui bénéficient déjà de mesures d'incitation, même s'il s'agit d'une personne physique ou morale distincte, sauf s'il peut être démontré qu'il s'agit d'un projet nouveau ou, dans des cas exceptionnels, lorsque la nature et la portée des investissements additionnels le justifient de l'avis du Ministère du commerce extérieur.

(...)"

"Article 42.

(...)

- d) Le pourcentage de réinvestissement exigé par l'alinéa 1) de l'article 20 de la Loi n° 7210 et ses modifications, afin d'obtenir chaque année une exonération additionnelle de 75 pour cent de l'impôt sur les bénéfices pendant quatre ans au

maximum, sera calculé sur la base du montant total d'investissement en immobilisations établi dans l'accord d'octroi, réalisé par l'entreprise jusqu'au dernier jour de la quatrième année d'octroi du régime, ou sur le montant de deux millions de dollars des États-Unis (2 000 000 de dollars EU) établi dans l'alinéa 1) de la Loi n° 7210 et ses modifications, en prenant le montant le plus élevé.

(...)"

"Article 55. Les entreprises bénéficiant du régime peuvent effectuer des ventes sur le territoire douanier national selon les termes indiqués dans l'article 22 de la Loi n° 7210 et ses modifications, qui seront soumises aux taxes et procédures propres à toute importation provenant de l'extérieur.

Elles devront en outre présenter la déclaration douanière de zone franche aux fins de la sortie du régime et la déclaration douanière d'importation définitive aux fins de la nationalisation. Dans le cas de prestataires de services, chaque vente sur le marché local devra comporter une facture commerciale qui attestera de la transaction réalisée pour des besoins fiscaux, douaniers et statistiques, dont une copie devra être remise à PROCOMER. Dans le cas de services impliquant l'utilisation de matériaux et de marchandises (par exemple pièces de rechange), ceux-ci devront être détaillés sur une facture indépendante et figurer dans la déclaration douanière de zone franche correspondante. Les limites de 25 pour cent ou 50 pour cent, selon le cas, établies dans l'article 22 cité, seront calculées sur la valeur des ventes totales et seront appliquées pour chaque exercice aux entreprises soumises au régime de zone franche qui réalisent des ventes locales."

"Article 58. Les bénéficiaires établis conformément à l'alinéa a) de l'article 17 de la Loi n° 7210 et ses modifications pourront sous-traiter une partie de leur production ou de leur processus de production à:

- a) D'autres bénéficiaires du régime de zone franche, sous réserve qu'au moins 50 pour cent du volume total de la production de l'entreprise soumise au régime soient effectués par l'entreprise sous-traitante.
- b) Toute personne physique ou morale établie sur le territoire douanier national, sous réserve qu'au moins 75 pour cent du volume total de la production de l'entreprise soumise au régime soient effectués dans la zone franche. Dans ce cas, l'entreprise soumise au régime pourra admettre temporairement sur le territoire douanier national les matériaux et marchandises objet de la sous-traitance."

"Article 63. L'entreprise soumise au régime de zone franche sera responsable du paiement de toute obligation fiscale/douanière issue du non-respect des termes de la sous-traitance, en conformité avec les dispositions des lois applicables en l'espèce."

"Article 64. L'entreprise bénéficiaire sous-traitante doit transmettre à PROCOMER un rapport à la fin de la période de sous-traitance sur les montants, pourcentages et conditions des opérations sous-traitées et, lorsqu'une prolongation est demandée, elle devra présenter ledit rapport avec la demande trois jours avant la fin de la sous-traitance. Si une quelconque irrégularité douanière est décelée, PROCOMER en informera immédiatement les douanes de juridiction concernées. De même, les cas de non-respect des termes de la sous-traitance qui

affectent les intérêts fiscaux/douaniers de l'État seront communiqués par les douanes de juridiction à PROCOMER afin d'entamer la procédure correspondante, sans préjudice des sanctions administratives ou pénales applicables."

"Article 66. Les procédures relatives au contrôle du transport et du transfert de marchandises en provenance et à destination de la zone franche, y compris le départ, le trajet, la réception, le déchargement et la fin du transport, seront régies par les dispositions de la Loi douanière générale, de son règlement d'application, et par les directives énoncées à cet égard par la Direction générale des douanes. En cas de nationalisation de matériaux et de marchandises, la réglementation douanière en vigueur pour le régime d'importation définitive sera en outre appliquée."

"Article 82. Lorsqu'il sera nécessaire de détruire des freintes, des sous-produits ou des rebuts faisant partie ou étant issus du processus de production du bénéficiaire, celui-ci demandera l'autorisation à la douane de juridiction, laquelle disposera de trois jours à compter de la notification pour autoriser et exécuter la destruction en cas de marchandises non périssables. Ce délai sera ramené à un jour ouvrable pour les freintes, sous-produits et rebuts de marchandises périssables. Un acte de destruction sera rédigé et signé par l'agent des douanes et le représentant du bénéficiaire."

"Article 87. Il incombe à PROCOMER de recevoir, d'évaluer et d'étudier les demandes des personnes souhaitant bénéficier du régime de zone franche, ainsi que d'exercer le contrôle sur les montants d'investissement et autres paramètres inclus dans l'accord d'octroi du régime.

PROCOMER est également chargée de recevoir et d'évaluer les rapports annuels que doivent présenter les entreprises bénéficiaires et intervenir dans les formalités expressément identifiées comme relevant de sa compétence dans le présent règlement.

Il incombe au Ministère du commerce extérieur d'entamer et de conclure les procédures de sanction pertinentes, sur la base des rapports techniques et des recommandations de PROCOMER et des services compétents du Ministère des finances.

Tous les éléments relatifs au contrôle et à la vérification fiscale des opérations douanières et des exonérations fiscales relèvent de la compétence des services concernés du Ministère des finances, et de celle de PROCOMER lorsque son intervention est prévue dans la Loi n° 7210 et ses modifications ou le présent règlement.

Lorsque, dans l'exercice de ses fonctions, PROCOMER détecte l'existence possible d'irrégularités douanières ou fiscales, il en informera immédiatement le Ministère des finances pour que les mesures légales correspondantes puissent être prises. De même, les services compétents du Ministère des finances doivent informer PROCOMER de toute irrégularité détectée et qui peut servir de base à l'application d'une procédure de sanction en vertu de l'article 32 de la Loi n° 7210 et ses modifications. Sur la base de ces renseignements et, s'il y a lieu, de ses propres investigations, PROCOMER doit recommander au Ministère du commerce extérieur l'application de la procédure de sanction concernée dans les plus brefs délais, selon les termes de l'article 32 cité."

Article 2. Est modifié le Règlement d'application de la Loi sur le régime de zone franche, Décret exécutif n° 29606-H-COMEX du 18 juin 2001, publié au Journal officiel *La Gaceta* n° 121 du 25 juin 2001 et ses modifications, pour que dans tous ses articles, l'expression "accord d'exécution" soit remplacé par "accord d'octroi".

Article 3. Sont ajoutés au Règlement d'application de la Loi sur le régime de zone franche, Décret exécutif n° 29606-H-COMEX du 18 juin 2001, publié au Journal officiel *La Gaceta* n° 121 du 25 juin 2001 et ses modifications, un article 18*bis* et un article 66*bis* rédigés comme suit:

"Article 18*bis*. PROCOMER pourra autoriser que certaines formalités relevant de sa compétence soient réalisées sous forme électronique. À cet effet, il sera attribué à l'entreprise un code ou une clé d'accès confidentielle ou de sécurité qui équivaldra, à toutes fins légales, à la signature autographe du représentant légal ou de la personne autorisée.

Dans ce cas, les documents figurant sur le support magnétique, numérique ou électronique produiront les mêmes effets juridiques que les documents écrits sur papier."

"Article 66*bis*. Les marchandises qui font l'objet d'envois répétés entre entreprises bénéficiaires du régime de zone franche et de perfectionnement actif, et dont la nature implique un processus continu, difficile à individualiser et à quantifier à un moment donné, pourront être cumulées dans une seule déclaration douanière de zone franche où figureront les opérations réalisées au cours d'une période fixée, définie dans chaque cas par la Direction générale des douanes.

Aux fins de ce qui précède, le bénéficiaire répondant aux conditions indiquées devra demander l'autorisation correspondante à la Direction générale des douanes, laquelle prendra la décision pertinente, après examen du processus de production de l'entreprise."

Article 4. Sont abrogés les articles 71 et 78 du Règlement d'application de la Loi sur le régime de zone franche, Décret exécutif n° 29606-H-COMEX du 18 juin 2001, publié au Journal officiel *La Gaceta* n° 121 du 25 juin 2001 et ses modifications.

Article 5. Le présent décret entrera en vigueur à la date de sa publication.

Fait à la Présidence de la République, San José, le deux mars deux mil quatre.

MODIFICATION DE LA LOI DOUANIÈRE GÉNÉRALE

N° 8373

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE LA RÉPUBLIQUE DU COSTA RICA

Décète:

MODIFICATION DE LA LOI DOUANIÈRE GÉNÉRALE, N° 7557

CHAPITRE I

Modifications

Article 1. **Modifications de la Loi n° 7557.** Sont modifiées les dispositions suivantes de la Loi douanière générale n° 7557 du 20 octobre 1995:

1. L'article 6 est modifié, comme suit:

"Article 6. **Objectifs.** Les objectifs du régime juridique seront les suivants:

- a) appliquer toutes les conventions, tous les accords et tous les traités internationaux en vigueur en la matière, ainsi que la réglementation nationale correspondante;
- b) faciliter et accélérer les opérations de commerce extérieur;
- c) permettre le juste recouvrement des droits et la répression des comportements illicites qui portent atteinte à la gestion et au contrôle des affaires douanières et du commerce extérieur.

Tout acte enfreignant les objectifs du régime juridique régissant les questions douanières constituera un détournement de pouvoir."

2. L'article 8 est modifié, comme suit:

"Article 8. **Service national des douanes.** Le Service national des douanes sera l'organe de contrôle du commerce extérieur et de l'administration fiscale; il relèvera du Ministère des finances et sera chargé de la mise en œuvre de la législation douanière.

Le Service sera composé de la Direction générale des douanes, des douanes et services connexes, et des autres organes douaniers; il disposera du personnel approprié, doté de compétences professionnelles et d'expérience dans le domaine douanier et/ou du commerce extérieur, conformément aux accords, conventions et traités internationaux en vigueur.

Le Ministère des finances et le Ministère du commerce extérieur créeront un organe de coordination interinstitutionnel chargé de veiller à ce que les contrôles régissant le commerce extérieur soient correctement mis en œuvre et permettent une gestion douanière adéquate.

Afin d'intégrer les activités de vérification, la Direction générale des douanes, la Direction générale des impôts, la Direction générale des finances et les autres organes de l'Administration fiscale des douanes relevant du Ministère des finances, seront habilités par la loi pour échanger les informations

obtenues en matière fiscale et douanière par tout moyen licite auprès des contribuables, des dirigeants, des tiers, des auxiliaires de la fonction publique douanière, des importateurs, des exportateurs, des producteurs et des consignataires. Ces autorités devront respecter la confidentialité des renseignements fournis, conformément aux termes fixés par la législation fiscale et, en cas d'infraction, seront soumises aux responsabilités légalement établies."

3. L'article 9 est modifié, comme suit:

"Article 9. **Fonctions du Service national des douanes.** Les fonctions du Service national des douanes seront les suivantes:

- a) appliquer toutes les conventions, tous les accords et tous les traités internationaux en vigueur au plan international et dûment ratifiés par le gouvernement costaricien, ainsi que les règles nationales dans le domaine douanier;
- b) exercer le contrôle du territoire douanier défini à l'article 2 de la présente Loi;
- c) respecter, dans son domaine de compétence, les orientations et les directives découlant de la politique économique du gouvernement de la République;
- d) mettre en œuvre le contrôle douanier exigé par les politiques de commerce extérieur en vigueur;
- e) mettre à jour les procédures douanières et proposer les modifications des règles afin d'adapter celles-ci aux changements techniques et technologiques et aux exigences du commerce international;
- f) appliquer, en coordination avec les autres bureaux compétents, les réglementations non tarifaires régissant l'entrée des véhicules, des unités de transport et des marchandises sur le territoire douanier, ainsi que leur sortie;
- g) exercer, en coordination avec les autres bureaux du fisc les pouvoirs en matière d'administration fiscale à l'égard des taxes générées par l'entrée, l'admission et la sortie de marchandises faisant l'objet du commerce extérieur;
- h) générer les statistiques de commerce international."

4. L'article 12 est modifié, comme suit:

"Article 12. **Titulaire de la Direction générale des douanes.** La Direction générale des douanes sera dirigée par un directeur général et un sous-directeur. Le sous-directeur, qui remplacera le directeur en cas d'absence, aura les mêmes attributions et exercera les fonctions qui lui seront octroyées par le règlement, ainsi que celles qui lui seront déléguées par son supérieur. La nomination du directeur général incombera au titulaire du portefeuille des finances.

Le directeur général et le sous-directeur des douanes devront être, au minimum, titulaires du diplôme universitaire de *licenciatura* et posséder une expérience professionnelle dans le domaine des douanes et/ou du commerce extérieur.

Il est interdit à ces fonctionnaires:

1. d'exercer, outre leur charge, une profession libérale;
2. d'exercer d'autres fonctions officielles ou de fournir d'autres services aux personnes soumises à leur autorité. Cette interdiction ne comprend pas l'exercice de l'enseignement universitaire;
3. d'intervenir dans le traitement ou la résolution d'affaires relevant de leur juridiction dans lesquelles ils ont, directement ou indirectement, un intérêt personnel ou lorsque les personnes intéressées font partie de leur parenté en ligne directe ou en ligne collatérale jusqu'au quatrième degré, par voie de consanguinité ou par alliance.

Le directeur général des douanes pourra déléguer aux organismes de son choix l'initiation et l'instruction des procédures en matière technique et administrative.

La délégation définie au précédent paragraphe devra respecter toutes les procédures prescrites par la Loi sur l'administration publique."

5. L'article 13 est modifié, comme suit:

"Article 13. **Douane.** La douane est l'unité technico-administrative chargée des démarches douanières et du contrôle de l'entrée, de l'admission et de la sortie des marchandises faisant l'objet des échanges internationaux, ainsi que de la coordination, avec d'autres autorités publiques liées à son domaine de compétence, des activités douanières prenant place dans sa zone de compétence territoriale ou fonctionnelle.

La douane sera habilitée à appliquer les exonérations fiscales expressément fixées par la loi, et les exemptions de nature douanière définies par les accords, conventions et traités internationaux."

6. Le deuxième paragraphe de l'article 14 est modifié, comme suit:

"Article 14. **Compétence territoriale.**

[...]

Les bureaux de douane fourniront leurs services vingt-quatre heures sur vingt-quatre, tous les jours de l'année, à moins que la Direction générale des douanes ne définisse et justifie auprès du Ministère des finances, dans des cas exceptionnels et/ou de force majeure, des horaires spéciaux pour certains bureaux.

[...]."

7. L'article 16 est modifié, comme suit:

"Article 16. **Personnel des douanes.** Le personnel des douanes devra connaître et appliquer la législation afférente à l'activité douanière. Dans l'exercice de leurs fonctions, les agents des douanes seront tenus pour personnellement responsables devant le fisc des sommes non perçues par celui-ci en raison d'actions ou d'omissions frauduleuses ou de faute grave, sans préjudice des responsabilités de nature administrative ou pénale qui pourraient leur être imputées. De même, ils seront tenus pour responsables de ne pas effectuer les contrôles établis par voie réglementaire, ou par décision de la Direction générale, sur les marchandises faisant l'objet d'échanges avec l'étranger, conformément à

l'article 93 de la présente loi. La responsabilité civile sera prescrite dans un délai de quatre ans à compter du moment où le délit a été commis.

Tout retard injustifié dans les procédures où interviennent des agents des douanes constituera une faute de service grave, passible de sanction dans le cadre du régime disciplinaire, tout autant que le fait de recevoir en cadeau des marchandises de quelque catégorie que ce soit qui se trouveraient à bord des véhicules ou des unités de transport pénétrant dans le territoire douanier national ou se trouvant sous contrôle douanier.

Pendant l'instruction de la procédure administrative de révocation faisant suite à des activités illicites de fonctionnaires du Service national des douanes susceptibles de causer un préjudice économique au fisc, le directeur général des douanes devra demander au Ministère des finances que ces fonctionnaires soient provisoirement suspendus de leurs fonctions, avec droit au traitement, pendant la durée de la procédure de révocation, afin que l'enquête en cours puisse aboutir et que les rapports de service, les documents et les renseignements puissent être sauvegardés. Le Ministre des finances devra communiquer la décision accordée à la Direction générale du Service civil."

8. L'article 19 est modifié, comme suit:

"Article 19. **Roulement du personnel.** Les agents techniques et professionnels du Service national des douanes exerceront leurs fonctions dans l'un quelconque des services situés sur le territoire douanier en suivant les critères techniques de roulement définis par la Direction générale des douanes. Les agents techniques seront appelés à effectuer différentes tâches dans la même catégorie de poste, de manière à acquérir une connaissance complète des opérations douanières.

Les agents chargés d'assurer l'exécution de services personnalisés à domicile seront désignés par répartition aléatoire et suivant un roulement rigoureux afin d'éviter qu'ils ne visitent plusieurs fois de suite ou de façon régulière le même auxiliaire de la fonction publique et/ou le même usager du Système national des douanes."

9. Le deuxième paragraphe de l'article 21 est modifié, comme suit:

"Article 21. **Coordination pour la mise en œuvre des contrôles.**

[...]

Lorsque dans le cadre d'une opération douanière il sera nécessaire de réaliser des contrôles spéciaux relevant d'autres entités, les autorités douanières devront en informer le bureau compétent et n'accepteront la déclaration en douane que lorsque les prescriptions correspondantes auront été respectées."

10. L'article 22 est modifié, comme suit:

"Article 22. **Contrôle douanier.** Le contrôle douanier est l'exercice des pouvoirs conférés au Service national des douanes pour analyser, mettre en œuvre, superviser, contrôler, vérifier, déterminer et évaluer le respect des dispositions de la présente Loi, de ses règlements d'application et des autres normes réglementaires régissant l'entrée des marchandises sur le territoire national, leur sortie, ainsi que l'activité des personnes physiques ou morales qui interviennent dans les opérations de commerce extérieur."

11. L'article 23 est modifié, comme suit:

"Article 23. **Types de contrôle.** Le contrôle douanier pourra s'exercer immédiatement, *a posteriori* ou de façon permanente.

Le contrôle immédiat s'exercera sur les marchandises dès leur entrée sur le territoire douanier ou dès leur présentation en vue de la sortie du territoire, et jusqu'à ce que l'autorisation de levée ait été prononcée.

Le contrôle *a posteriori* s'exercera sur les opérations douanières, sur les actes découlant de ces opérations, sur les déclarations en douane, sur la détermination des obligations fiscales/douanières, sur le paiement des taxes et sur les activités des auxiliaires de la fonction publique douanière et des personnes physiques et morales intervenant dans les opérations de commerce extérieur, pendant la durée fixée à l'article 62 de la présente Loi.

Le contrôle permanent s'exercera à n'importe quel moment sur les auxiliaires de la fonction publique douanière et portera sur l'application des prescriptions de fonctionnement, ainsi que sur le respect de leurs devoirs et obligations. Il s'exercera également sur les marchandises qui, après leur levée ou leur retrait, restent soumises à un régime douanier non définitif, et permettra de contrôler et de vérifier que les conditions d'admission, d'utilisation et de destination seront respectées tant qu'existera un lien juridique vis-à-vis de la douane."

12. L'article 26 est modifié, comme suit:

"Article 26. **Responsabilité en cas de dommage, de perte ou de subtilisation de marchandises.** Les personnes physiques ou morales, publiques ou privées, les fonctionnaires et les auxiliaires de la fonction publique douanière, qui, à quelque titre que ce soit, reçoivent, manipulent, traitent, transportent ou conservent des marchandises soumises au contrôle douanier, seront responsables des conséquences fiscales d'éventuels dommages, pertes ou subtilisations des marchandises, sauf à la suite d'un cas fortuit ou de force majeure. Cette disposition s'appliquera à toutes les entreprises de chargement et aux autorités ou entreprises portuaires et aéroportuaires, publiques ou privées."

13. Un paragraphe final est ajouté à l'article 27, comme suit:

"Article 27. **Réception d'éléments de preuve à l'étranger.**

[...]

La Direction générale des douanes est habilitée à prendre contact, depuis le Costa Rica et par quelque moyen technologique que ce soit, avec des fournisseurs ou des exportateurs étrangers, afin d'obtenir des éléments de preuve, tels que des factures pro forma, des prix de ventes, des prix moyens, des valeurs f.a.b. et c.a.f., des remises applicables ou autres, qui permettent de vérifier avec certitude le prix d'une marchandise sur le marché international."

14. L'article 28 est modifié, comme suit:

"Article 28. **Concept d'auxiliaires.** Seront considérés comme auxiliaires de la fonction publique douanière les personnes physiques ou morales, publiques ou privées, qui prennent part de façon habituelle à la gestion douanière auprès du Service national des douanes, en leur nom propre ou au nom de tierces personnes.

Les auxiliaires seront solidairement responsables devant le fisc des conséquences fiscales découlant des actes, omissions ou délits accomplis par leurs employés agréés auprès du Service national des douanes, sans préjudice des responsabilités civiles, administratives et pénales qui pourraient être légalement imputées auxdits employés."

15. L'article 29 est modifié, comme suit:

"Article 29. **Exigences générales.** Pour pouvoir agir en tant qu'auxiliaires, les personnes devront jouir de la capacité juridique leur permettant d'exercer, figurer dans le registre des auxiliaires établi par l'autorité douanière, être à jour de leurs obligations fiscales, respecter les exigences énoncées dans la présente Loi et dans ses règlements d'application, ainsi que celles que stipule la décision administrative qui les autorise en tant qu'auxiliaires.

Un auxiliaire qui, après avoir été autorisé, cesse de respecter une exigence générale ou spécifique, ne pourra exercer en tant qu'auxiliaire qu'après avoir démontré que le manquement a été rectifié."

16. Les alinéas i), j), k), l), m) et n) sont ajoutés à l'article 30, comme suit:

"Article 30. **Obligations.**

- i) Faire part à la douane de contrôle des causes possibles des dommages, pertes, larcins, vols ou de toute autre circonstance affectant les unités de transport ou les marchandises placées sous leur surveillance, dans un délai de 24 heures après avoir pris connaissance de l'existence de ces faits.
- j) Remettre, dans un délai de dix jours ouvrables, tout renseignement demandé par l'autorité douanière dans l'exercice de ses fonctions de contrôle, au lieu, sous la forme, dans les conditions et par les moyens requis par cette autorité.
- k) Dresser les factures correspondant à la prestation de leurs services, conformément aux dispositions émises par l'administration fiscale compétente.
- l) Remettre, sur demande juridiquement fondée de l'autorité douanière, les informations d'ordre fiscal ou douanier permettant de contrôler la véracité de la déclaration en douane, selon les prescriptions établies à cet effet à l'article 86 de la présente Loi, concernant les faits ou les activités de tierces personnes avec lesquelles ils entretiennent des relations économiques et/ou financières.
- m) Indiquer à la Direction générale, par déclaration sous serment rédigée devant un notaire public, l'endroit où sont conservés les documents originaux et les renseignements fixés par la réglementation, pour les régimes dans lesquels ils interviennent. Dans le cas des personnes morales, cette déclaration devra être effectuée par le représentant légal.
- n) Collaborer avec les autorités douanières à l'éclaircissement de tout délit commis au préjudice du fisc, et faire connaître à l'autorité douanière, immédiatement et par écrit, tout délit dont ils auraient connaissance."

17. L'article 33 est modifié, comme suit:

"Article 33. **Concept.** L'agent en douane est le professionnel auxiliaire de la fonction publique douanière autorisé, en tant que personne physique, par le Ministère des finances à fournir de façon habituelle à des tiers, dans les conditions et selon les exigences établies dans le Code douanier uniforme centraméricain, des services dans le domaine des formalités douanières, des régimes douaniers et les opérations en douane.

L'agent en douane établira la déclaration en douane sous la foi du serment, ce qui signifie que les données consignées dans les déclarations en douane qu'il formulera au titre de la présente Loi,

notamment les données relatives au calcul arithmétique des charges conformes aux antécédents qui lui servent de base légale, pourront être considérées comme exactes par la douane, sans préjudice des vérifications et des contrôles que devra pratiquer l'autorité douanière en vertu de ses fonctions de contrôle et de vérification.

L'agent en douane sera le représentant légal de son mandant pour les procédures et les notifications relatives au dédouanement et les actes découlant de celui-ci. À ce titre, il répondra civilement auprès de son mandant des lésions patrimoniales susceptibles de se produire en conséquence de la mise en œuvre de son mandat."

18. Le premier paragraphe de l'article 34 est modifié, comme suit:

"Article 34. **Exigences.** Pour être agréées en tant qu'agents en douane, les personnes physiques devront satisfaire aux exigences établies à l'article 29 de la présente Loi et avoir obtenu au moins le diplôme universitaire de *licenciatura* en administration douanière; elles devront en outre justifier d'une expérience minimale de deux ans en matière douanière. Les titulaires du diplôme de *licenciatura* en commerce international, en droit ou en administration publique pourront également obtenir l'agrément, après avoir passé avec succès un examen de compétence dans le domaine douanier, que le Ministère des finances organisera annuellement en coordination avec la Direction générale des douanes.

[...]."

19. Les alinéas f) et g) sont ajoutés à l'article 35, comme suit:

"Article 35. **Obligations spécifiques.**

[...]

- f) Avertir préalablement la Direction générale des douanes de la cessation de leurs activités et remettre à la douane de contrôle les documents originaux et les renseignements définis par voie réglementaire pour les régimes dans lesquels ils interviennent.
- g) Remettre à leurs commettants une copie ou le formulaire de chacune des déclarations en douane effectuées en leur nom, ou un fac-similé des documents comprenant les dédouanements dans lesquels ils sont intervenus, dûment certifiés, datés, estampillés et signés par eux, et signaler qu'il s'agit de copies fidèles et exactes des déclarations enregistrées auprès de la douane correspondante."

20. L'article 36 est modifié, comme suit:

"Article 36. **Solidarité.** Devant le fisc, l'agent en douane sera solidairement responsable avec le déclarant du paiement des obligations fiscales/douanières découlant des formalités, des régimes ou des opérations dans lesquels il est intervenu, ainsi que du paiement des différences, intérêts, amendes, surtaxes et ajustements correspondants."

21. L'article 37 est modifié, comme suit:

"Article 37. **Intervention.** L'intervention des agents en douane sera nécessaire dans tous les régimes douaniers, mais elle sera facultative dans les régimes et procédures suivants: zones franches, exportations, entreposage sous douane, avitaillement, perfectionnement passif, ainsi que dans les procédures douanières concernant les bagages, les envois à titre d'aide, les échantillons sans valeur

commerciale, les envois urgents ou utilisant les services de courrier, les envois postaux, les boutiques en franchise, les importations non commerciales, les envois familiaux, les dédouanements domiciliaires réalisés dans des locaux industriels et commerciaux, les importations effectuées par l'État, et en général dans les dédouanements de marchandises soumises à des régimes ou à des procédures exemptes de l'intervention de l'agent en douane, comme l'autorise la présente Loi."

22. L'article 39 est modifié, comme suit:

"Article 39. **Subrogation.** L'agent en douane qui acquitterait des impôts, intérêts, amendes et toute autre surtaxe pour le compte de son mandant se substituera à celui-ci pour les sommes versées. À cet effet, la certification délivrée en vertu de l'article 70 de la présente Loi aura un caractère exécutoire."

23. L'alinéa e) est ajouté à l'article 41, comme suit:

"Article 41. **Exigences.**

[...]

- e) Présenter à la Direction générale des douanes le document légitime attestant la représentation légale de la personne qui agit au nom du transporteur international aux fins des modalités douanières, sous réserve des dispositions de la législation communautaire centraméricaine, des conventions et traités internationaux auxquels est partie le Costa Rica, et des normes réglementaires régissant le transit par voie terrestre.

[...]."

24. Les alinéas i), j), k) et l) sont ajoutés à l'article 42, comme suit:

"Article 42. **Obligations spécifiques.**

[...]

- i) Communiquer au lieu de stationnement provisoire respectif la date d'arrivage des marchandises. L'entreprise de transport international devra se charger de cette communication.
- j) Transférer les véhicules, les unités de transport et leur chargement du lieu de stationnement provisoire aux entrepôts sous douane, le jour ouvrable suivant l'expiration du délai indiqué à l'alinéa a) de l'article 56 de la présente Loi. L'entreprise de transport international devra se charger de ce transfert.
- k) Ne pas transférer vers les lieux de stationnement provisoire des unités de transport qui contiendraient des marchandises explosives, inflammables, corrosives, contaminantes, radioactives, toxiques, dangereuses ou de nature similaire.
- l) Livrer les colis urgents séparément du reste du chargement."

25. L'article 43 est modifié, comme suit:

"Article 43. **Responsabilité.** Les transporteurs agréés en douane devront respecter les obligations découlant de la réception, du départ et du transport par voie aérienne, maritime ou terrestre des unités de transport et/ou des marchandises, selon le moyen de transport utilisé, afin de garantir qu'elles

arriveront à la destination autorisée ou qu'elle en sortiront intactes, sans aucune modification d'emballage ni de contenu, jusqu'à leur livraison effective à l'auxiliaire autorisé et à leur réception par celui-ci, conformément aux dispositions fixées par la Direction générale des douanes et les autres autorités régissant le transport et la sécurité publique."

26. Le deuxième et le dernier paragraphes de l'article 45 sont modifiés comme suit:

"Article 45. **Contrat de transport de cargaison groupée.**

[...]

Le groupeur, ou son représentant légal, devra transmettre à l'autorité douanière les renseignements figurant sur le manifeste de cargaison groupée et lui remettre les copies d'autant de connaissances que de consignataires enregistrés sur ledit manifeste.

Le connaissance délivré par un transporteur ou un groupeur est un titre représentatif de marchandises, et son transfert devra être réalisé par endossement, en cas de transfert total, ou par cession de droits exonérée de timbres fiscaux et authentifiée par un avocat en cas de transfert partiel; par ailleurs, le transfert devra être effectué suivant le format établi par la Direction générale des douanes."

27. L'alinéa a) de l'article 47 est modifié, comme suit:

"Article 47. **Exigences.**

[...]

- c) Disposer d'installations adéquates pour effectuer les opérations de réception, de dépôt, d'inspection et de dédouanement des marchandises, comportant une superficie minimale de 10 000 mètres carrés destinée à l'entreposage sous douane des marchandises, dont une partie construite d'au moins 3 000 mètres carrés. Si les mesures de contrôle et les conditions établies par le règlement de la présente Loi sont respectées, la Direction générale des douanes pourra autoriser la prestation, dans ces installations, de services complémentaires au dédouanement et à l'entreposage de marchandises, sous réserve que le prestataire dispose des autorisations ou des concessions nécessaires. De la même manière, les dépositaires en douane qui possèdent également la concession de magasin général pourront fournir les deux services, à condition de disposer, pour chaque activité, d'entrepôts séparés où seront placées les marchandises en fonction du régime sous lequel elles sont entreposées."

[...]"

28. Les alinéas c), f) et g) de l'article 48 sont modifiés, et les alinéas h), i), j), k) et l) sont ajoutés, comme suit:

"Article 48. **Obligations spécifiques.**

[...]

- c) Répondre de l'acquittement des obligations fiscales/douanières correspondant aux marchandises qui ont été déclarées comme reçues mais demeurent introuvables; en outre, rembourser tout dommage qui aurait été causé aux marchandises entreposées dans leurs locaux ou confiées à leur garde.

[...]

- f) Dans un délai de 24 heures après avoir pris connaissance de l'existence de dommages, de pertes ou de toute autre circonstance affectant les marchandises, signaler au responsable de la douane de contrôle les causes possibles de ces faits.
- g) Respecter les dispositions technico-administratives relatives à l'emplacement, au chargement, à l'entreposage et à l'identification des marchandises confiées à leur garde.
- h) Présenter à la douane de contrôle, au cours de la première quinzaine de chaque mois et par le moyen autorisé, une liste des marchandises dont la durée d'entreposage a atteint un an le mois précédent.
- i) Disposer des moyens technologiques de sécurité et de contrôle des inventaires permettant d'assurer de façon efficace la surveillance et la préservation des marchandises qui doivent être transférées à la douane, suivant les prescriptions imposées par la Direction générale des douanes.
- j) Réserver, à l'intérieur de l'entrepôt, une zone d'entreposage d'au moins deux cent cinquante mètres carrés (250 m²), destinée à l'examen préalable et/ou à l'inspection physique des marchandises.
- k) Tenir un registre de toutes les personnes qui se présentent, munies d'autorisations de levée de marchandises, ainsi que de tous les véhicules utilisés pour transporter les marchandises sortant de l'entrepôt sous douane.
- l) Vérifier la validité de l'autorisation de levée des marchandises, par les moyens que la Direction générale des douanes définira par décision motivée de portée générale."

29. L'article 53 est modifié, comme suit:

"Article 53. **Obligation fiscale/douanière et obligation non fiscale.** L'obligation douanière se compose de l'ensemble des obligations fiscales et non fiscales contractées par les particuliers à l'égard de l'État en conséquence de l'entrée de marchandises sur le territoire douanier, ou de leur sortie.

L'obligation fiscale/douanière est le lien juridique créé entre l'État et le contribuable par la réalisation d'un fait déclencheur prévu par la loi, et se compose des droits et des taxes exigibles dans le cadre de l'importation ou de l'exportation des marchandises. Sauf prescription contraire, les dispositions de la présente Loi relatives au respect de l'obligation fiscale/douanière seront considérées comme applicables aux intérêts, amendes et surtaxes de toute nature issus de cette obligation.

Les obligations non fiscales comprennent les restrictions et règlements non tarifaires qui doivent juridiquement être respectés."

30. L'article 55 est modifié, comme suit:

"Article 55. **Fait déclencheur.** Le fait qui donne naissance à l'obligation fiscale/douanière et permet d'établir la taxe est défini par la loi et se produit:

- a) Lorsque la déclaration en douane est acceptée, dans les régimes d'importation ou d'exportation définitives et leurs modalités.

- b) Lorsque l'abandon tacite des marchandises est prononcé et/ou lorsque leur abandon volontaire est accepté.
- c) À la date:
 - 1. de la perpétration du délit pénal douanier;
 - 2. de la saisie préventive, lorsque la date du délit n'est pas connue; ou,
 - 3. de la découverte du délit douanier, si aucune des dates ci-dessus ne peut être déterminée.
- d) Lorsque se produit la destruction ou la perte des marchandises ou lorsque celles-ci sont endommagées, ou à la date à laquelle l'une quelconque de ces circonstances est découverte, sauf si elles sont dues à un cas fortuit ou de force majeure.

Dans les régimes temporaires ou suspensifs, le moment de l'acceptation de la déclaration d'admission au régime déterminera les droits et taxes applicables, afin que puisse être défini le montant de la garantie s'il y a lieu.

En cas de remplacement d'un régime temporaire ou suspensif par un régime définitif, les dispositions de l'alinéa a) ci-dessus s'appliqueront.

En cas de délit pénal douanier, on appliquera le régime fiscal en vigueur à la date où le délit a été perpétré, ou à la date de la saisie préventive des marchandises si la date du délit ne peut être établie, ou encore à la date à laquelle a été découvert le délit si les marchandises n'ont pas été saisies préventivement et qu'il est impossible de déterminer la date du délit.

Lorsque les conditions fiscales, les conditions tarifaires ou les droits contre les pratiques commerciales internationales déloyales font l'objet de modifications après la date d'embarquement des marchandises dans le pays d'origine, selon le certificat du représentant légal du transporteur dûment agréé dans le pays ou dans le port d'embarquement, établi devant notaire et dûment légalisé selon la procédure consulaire, le déclarant pourra opter pour le nouveau régime fiscal, ou pour le précédent, au moment de déclarer les marchandises dans le cadre d'un régime douanier définitif, sous réserve que ces marchandises soient déclarées dans un délai de 15 jours ouvrables à compter de leur arrivage au port douanier. La présente disposition n'est pas applicable aux règlements non tarifaires ou des changes."

31. Le paragraphe 56 est complété par un deuxième paragraphe ajouté à l'alinéa f) et par l'alinéa i), comme suit:

"Article 56. **Abandon.**

[...]

f)

[...]

De même, les marchandises relevant du régime de zone franche seront réputées abandonnées si le consignataire renonce à elles expressément ou si leur abandon peut être constaté de manière évidente et manifeste.

[...]

- i) Lorsqu'il s'est écoulé un mois – à compter de la date de la notification au propriétaire légitime – après la publication de la décision judiciaire de mise à disposition de l'autorité douanière des marchandises non soumises à saisie, dans les cas où le propriétaire n'a pas demandé leur affectation."

32. L'article 57 est modifié, comme suit:

"Article 57. **Base d'imposition.** La base d'imposition de l'obligation fiscale/douanière concernant les droits de douane à l'importation sera la valeur en douane des marchandises, comme le définissent l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, la présente Loi et les autres règles nationales et internationales applicables.

La base d'imposition de l'obligation fiscale/douanière concernant les autres taxes d'importation ou d'exportation sera celle qui est définie par la loi portant création de chaque taxe."

33. L'article 60 est modifié, comme suit:

"Article 60. **Moyens d'extinction de l'obligation fiscale/douanière.** L'extinction de l'obligation fiscale/douanière se produira par les moyens suivants:

- a) Paiement, sans préjudice du paiement des ajustements qui peuvent être effectués à l'occasion des vérifications de l'obligation fiscale.
- b) Compensation.
- c) Prescription.
- d) Acceptation de l'abandon volontaire des marchandises.
- e) Adjudication par vente aux enchères, ou par d'autres formes de disposition légalement autorisées, des marchandises abandonnées.
- f) Perte ou destruction totale des marchandises par force majeure, cas fortuit, ou destruction sous contrôle douanier.
- g) Confusion, lorsque le sujet actif de l'obligation fiscale/douanière acquiert la qualité de débiteur, à la suite du transfert des marchandises ou des droits visés par les taxes d'importation ou d'exportation.
- h) Les autres moyens légalement établis."

34. Le deuxième paragraphe de l'article 61 est modifié, comme suit:

"Article 61. **Paiement.**

[...]

Les paiements pourront être effectués par voie électronique ou par tout autre moyen autorisé par la réglementation."

35. L'alinéa a) de l'article 63 est modifié, comme suit:

"Article 63. **Interruption de la prescription.**

[...]

- a) Par la notification de l'acte initial de la procédure visant à exiger le paiement des taxes non perçues.

[...]."

36. L'article 66 est modifié, comme suit:

"Article 66. **Mise en œuvre de la garantie.** La garantie sera exigible dans les conditions et les délais établis par la présente Loi et ses règlements.

Si la responsabilité d'un auxiliaire de la fonction publique douanière découlant d'une opération dont il a eu la charge est reconnue, la garantie établie auprès du Service national des douanes sera mise en œuvre, s'il y a lieu, après épuisement de la voie administrative.

37. Le deuxième paragraphe de l'article 70 est modifié, comme suit:

"Article 70. **Titre exécutoire.**

[...]

Le directeur ou le sous-directeur des douanes pourront réaliser directement l'action de recouvrement et prendre des mesures conservatoires, selon les dispositions pertinentes du Code de règles et de procédures fiscales. De même, sans préjudice des dispositions de la section suivante, ils pourront, au nom de l'Office des recouvrements judiciaires, ordonner et pratiquer une saisie administrative de toutes sortes de biens et de marchandises appartenant au contribuable soumis à l'obligation fiscale/douanière, selon les termes et procédures définis dans le Code déjà cité.

38. L'article 77 est modifié, comme suit:

"Article 77. **Adjudication.** Sous réserve des dispositions du précédent article, le plus fort enchérisseur sera déclaré adjudicataire. Les marchandises non adjugées au cours de la vente aux enchères deviendront la propriété de l'État, conformément à l'article 271 de la présente Loi."

39. L'article 80 est modifié, comme suit:

"Article 80. **Réception de colis.** La douane de destination ou le destinataire des marchandises recevront les colis et les autres éléments de transport sur la base des manifestes de marchandises ou par le moyen autorisé. Le fonctionnaire compétent ou la personne autorisée les recevra, consignera son approbation ou formulera ses observations par les moyens autorisés, sans préjudice des attributions douanières en matière de contrôle."

40. L'article 81 est modifié, comme suit:

"Article 81. **Colis manquants ou excédentaires.** Si, au déchargement du moyen de transport, le nombre de colis rencontrés est supérieur ou inférieur à la quantité déclarée sur le manifeste ou sur le document qui en tient lieu, et l'auxiliaire destinataire de la marchandise vérifie et communique cette

différence, le transporteur devra justifier le manque ou l'excédent de colis auprès de la douane de contrôle dans un délai maximal d'un mois à compter de la fin du déchargement.

S'il manque des colis, la douane n'acceptera la justification que s'il est prouvé de manière irréfutable que les marchandises:

- a) n'ont pas été chargées;
- b) ont été perdues dans un accident;
- c) ont été déchargées dans un autre lieu;
- d) ont été laissées, par erreur, à bord du moyen de transport;
- e) manquent en raison d'un cas fortuit ou de force majeure.

S'il y a des colis en excédent, la justification sera acceptée lorsque le transporteur aura démontré que les marchandises étaient destinées à un autre port ou aéroport. Dans le cas contraire, les marchandises seront réputées abandonnées au bénéfice du fisc et le consignataire ne pourra pas en disposer.

Si le transporteur ne peut apporter aucune des justifications ci-dessus, il encourra les sanctions correspondantes, sans préjuger de sa responsabilité pour les délits ou infractions prévus dans la présente Loi.

Si le transporteur a reçu des conteneurs verrouillés par des dispositifs de sécurité, il incombera à l'exportateur ou au chargeur de justifier les colis manquants ou excédentaires.

Aux fins du présent article, la justification dont il est question devra être apportée par le représentant légal du transporteur dans le port d'embarquement, au moyen d'un document établi devant un notaire de l'endroit et dûment légalisé selon la procédure consulaire ou par le représentant légal dans le pays, agréé auprès de la Direction générale des douanes."

41. L'article 82 est modifié, comme suit:

"Article 82. **Irrégularités à la réception.** Les colis présentant des indices de dommages, de vandalisme ou de détérioration seront placés dans un endroit séparé et immédiatement inspectés, à la suite de quoi ils seront remballés et les remarques correspondantes seront annotées dans les documents respectifs. Dans ce cas, ou lorsque la nature des marchandises déchargées est différente de celle des marchandises déclarées, ou encore lorsque des signes de violence ou de dommages sont observés sur l'unité ou l'élément de transport, sur les scellés, les tampons, les plombs ou les dispositifs de sécurité, les dispositions en matière de délits douaniers et d'infractions administratives régiront."

42. L'article 86 est modifié, comme suit:

"Article 86. **Déclaration en douane.** Les marchandises admises sur le territoire douanier ou prêtes à en sortir, quel que soit le régime auquel elles sont soumises, devront être déclarées conformes aux procédures et aux exigences de la présente Loi et de ses règlements d'application, à l'aide des formats autorisés par la Direction générale des douanes.

La déclaration en douane permet d'indiquer, de façon libre et volontaire, le régime auquel seront soumises les marchandises, et d'accepter les obligations imposées par ledit régime.

À toutes fins légales, la déclaration en douane effectuée par un agent en douane sera réputée réalisée sous la foi du serment. L'agent en douane sera responsable de fournir les renseignements et les données nécessaires pour déterminer l'obligation fiscale/douanière, notamment en ce qui a trait à la description, à la classification tarifaire, à la valeur douanière, à la quantité des marchandises, aux taxes applicables, et au respect des réglementations tarifaires et non tarifaires en vigueur selon les dispositions de la présente Loi, des autres lois et des textes applicables.

Par ailleurs, l'agent en douane devra consigner, sous la foi du serment, le nom, l'adresse domiciliaire exacte et la carte d'identité du consignataire, de l'importateur ou du déclarant et de l'exportateur, selon le cas. S'agissant de personnes morales, il certifiera leur existence, l'adresse exacte de leur siège et leur titre juridique. Aux fins de ce qui précède, l'agent en douane devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour élaborer convenablement la déclaration en douane, en effectuant notamment un examen physique des marchandises.

Dans tous les cas, la déclaration en douane devra être accompagnée de l'original de la facture commerciale, d'un certificat d'origine des marchandises délivré à cet effet par l'autorité compétence, lorsque cela est pertinent, et d'une copie de la déclaration en douane officielle du pays exportateur sur laquelle devront figurer la valeur réelle de la marchandise, le numéro et le montant de la facture, le numéro du conteneur, le poids brut et le poids net, ainsi que le nom de l'importateur.

La déclaration en douane devra fixer le montant de l'obligation fiscale/douanière et le paiement anticipé des taxes dans les cas et conditions prévus par le règlement."

43. L'article 88 est modifié, comme suit:

"Article 88. **Acceptation.** La déclaration en douane sera considérée comme acceptée lorsqu'elle aura été enregistrée sur le système informatique du Service national des douanes ou dans un autre système autorisé.

Cet acte ne signifie pas que l'autorité douanière se porte garante du contenu de la déclaration et ne limite en rien ses pouvoirs de vérification."

44. L'article 90 est modifié, comme suit:

"Article 90. **Rectification de la déclaration.** Toutes les fois que le déclarant aura des raisons d'estimer qu'une déclaration contient des informations erronées ou incomplètes, il devra immédiatement présenter une demande de rectification et, le cas échéant, joindre le reçu du versement des taxes et des intérêts correspondants, calculés selon l'article 61 de la présente Loi. La présentation de la rectification n'empêchera pas l'autorité douanière de prendre les mesures correspondant à ses responsabilités."

45. L'article 93 est modifié, comme suit:

"Article 93. **Vérification immédiate.** Toute déclaration en douane dont la valeur a été déterminée par l'importateur sera soumise à un processus sélectif et aléatoire visant à établir si une vérification immédiate des renseignements déclarés doit être effectuée.

Dans le cadre de la vérification immédiate, les autorités pourront ordonner l'inspection physique des marchandises, la révision des documents qui ont servi de base à la déclaration en douane, l'analyse en laboratoire des marchandises et toute autre mesure nécessaire au contrôle de l'exactitude et de la véracité de la déclaration effectuée par le déclarant et par l'agent en douane si cet auxiliaire est intervenu.

La vérification immédiate ne limitera en rien les pouvoirs de l'autorité douanière en matière de contrôle ultérieur."

46. L'article 101 est modifié, comme suit:

"Article 101. **Remplacement de marchandises.** L'autorité douanière pourra autoriser le remplacement de marchandises refusées par l'importateur dans les cas suivants:

- a) Lorsque les marchandises présentent des vices cachés qui n'ont pas été décelés au moment du dédouanement. Dans ce cas, si les marchandises remplaçant celles qui ont été refusées sont identiques ou similaires à celles-ci et de même valeur, leur importation ne sera pas assujettie au versement de droits ou de taxes. Si ce n'est pas le cas, le déclarant devra verser les différences de droits et de taxes ou, le cas échéant, pourra demander le remboursement des sommes versées en excès.
- b) Lorsque les marchandises ne satisfont pas aux termes du contrat respectif. Dans ce cas, le remplacement donnera lieu au versement des différences ou au remboursement des droits et taxes correspondants.

Dans les deux cas, les marchandises refusées devront avoir été réexpédiées à l'étranger, sur autorisation de l'autorité douanière compétente.

La demande devra être présentée dans un délai d'un mois à compter de la date d'autorisation de levée des marchandises.

L'autorisation de remplacement des marchandises n'exonèrera pas le déclarant ou l'agent en douane de leur responsabilité pour les délits douaniers qui pourraient avoir été commis."

47. L'article 103 est modifié, comme suit:

"Article 103. **Informatisation des procédures.** Sur décision de nature générale de la Direction générale des douanes, et après attribution, par un prestataire de services de certification, d'une clé d'accès confidentielle et du code d'utilisateur respectif ou d'un certificat numérique, l'auxiliaire de la fonction publique douanière devra réaliser les actes exigés par la présente Loi et ses règlements d'application au moyen d'un système informatique, sous les formats et les conditions autorisés.

Les signatures autographes exigées par la Direction générale des douanes pourront être remplacées par des mots de passe ou des signes appropriés, par exemple par des signatures électroniques, pour l'instruction des activités administratives réalisées par des moyens informatiques."

48. L'article 104 est modifié, comme suit:

"Article 104. **Déclaration par transmission électronique de données.** Le déclarant, ou l'agent en douane qui le représente, devra présenter la déclaration par transmission électronique de données en faisant usage de son code d'utilisateur et de sa clé d'accès confidentielle ou de sa signature électronique."

49. L'article 105 est modifié, comme suit:

"Article 105. **Code et clé d'accès ou signature électronique.** Les fonctionnaires, les auxiliaires de la fonction publique douanière et les autres usagers répondront de l'utilisation du code d'utilisateur et de la clé d'accès confidentielle ou de la signature électronique qui leur ont été assignés, ainsi que des actes découlant de leur utilisation.

À toutes fins légales, la clé d'accès confidentielle et/ou la signature électronique équivalent à la signature autographe des fonctionnaires, auxiliaires et autres utilisateurs."

50. L'article 106 est modifié, comme suit:

"Article 106. **Preuve des actes réalisés dans les systèmes informatiques.** Les données et les enregistrements reçus et inscrits sur le système informatique feront la preuve que l'auxiliaire de la fonction publique douanière a réalisé les actes qui lui incombent et que le contenu desdits actes et enregistrements a été fourni par lui, du fait qu'il a fait usage de sa clé d'accès confidentielle ou de sa signature électronique.

Les fonctionnaires et les autorités qui interviennent dans le fonctionnement du système seront responsables de leurs actes et des données qu'ils fournissent, selon les formalités requises et dans les limites de leurs attributions; les actes seront considérés comme des instruments publics et, comme tels, tenus pour authentiques. Tout renseignement transmis par voie électronique par l'intermédiaire d'un système informatique autorisé par la Direction générale des douanes sera accepté comme évidence que ce renseignement a été transmis dans les procédures administratives et judiciaires.

Le dossier électronique sera composé de l'ensemble ordonné des documents enregistrés par voie informatique en vue d'établir la volonté de l'administration dans le cadre d'une affaire donnée; il aura la même validité juridique et la même valeur probante que le dossier traditionnel."

51. L'article 107 est modifié, comme suit:

"Article 107. **Lien électronique entre les services publics.** Les services publics et les entités liées au Service national des douanes devront transmettre par voie électronique aux autorités douanières compétentes les permis, autorisations et autres renseignements inhérents au trafic de marchandises et à la vérification du paiement des obligations fiscales/douanières, conformément aux procédures accordées entre ces services ou ces entités et l'autorité douanière. La documentation résultant de la transmission électronique effectuée entre les services officiels constituera en soi une documentation authentique qui fera pleinement foi de l'existence de l'original qui a été transmis. De son côté, l'autorité douanière devra fournir à ces services et entités les renseignements correspondant à leur compétence sur les opérations douanières, conformément aux procédures convenues entre eux."

52. L'article 112 est modifié, comme suit:

"Article 112. **Déclaration anticipée.** La déclaration en douane pourra être présentée dans le cadre du système de détermination par le déclarant, selon l'article 86 de la présente Loi, même si les marchandises ne sont pas encore arrivées au port douanier ou si la procédure d'exportation n'a pas encore débuté, lorsque le déclarant possède les documents douaniers ou les renseignements qui doivent être présentés en même temps que la déclaration en douane ou qui doivent y être consignés. Sur la déclaration devront figurer en outre l'identification de l'unité de transport, celle du transporteur et la date approximative d'arrivée."

53. L'article 127 est modifié, comme suit:

"Article 127. **Envois urgents relevant de la modalité du transport exprès ou des services de courrier.** Les marchandises expédiées de façon urgente et entrant sur le territoire douanier par voie aérienne suivant les modalités du transport exprès, des services de courrier, ou d'autres procédures similaires, devront être accompagnées d'une déclaration indiquant expressément qu'elles adhèrent à ce régime, ainsi que d'une description du contenu. La correspondance, les imprimés, les articles de messagerie, les colis contenant des documents et autres marchandises assimilées recevront le même traitement fiscal que les marchandises acheminées par le système postal général. Les marchandises

relevant de l'une des autres modalités spéciales prévues dans la présente Loi recevront le traitement fiscal correspondant."

54. L'alinéa b) de l'article 128 est modifié, et les alinéas d) et e) sont ajoutés à cet article, comme suit:

"Article 128. **Exigences et obligations.**

[...]

- b) Établir une garantie globale ou souscrire une assurance qui réponde auprès de l'État des éventuelles responsabilités fiscales découlant de leur activité en tant qu'auxiliaires, d'un montant de 20 000 pesos centraméricains ou de l'équivalent de cette somme en monnaie nationale, et au moyen des documents établis par les auxiliaires de la fonction publique douanière.

[...]

- d) Remettre à la douane de contrôle le manifeste de transport exprès.
- e) Indiquer à la douane de contrôle toute différence de quantité, de nature et de valeur entre les marchandises déclarées et les marchandises effectivement reçues ou embarquées.

[...]"

55. L'article 130 est modifié, comme suit:

"Article 130. **Envois urgents en raison de leur nature ou du fait qu'ils répondent à un besoin dûment justifié.** On entendra par envois urgents du fait de leur nature ou parce qu'ils répondent à un besoin dûment justifié, les médicaments, les prothèses, les organes, le sang et le plasma humains, les produits périssables et les appareils à usage médical destinés à une utilisation immédiate ou indispensable dans un centre hospitalier, une entité privée ou publique, et dont l'importation revêt un caractère urgent parce qu'ils sont nécessaires à un patient déterminé.

Le caractère indispensable ou urgent sera établi par un rapport médical qui devra être joint à la déclaration correspondante, présentée par l'intéressé ou par la personne qu'il aura désigné pour représenter ses intérêts."

56. L'article 137 est modifié, comme suit:

"Article 137. **Petits envois sans caractère commercial.** Sont considérées comme des petits envois sans caractère commercial les marchandises expédiées de l'étranger et destinées à l'usage ou à la consommation du destinataire ou de sa famille. L'importation de ces marchandises sera exonérée de droits, de taxes et d'autres impositions, sous réserve que leur valeur totale en douane ne dépasse pas cinq cents pesos centraméricains.

57. L'article 138 est modifié, comme suit:

"Article 138. **Transit douanier.** Le transit douanier, intérieur ou international, est le régime douanier dans le cadre duquel des marchandises sont transportées, par voie terrestre et sous contrôle douanier, sur le territoire national. Le transit douanier intérieur fera l'objet d'une déclaration du transporteur agréé, expressément autorisé par la Direction générale des douanes."

58. L'article 140 est modifié, comme suit:

"Article 140. **Déclaration de transit et de régime douanier.** Si le régime douanier pertinent n'a pas été demandé, le transporteur devra présenter une déclaration visant à demander le transit douanier et le régime correspondant, en tenant compte des exigences établies par les règlements de la présente Loi. Une fois acceptée la déclaration, le transit devra commencer dans les 72 heures; la douane indiquera le délai et l'itinéraire qui devront être respectés pour l'exécution du transit et transmettra à la douane compétente les renseignements correspondants.

Si le transit autorisé ne débute pas dans un délai de huit jours ouvrables à compter de l'arrivée des marchandises, une amende de 200 pesos centraméricains sera imposée pour chaque jour civil écoulé, jusqu'à l'expiration du délai indiqué à l'alinéa a) de l'article 56 de la présente Loi, sauf si le retard est causé par une force majeure, un cas fortuit, ou s'il est imputable à l'Administration. Le transporteur signalera aux douanes compétentes le départ de l'unité de transport et de son chargement, ainsi que son arrivée au lieu désigné."

59. Le premier paragraphe de l'article 145 est modifié et deux nouveaux paragraphes, le deuxième et le troisième, sont ajoutés, comme suit:

"Article 145. **Lieux de stationnement provisoire.** Dans des circonstances exceptionnelles, la Direction générale des douanes pourra autoriser, à titre précaire, l'exploitation de lieux de stationnement provisoire sur lesquels les transporteurs agréés pourront laisser des véhicules, des unités de transport et leur chargement pendant une durée maximale de huit jours ouvrables avant leur affectation à un régime douanier d'importation, sous réserve que des scellés douaniers leur soient apposés.

Les unités de transport vides et les unités de transport contenant des marchandises destinées à un régime douanier d'exportation ou en libre circulation ne seront soumises à aucun délai maximal d'admission, à condition qu'elles soient dûment identifiées et localisées, conformément aux dispositions établies à cette fin par le règlement d'application de la présente Loi.

Toute marchandise non destinée à effectuer un transit douanier ou à être transférée à un entrepôt sous douane dans un délai maximal de huit jours ouvrables sera maintenue au lieu de stationnement provisoire jusqu'à l'expiration du délai indiqué à l'alinéa a) de l'article 56 de la présente Loi."

60. L'article 177 est modifié, comme suit:

"Article 177. **Réimportation.** La réimportation est le régime qui permet l'entrée sur le territoire douanier de marchandises nationales ou nationalisées qui, après avoir été exportées définitivement, reviennent dans le même état, libres de droits et de taxes.

Pour bénéficier des avantages du régime de réimportation, le déclarant devra satisfaire aux exigences suivantes:

- a) La déclaration de réimportation devra être dûment présentée et acceptée dans un délai de trois ans à compter de la date d'acceptation de la déclaration d'exportation définitive.
- b) Les marchandises ne devront avoir fait l'objet d'aucune transformation.
- c) L'identité des marchandises devra être pleinement établie.

- d) Les sommes éventuellement reçues au moment de l'exportation, à titre d'avantages et d'incitations fiscales ou autres, devront être remboursées."

61. L'article 178 est modifié, comme suit:

"Article 178. **Réexportation.** La réexportation est le régime permettant aux marchandises étrangères arrivées dans le pays, mais qui n'ont pas été importées définitivement, de quitter le territoire douanier.

La réexportation de marchandises abandonnées ou à propos desquelles il existe une présomption fondée de délit pénal douanier ne sera pas autorisée.

L'autorité douanière pourra autoriser la réexportation à la demande de l'intéressé, sous réserve que celui-ci n'ait pas préalablement présenté une demande de régime définitif, sans préjudice des dispositions de l'article 91 de la présente Loi."

62. L'article 189 est modifié, comme suit:

"Article 189. **Base d'imposition.** Aux fins de la détermination de l'obligation fiscale/douanière, la base d'imposition sera obtenue en se fondant sur la classification tarifaire des marchandises et sur la différence entre la valeur du produit de compensation et la valeur des marchandises initialement exportées.

En cas de réparation de marchandises, l'obligation fiscale sera déterminée sur la valeur des marchandises étrangères incorporées, majorée des services fournis à l'étranger pour la réparation, conformément au taux applicable selon la classification tarifaire des marchandises renvoyées. Toutefois, les marchandises réparées à l'étranger pendant la période de garantie de fonctionnement seront réintégrées en franchise totale de droits et de taxes."

63. L'article 190 est modifié, comme suit:

"Article 190. **Régime de restitution des droits.** Le régime de restitution des droits est le régime douanier qui permet la restitution des sommes effectivement payées ou déposées en faveur du fisc à titre de taxes, en conséquence de l'importation définitive d'intrants, de contenants et d'emballages incorporés à des produits d'exportation, à condition que l'exportation ait lieu dans un délai de 12 mois à compter de l'importation de ces marchandises. Les règlements établiront les conditions que devront respecter les intéressés pour recourir à ce régime, ainsi que les délais dans lesquels l'administration devra effectuer la restitution des impôts effectivement payés.

Le Ministère du commerce extérieur devra fournir à la Direction générale des douanes les recommandations et les études techniques nécessaires, afin que la douane dispose des renseignements requis pour réaliser la restitution des taxes dans le cadre de ce régime."

64. L'article 198 est modifié, comme suit:

"Article 198. **Contestation d'actes.** Après la notification d'un acte final établi par la douane, y compris celle de la détermination de l'obligation fiscale, l'agent en douane, le consignataire ou la personne à laquelle l'acte est destiné, pourra déposer un recours en reconsidération et en appel devant le Tribunal national des douanes, dans un délai de trois jours ouvrables suivant la notification. L'appelant pourra, à son choix, utiliser les deux recours ordinaires ou seulement l'un d'entre eux.

L'appelant présentera les allégations techniques, de fait et de droit, les éléments de preuve sur lesquels le recours est fondé, et la pétition ou la prétention sur le fond.

Pour appuyer sa thèse, l'appelant pourra fournir toutes sortes d'éléments de preuve, y compris des examens techniques, des catalogues, des documents et des diagnostics."

65. L'article 200 est modifié, comme suit:

"Article 200. **Renvoi du recours.** Si, après interjection de l'appel, le recours en reconsidération est refusé totalement ou partiellement, selon le cas, la douane compétente se limitera à renvoyer le recours au Tribunal national des douanes en même temps que le dossier administratif, dans un délai de trois jours ouvrables, par le moyen le plus rapide à sa disposition, et assignera la partie à réitérer ou à compléter les arguments de sa prétention devant le tribunal national des douanes dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la date de notification."

66. L'article 201 est modifié, comme suit:

"Article 201. **Phase probatoire.** Le Tribunal national des douanes pourra demander des preuves de plus ample informé. L'appelant pourra proposer des preuves, mais le Tribunal refusera celles qui ne seraient pas pertinentes ou superflues. Un délai maximal de 15 jours ouvrables sera accordé pour la présentation des preuves. Le Tribunal pourra, par décision motivée, proroger ce délai d'autant, sur demande de l'appelant présentée avant l'échéance du délai initial."

67. L'article 204 est modifié, comme suit:

"Article 204. **Contestation des actes de la Direction générale des douanes.** Les actes prononcés directement par la Direction générale des douanes seront susceptibles de recours en reconsidération et en appel devant le Tribunal national des douanes; les deux recours seront potestatifs et devront être formulés dans un délai de trois jours ouvrables à compter de la notification de l'acte en question. La Direction générale des douanes devra rendre la sentence concernant le recours en reconsidération dans les quinze jours ouvrables suivants. La phase probatoire du recours en appel se conformera à l'article 201 de la présente Loi."

68. Le premier paragraphe de l'article 206 est modifié, comme suit:

"Article 206. **Composition.** Le Tribunal sera composé de sept membres. Quatre d'entre eux seront des avocats spécialisés en matière douanière et auront une expérience de quatre ans au minimum; les trois autres devront avoir obtenu au moins le diplôme de *licenciatura* et justifier d'une expérience minimale de quatre ans dans des domaines comme la classification tarifaire, l'évaluation en douane, l'origine des marchandises et autres réglementations du commerce extérieur.

[...]"

69. Un deuxième paragraphe est ajouté à l'article 208, comme suit:

"Article 208. **Règles de procédure.**

[...]

Seront considérés comme des motifs d'empêchement, d'excuse ou de récusation les motifs énoncés au chapitre V du titre I du Code de procédure civile. Si ces cas se présentent, l'organe devra observer la procédure établie dans ledit Code."

70. Un deuxième paragraphe est ajouté à l'article 210, comme suit:

"Article 210. **Vote.**

[...]

Les membres devront veiller à exercer avec efficacité et dignité les fonctions qui leur sont confiées par la loi. Il incombera au président du tribunal de sanctionner les membres par des avertissements et des admonestations, en appliquant la procédure administrative disciplinaire pertinente. En cas de faute grave, le président appliquera les dispositions du règlement intérieur de travail du Ministère des finances."

71. Les sections I et II du chapitre I du titre X sont modifiées, comme suit:

"SECTION I

Délit de contrebande

Article 211. **Contrebande.** Quiconque introduit sur le territoire national ou en fait sortir des marchandises de quelque catégorie, valeur, origine ou provenance que ce soit sans se soumettre au contrôle douanier, même si, ce faisant, il ne cause aucun préjudice fiscal, sera passible d'une amende de deux fois la valeur en douane des marchandises ayant fait l'objet de la contrebande, ainsi que d'une peine d'emprisonnement dont la durée sera:

- a) de six mois à trois ans si la valeur en douane de la marchandise est supérieure à 5 000 pesos centraméricains mais ne dépasse pas 10 000 pesos,
- b) de un à cinq ans si la valeur en douane de la marchandise dépasse la somme de 10 000 pesos centraméricains.

La valeur en douane des marchandises sera déterminée par les autorités judiciaires, avec l'aide d'un expert et conformément aux règles applicables."

Article 212. **Article abrogé.**

Article 213. **Circonstances aggravantes.** La peine d'emprisonnement sera de cinq à neuf ans et l'amende équivalente à deux fois le montant de la valeur en douane des marchandises si, aux circonstances énoncées à l'article 211 de la présente Loi, s'ajoute au moins une des situations ou un des comportements suivants:

- a) La violence ou l'intimidation sont employées pour perpétrer le délit, le favoriser ou éviter qu'il ne soit découvert.
- b) Le délit est commis par deux personnes ou plus, ou bien l'agent fait partie d'une organisation qui se livre à la contrebande.
- c) Il est fait usage d'un moyen de transport dont la structure a été conditionnée ou modifiée dans le but de transporter des marchandises en éludant le contrôle douanier.
- d) Des personnes physiques ou morales inexistantes figurent en tant que destinataires des marchandises sur les documents d'expédition.
- e) Un fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions intervient en tant qu'auteur, instigateur ou complice du délit au cours de ses activités officielles ou en abusant de sa charge.

- f) La personne participe pour son propre compte ou pour le compte d'un tiers au financement du délit de contrebande douanière.

SECTION II

Délit de fraude fiscale/douanière

Article 214. **Fraude fiscale/douanière.** Quiconque, utilisant la ruse, la malice, la tromperie, la simulation de faits erronés, la déformation ou la dissimulation de faits véritables pour obtenir un avantage patrimonial pour lui-même ou pour un tiers, évite ou omet totalement ou partiellement le paiement des taxes, sera passible d'une amende du double du montant des taxes non perçues majorées des intérêts respectifs et d'une peine d'emprisonnement d'une durée:

- a) de six mois à trois ans si le montant des taxes non perçues est supérieur à 5 000 pesos centraméricains mais ne dépasse pas 10 000 pesos,
- b) de un à cinq ans si le montant des taxes non perçues dépasse 15 000 pesos centraméricains.

Le montant des taxes non perçues sera déterminé par les autorités judiciaires, avec l'aide d'un expert et conformément aux règles applicables.

Article 215. **Article abrogé.**

Article 216. **Circonstances aggravantes.** La peine d'emprisonnement sera de cinq à neuf ans et l'amende équivalente à deux fois le montant des taxes non perçues majorées de leurs intérêts si, aux circonstances énoncées à l'article 214 de la présente Loi s'ajoute au moins une des situations ou un des comportements suivants:

- a) Deux personnes ou plus sont les auteurs du fait délictueux.
- b) Un fonctionnaire public, ou un auxiliaire de la fonction publique douanière, dans l'exercice de ses fonctions intervient en tant qu'auteur, instigateur ou complice du délit au cours de ses activités officielles ou en abusant de sa charge.
- c) Des personnes physiques ou morales inexistantes figurent en tant que destinataires des marchandises sur les documents d'expédition.
- d) La violence ou l'intimidation sont employées pour perpétrer le délit, pour le favoriser ou pour éviter qu'il ne soit découvert."

72. L'article 219 est modifié, comme suit:

"Article 219. **Dissimulation ou destruction d'information.** Sera passible d'une peine de un à quatre ans d'emprisonnement quiconque occulte, nie, altère des renseignements, ne les remet pas à l'autorité douanière, détruit des livres comptables, les annexes de ces livres, des archives, des registres, des marchandises, des documents et d'autres renseignements d'intérêt fiscal ou douanier, ainsi que des systèmes et des programmes informatiques, des supports magnétiques ou similaires qui contiennent ou appuient ces informations."

73. L'article 220 est modifié, comme suit:

"Article 220. **Manquement aux devoirs de tiers.** Sera passible d'une peine d'emprisonnement de trois à cinq ans, quiconque, contrevenant aux obligations imposées par la législation fiscale et douanière, nie ou occulte des renseignements d'intérêt fiscal ou douanier sur des faits ou des agissements de tiers dont il a eu connaissance en raison des relations économiques ou financières qu'il entretient avec ceux-ci, ou quiconque communique ces renseignements de façon incomplète ou fausse."

74. Les alinéas a) et b) de l'article 225 sont modifiés comme suit:

"Article 225. **Sanctions accessoires.**

[...]

- a) Lorsqu'un employé public ou un auxiliaire de la fonction publique commet, au préjudice des finances publiques, un ou plusieurs des délits décrits aux articles 211, 214, 216 et 216*bis* de la présente Loi, il lui sera imposé, outre les peines établies pour chaque délit, l'interdiction spéciale d'exercer un poste de fonctionnaire, d'agir en tant qu'auxiliaire de la fonction publique ou de bénéficier d'incitations douanières ou d'avantages économiques douaniers pendant une période de un à dix ans.
- b) Si le fait délictueux a été commis par le biais d'une personne morale ou par des mandataires, des administrateurs, des directeurs ou des employés de celle-ci, outre les peines dont seront passibles chacune des personnes en raison de leur participation aux agissements punissables, il sera imposé à la personne morale par la voie correspondante une sanction administrative consistant en une amende de trois à cinq fois le montant de la valeur en douane des marchandises, en cas de contrebande, ou du montant des taxes non perçues, en cas de fraude fiscale/douanière. L'autorité compétente pourra également interdire à l'entreprise le bénéfice des incitations douanières ou des avantages économiques douaniers pendant une période de un à dix ans.

Si le fait est commis pas les actionnaires, les mandataires, les administrateurs, les directeurs ou les fondés de pouvoir exerçant la représentation légale de la personne morale, ou bien par un de ses employés, et si ces personnes se prêtent à ces agissements par action ou par omission de manière frauduleuse, hors cas fortuit ou force majeure, l'autorité judiciaire sanctionnera la personne morale par l'interdiction d'exercer toute activité auxiliaire douanière pendant une période de un à dix ans. Les personnes morales seront solidairement responsables des actions ou des omissions de leurs représentants dans l'exercice de leurs fonctions."

75. Un deuxième paragraphe est ajouté à l'article 226, comme suit:

"Article 226. **Responsabilité des personnes morales.**

[...]

En présence de l'un quelconque des délits visés par le présent titre, le Service national des douanes, le Ministère des finances ou l'autorité juridictionnelle compétente pourront, pour établir la vérité objective de la relation fiscale/douanière en cas de fraude douanière, faire abstraction de la forme juridique adoptée par un agent économique national ou transnational donné, à titre individuel ou dans le cadre du crime organisé, lorsque cette forme ne correspond pas à la réalité des faits qui font l'objet de l'enquête. La personne physique ou morale qui a, en réalité, provoqué la fraude fiscale devra, le cas échéant, répondre en matière administrative, civile ou pénale."

76. L'article 231 est modifié, comme suit:

"Article 231. **Application de sanctions.** Les infractions administratives et les infractions fiscales/douanières seront sanctionnées, par voie administrative, par l'autorité douanière qui a connaissance de la procédure administrative correspondante. En application des principes de crédibilité et de proportionnalité, les erreurs matérielles ou de fait n'ayant pas d'incidence fiscale, ainsi que la force majeure et le cas fortuit, seront exonératoires de responsabilité.

La faculté de l'autorité douanière de sanctionner les infractions réglementées dans le présent chapitre est prescrite au bout de six ans comptés à partir de la date à laquelle les infractions ont été commises. Le délai de prescription de l'acte de sanction sera interrompu lorsque la sanction applicable aux termes de l'article 234 de la présente Loi sera notifiée au contrevenant présumé."

77. Un deuxième paragraphe est ajouté à l'article 232, comme suit:

"Article 232. **Sanction des infractions administratives.**

[...]

Si les comportements définis dans la présente Loi constituent en outre une infraction établie par la législation fiscale, les dispositions spéciales de cette même Loi seront appliquées, sous réserve que ces comportements soient liés au non-respect des obligations fiscales/douanières ou des devoirs vis-à-vis de l'autorité douanière.

78. L'article 234 est modifié, comme suit:

"Article 234. **Procédure administrative d'application des sanctions.** Lorsque l'autorité douanière détecte une éventuelle infraction administrative ou fiscale/douanière passible d'amende, elle notifiera de façon motivée la sanction applicable au contrevenant présumé, sans que cette mesure implique un retard ou une suspension de l'opération douanière, à moins que l'infraction n'entraîne un vice dans la procédure, dont la correction est indispensable pour que celle-ci puisse se poursuivre.

Le contrevenant présumé disposera de cinq jours ouvrables pour présenter ses arguments. À l'issue de cette période, l'autorité douanière appliquera la sanction correspondante, s'il y a lieu.

En cas d'infraction administrative passible d'une suspension, l'autorité douanière devra engager la procédure décrite à l'article 196 de la présente Loi."

79. L'article 235 est modifié, comme suit:

"Article 235. **Amende de 100 pesos centraméricains.** Sera passible d'une amende de cent pesos centraméricains ou de l'équivalent de cette somme en monnaie nationale, toute personne physique ou morale, qu'elle soit ou non auxiliaire de la fonction publique douanière, qui:

- a) Omet de présenter la déclaration en douane des marchandises qu'elle apporte avec elle, s'il s'agit d'un voyageur.
- b) Omet de répartir aux passagers les formulaires officiels de déclaration en douane, s'il s'agit d'une entreprise fournissant un service de transport international de passagers.
- c) Ne tient pas à jour, dans les registres établis par l'autorité douanière, le registre des signatures autorisées pour son fonctionnement.

- d) En tant que destinataire des marchandises devant permettre, à la demande de l'agent des douanes, l'ouverture, le rassemblement et la présentation des colis aux fins d'inspection, ne met pas toutes les facilités nécessaires à la disposition de l'agent.
- e) N'identifie pas, alors qu'elle y est obligée, les machines, équipements et pièces de rechange conformément aux dispositions énoncées à cet effet par la Direction générale des douanes.
- f) En tant que transporteur aérien, ne livre pas les colis urgents séparément du reste de la cargaison."

80. L'article 236 est modifié, comme suit:

"Article 236. **Amende de 500 pesos centraméricains.** Sera passible d'une amende de 500 pesos centraméricains ou de l'équivalent de cette somme en monnaie nationale, toute personne physique ou morale, qu'elle soit ou non auxiliaire de la fonction publique douanière, qui:

1. Ne réexporte ou ne réimporte pas les marchandises, ou les réexporte ou réimporte plus de huit jours après l'expiration du délai légal, lorsqu'elle y est tenue conformément à la modalité ou au régime douanier appliqué. Si une garantie a été constituée et doit être appliquée, l'amende sera de 100 pesos centraméricains ou de l'équivalent de cette somme en monnaie nationale, à moins que l'infraction ne soit passible d'une sanction plus lourde.
2. Étant autorisée à effectuer un transbordement ou un transit de marchandises par voie maritime ou aérienne, ne respecte pas les mesures de sécurité et les autres conditions imposées par l'autorité douanière.
3. S'agissant d'un transporteur agréé par la douane, n'assigne pas de personnel au chargement, au déchargement ou au transbordement des marchandises.
4. Ne respecte pas les règles concernant l'emplacement, le chargement, l'entreposage, la surveillance, la sécurité, la protection et l'identification des marchandises, des véhicules et des unités de transport.
5. Ne fait pas connaître, par les moyens autorisés par l'autorité douanière et dans un délai de 24 heures après avoir été informé des faits, les causes possibles des pertes, larcins, vols, dommages ou autres circonstances affectant les marchandises confiées à sa garde et appartenant à toute entreprise ou auxiliaire de la fonction publique douanière destinataire de marchandises.
6. En tant que personne physique ou morale, publique ou privée, qui à quelque titre que ce soit, reçoit, manutentionne, transforme ou protège des marchandises assujetties au contrôle douanier, ce qui comprend les entreprises de chargement et les autorités ou entreprises portuaires et aéroportuaires, est responsable de la valeur patrimoniale de marchandises qui, bien qu'elles aient été reçues, demeurent introuvables.
7. En tant que responsable de la réception, de la manutention, de la conservation, de l'entreposage ou de la garde de marchandises assujetties au contrôle douanier, permet que ces marchandises subissent des dommages, des manques ou des pertes.
8. En tant que transporteur agréé, commence le transport en transit ou effectue la présentation des véhicules, des unités de transport et de leur chargement en dehors du délai établi pour le transit douanier.

9. Omet, malgré l'obligation qui lui est faite, de placer des dispositifs de sécurité sur les unités de transport chargées et prêtes à se déplacer en transit vers un port douanier, après l'autorisation de levée des marchandises.

10. Omet de communiquer, avant l'arrivage de l'unité de transport, sous forme électronique ou par les autres moyens autorisés, les données relatives aux marchandises, aux véhicules et aux unités de transport, s'il s'agit d'un transporteur agréé, ou communique ces données de manière incomplète ou erronée; cela sous réserve des exceptions fixées par les règlements.

11. Omet de communiquer avant l'arrivée de l'unité de transport, ou communique de façon incomplète ou avec des erreurs entraînant un préjudice fiscal, ou encore communique hors des délais fixés par la présente Loi et ses règlements, l'existence de marchandises inflammables, corrosives, explosives, périssables, ou de marchandises qui, par leur nature, représentent un danger pour les autres marchandises, les personnes ou les installations, empêchant ainsi qu'un traitement spécial puisse leur être appliqué, s'il s'agit d'un transporteur agréé; cela sous réserve des exceptions fixées par les règlements.

12. En tant qu'auxiliaire de la fonction publique, ne communique pas à l'autorité douanière, ou communique tardivement, de façon incomplète ou avec des erreurs entraînant un préjudice fiscal, le détail des différences trouvées entre la quantité de colis ou autres éléments de transport réellement déchargés ou transportés et les quantités figurant sur le manifeste, ou le détail des marchandises, des colis ou autres éléments de transport endommagés ou avariés du fait du transport ou d'une autre circonstance ayant une incidence sur les déclarations présentées à l'autorité douanière ou sur les documents qui les accompagnent.

13. En tant que transporteur agréé, omet de communiquer à l'autorité la plus proche tout accident survenu au véhicule ou à l'unité de transport au cours du transit douanier.

14. Bien qu'elle en ait l'obligation, omet de communiquer à l'autorité douanière, au moment de la réception des véhicules et des unités de transport, le résultat de l'inspection de ceux-ci selon les modalités et dans les conditions prévues par la présente Loi et ses Règlements, ou le communique de façon tardive, incomplète ou avec des erreurs entraînant un préjudice fiscal.

15. Omet de remettre ou remet de façon incomplète à la douane de contrôle ou avec des erreurs entraînant un préjudice fiscal, par voie électronique, dans les délais et sous la forme signalés par la présente Loi ou ses règlements, le rapport d'entrée dans ses installations et de sortie de celles-ci de véhicules, d'unités de transport et de leur chargement, s'il s'agit d'un lieu de stationnement provisoire.

16. En tant que destinataire des marchandises, ne rend pas compte au moment de la réception des colis, ou rend compte de façon incomplète ou avec des erreurs entraînant un préjudice fiscal, de ses activités et registres dans la déclaration ou le document d'entrée correspondant où sont consignées les données sous la forme, dans les conditions et dans les délais établis par la présente Loi ou ses règlements.

17. S'agissant d'un dépositaire en douane ou d'un autre auxiliaire obligatoire, ne communique pas à l'autorité douanière dans les termes établis par la présente Loi et ses règlements, ou communique tardivement ou avec des omissions ou des erreurs entraînant un préjudice fiscal, le rapport d'inventaire des colis reçus une fois terminé le déchargement, y compris les différences, par défaut ou par excès, trouvées entre la quantité de marchandises, de colis ou d'autres éléments ou unités de transport indiqués dans le manifeste et la quantité réellement déchargée et reçue, ainsi que les autres irrégularités et dommages observés.

18. En tant que dépositaire, ne respecte pas son obligation de communiquer, de façon anticipée et *a posteriori*, tout reconditionnement ou remballage des colis, suivant les modalités et dans les conditions établies dans les règles douanières, ou fournit ces informations de façon incomplète ou avec des erreurs entraînant un préjudice fiscal.

19. S'agissant du groupeur de cargaison internationale ou de l'entreprise de transport exprès, ne transmet pas dans les délais et conditions établis par les règles douanières, ou transmet de façon incomplète ou avec des erreurs entraînant un préjudice fiscal, le manifeste de cargaison groupée ainsi que les connaissances globaux et les connaissances individuels qui les composent et dont le nombre doit être égal à celui des consignataires figurant sur le document.

20. En tant que groupeur de cargaison internationale, ne communique pas à la douane de contrôle, ou lui communique de façon tardive ou avec des erreurs ou des omissions entraînant un préjudice fiscal, les différences trouvées au cours de l'opération de dégroupage des marchandises effectuée dans l'entrepôt sous douane ou un autre lieu autorisé, concernant la documentation qui accompagne ces marchandises, dans un délai de trois heures ouvrables à compter de la fin du déchargement ou, dans le même délai, ne communique pas les renseignements concernant les connaissances qui composent le connaissance global, ni le nom des consignataires.

21. En tant que dépositaire, ne termine pas le déchargement de l'unité de transport dans le délai fixé par la présente Loi et ses règlements.

22. En tant qu'entreprise de transport exprès, ne transmet pas à la douane de contrôle le manifeste de transport exprès ni les éventuelles différences de quantité, de nature et de valeur des marchandises arrivées ou embarquées par rapport aux marchandises déclarées.

23. En tant que transporteur, fait entrer dans un lieu de stationnement provisoire des unités de transport contenant des marchandises explosives, inflammables, corrosives, contaminantes, radioactives, toxiques, dangereuses ou de nature similaire, déclarées comme telles par le transporteur international.

24. Omet de présenter ou de transmettre, en même temps que la déclaration en douane, l'un quelconque des documents ou des renseignements exigés par la présente Loi et ses règlements, pour déterminer l'obligation fiscale/douanière ou démontrer que d'autres exigences réglementaires en matière d'entrée de marchandises sur le territoire douanier, ou de sortie de ce territoire, ont été respectées.

25. Présente ou transmet les documents et renseignements mentionnés au précédent alinéa ou la déclaration en douane, avec des erreurs ou des omissions entraînant un préjudice fiscal, ou les présente tardivement, à moins qu'une sanction plus sévère ne soit applicable.

26. Transmet par voie électronique à l'autorité douanière ou à une autre autorité compétente, des données différentes de celles qui figurent sur le document qui a servi de base à la transmission, à moins qu'une sanction plus sévère ne soit applicable.

27. Viole ou brise les scellés, les plombs ou les autres mesures de sécurité placées par l'autorité douanière ou que celle-ci a fait placer, aussi longtemps qu'il n'y a pas soustraction de marchandises.

28. Déclare de façon erronée les calculs de conversion des devises, à moins qu'une sanction plus sévère ne soit applicable.

29. Vend ou fait don de tout type de marchandise se trouvant à bord de véhicules qui pénètrent sur le territoire douanier, à moins qu'une sanction plus sévère ne soit applicable."

81. Les alinéas a), b), c), d) et f) de l'article 237 ont été modifiés, ainsi que le paragraphe final de celui-ci, et l'alinéa g) est ajouté, comme suit:

"Article 237. **Suspension de deux jours.**

[...]

- a) Omet de communiquer, dans le délai correspondant, toute irrégularité concernant les conditions et l'état des emballages et des scellés, lorsqu'il doit recevoir ou livrer des marchandises, des véhicules ou des unités de transport sous contrôle douanier.
- b) Bien qu'il y soit tenu, ne respecte pas les dispositions énoncées par les autorités douanières en matière de procédure et de contrôle, ou ne tient pas à la disposition de ces autorités les moyens de contrôle d'entrée, d'admission et de sortie des marchandises, des véhicules et des unités de transport.
- c) S'agissant d'un transporteur agréé, n'inscrit pas les véhicules et les unités de transport utilisés pour le transit douanier.
- d) Ne respecte pas l'obligation de conserver en parfaites conditions techniques et physiques de fonctionnement des locaux appropriés pour recevoir, décharger, entreposer, inspecter et dédouaner les marchandises, véhicules et unités de transport, conformément aux exigences légales.

[...]

- f) En tant que transporteur agréé, utilise pour le transit douanier de marchandises, des véhicules ou des unités de transport qui ne sont pas conformes aux exigences techniques et de sécurité.
- g) En tant que dépositaire en douane, ne réserve pas, à l'intérieur du hangar d'entreposage, une zone d'au moins deux cent cinquante mètres carrés (250 m²) à l'examen préalable des marchandises et/ou à leur vérification physique.

Dans les cas visés aux alinéas b), c), d), f) et g) du présent article, la suspension se prolongera jusqu'à ce que les obligations respectives soient respectées."

82. Le dernier paragraphe de l'article 238 est modifié, et les alinéas f), g) et h) sont ajoutés à cet article, comme suit:

"Article 238. **Suspension de cinq jours.**

[...]

- f) S'agissant d'un dépositaire en douane, omet de réserver une zone à la réception et au maintien sur place des unités de transport et des véhicules, ou de séparer, de délimiter et d'identifier les zones ou les hangars destinés aux services de magasin général d'entreposage ou de remballage, aux services de distribution et aux services complémentaires, de la manière et suivant les conditions prescrites par la présente Loi et ses règlements.

- g) S'agissant d'un dépositaire en douane, ne prend pas les dispositions nécessaires pour que les marchandises, les véhicules et les unités de transport puissent demeurer dans les zones habilitées jusqu'à ce que la douane autorise le déchargement.
- h) Ne respecte pas l'obligation de présenter, dans les conditions et les délais expressément exigés par l'autorité douanière, la documentation d'intérêt fiscal et douanier qui lui est demandée.

Dans les cas visés aux alinéas a), c), d), e), f), g) et h) du présent article, la suspension se prolongera jusqu'à ce que l'auxiliaire ait satisfait aux obligations respectives."

83. L'alinéa a) et le dernier paragraphe de l'article 239 sont modifiés, et les alinéas i) et j) sont ajoutés à ce paragraphe, comme suit:

"Article 239. **Suspension d'un mois.**

[...]

- a) Ne conserve pas, ou ne convertit pas, pendant le délai, sous la forme et par les moyens indiqués dans la présente Loi et ses règlements, les documents et les renseignements concernant les régimes dans lesquels il est intervenu, ou, dans les cas où il a eu connaissance d'une affaire en attente de décision dans le cadre d'une procédure judiciaire ou administrative, n'a pas conservé ces éléments même après l'expiration du délai, jusqu'à l'aboutissement de la procédure. La sanction sera d'un mois pour chaque déclaration en douane et les annexes respectives non conservées pendant le délai, sous la forme et par les moyens établis dans la présente Loi et ses règlements, et les sanctions seront cumulables jusqu'à un maximum de dix ans.

[...]

- i) N'indique pas à la Direction générale des douanes, par déclaration sous serment formulée devant un notaire public, l'endroit où sont conservés les documents originaux et les renseignements fixés par la réglementation, pour les régimes dans lesquels il intervient.
- j) S'agissant d'un destinataire de marchandises, ne fournit pas le service de réception de véhicules et d'unités de transport, suivant les modalités et dans les conditions établies dans la présente Loi et ses règlements.

Dans les cas visés aux alinéas a), c), e), g), h), i) et j) du présent article, la suspension se prolongera jusqu'à ce que l'auxiliaire ait satisfait aux obligations respectives."

84. L'alinéa e) de l'article 241 est modifié, et les alinéas g), h) et i) sont ajoutés à cet article, comme suit:

"Article 241. **Suspension d'un an.**

[...]

- e) Bien qu'il y soit obligé, omet de maintenir, de présenter ou d'envoyer les registres de toutes ses activités et opérations au Service national des douanes, ainsi que les inventaires, les états financiers et les rapports concernant sa gestion et les marchandises admises, importées, exportées, réimportées, réexportées, reçues,

entreposées, retirées, vendues ou ayant fait l'objet d'autres opérations, ou concernant l'usage et la destination des marchandises ayant bénéficié d'exonérations ou d'une franchise ou qui sont entrées sur le territoire libres de taxe, ou remplissent ces obligations par des moyens ou sous des formats non autorisés.

[...]

- g) En tant qu'agent en douane et personne physique, n'exerce pas le courtage en douane de façon indépendante ou représente plus d'un agent en douane constitué en personne morale, sous réserve des exceptions prévues par le règlement.
- h) S'agissant d'un destinataire de marchandises, ne tient pas les registres des entrées et des sorties de véhicules et d'unités de transport et de leur chargement, dans les conditions et sous les formats établis par l'autorité douanière.
- i) Après avoir été sanctionné pour l'infraction définie à l'alinéa h) de l'article 238 de la présente Loi, commet de nouveau cette infraction."

85. L'article 242 est modifié, comme suit:

"Article 242. **Infraction fiscale/douanière.** Sera considérée comme infraction fiscale/douanière et sanctionnée par une amende équivalente à la valeur douanière des marchandises toute action ou omission qui représente une violation du régime juridique régissant les questions douanières qui entraîne un préjudice fiscal supérieur à 100 pesos centraméricains et ne constitue pas un délit ni une infraction administrative susceptible de causer la suspension de l'auxiliaire de la fonction publique douanière.

Les cas figurant aux articles 211 et 214 de la présente Loi et dans lesquels la valeur douanière des marchandises ne dépasse pas 5 000 pesos centraméricains, ou l'équivalent de cette somme en monnaie nationale, seront considérés comme des infractions fiscales/douanières passibles d'une amende équivalente à la valeur douanière des marchandises."

86. L'article 245 est modifié, comme suit:

"Article 245. **Fonctions.** L'Office national d'évaluation et de vérification en douane contrôlera les renseignements relatifs au prix des marchandises par l'intermédiaire des entreprises d'importation, des marques, des références, des numéros de série, des modèles et de toute autre indication. Les fonctions de base de cet organisme seront les suivantes:

- a) Contrôler l'application des règles d'évaluation en douane.
- b) Réunir les renseignements et analyser les éléments nécessaires à la détermination correcte de la valeur en douane.
- c) Créer et gérer des bases de données sur l'évaluation en douane.
- d) Analyser et évaluer les déclarations de la valeur en douane; en outre, effectuer les inspections, audits et enquêtes nécessaires.
- e) Tenir à jour les renseignements relatifs aux prix des marchandises et aux autres rubriques permettant d'évaluer correctement la valeur en douane; à cette fin, les recherches électroniques sur Internet, la consultation des revues spécialisées, des

organismes homologues des gouvernements étrangers et des organismes internationaux spécialisés en matière douanière seront des mécanismes acceptés.

- f) Promouvoir les échanges en matière de renseignements et de formation avec les gouvernements d'autres pays et les institutions internationales officielles du domaine douanier.
- g) Exercer une attention spéciale à l'égard des données fournies par le Ministère des finances et les autres ministères et destinées à la base de données relative aux prix et aux valeurs nationales et internationales des produits et des marchandises dont la déclaration revêt un caractère sensible. La valeur des marchandises ou des produits d'origine agricole, sensibles pour la production nationale et ayant une incidence économique et sociale importante sera enregistrée et fera obligatoirement l'objet d'une analyse."

87. Un deuxième paragraphe est ajouté à l'article 246, comme suit:

"Article 246. **Registre des importateurs.** Les importateurs habituels devront être enregistrés auprès de l'Office national d'évaluation et de vérification en douane qui leur attribuera un numéro d'inscription. Le registre des importateurs comportera au minimum les données suivantes: nom, adresse, numéro du titre juridique – pour les personnes morales – numéro de la carte d'identité, numéro du passeport ou de toute autre identification – pour les personnes physiques – statuts juridiques et inscription au registre de commerce correspondants.

Pour chaque importateur, les modalités d'importation utilisées devront être enregistrées; en conséquence, les entrées définitives et les importations effectuées en transit ou aux fins de réexpédition feront l'objet d'un contrôle séparé.

Les importateurs seront tenus de fournir à l'autorité douanière les listes de prix et les catalogues des marchandises importées, ainsi que tous les renseignements et documents qui permettent d'établir les valeurs en douane véritables."

88. L'article 264 est modifié, comme suit:

"Article 264. **Responsabilité concernant les données de la déclaration de la valeur en douane des marchandises.** La déclaration de la valeur en douane des marchandises sera signée sous la foi du serment par l'importateur qui sera, en outre, responsable de l'exactitude des éléments qui y figurent, de l'authenticité des documents appuyant ces éléments, et qui devra fournir les renseignements ou les documents permettant de vérifier que la valeur en douane a été correctement déterminée. Cette déclaration ne pourra être signée que par le représentant légal de la personne morale ou, s'agissant de personnes physiques, par l'importateur lui-même.

La valeur en douane déclarée sera toujours déterminée par le déclarant lui-même.

L'agent en douane sera solidairement responsable de la valeur en douane déclarée.

La déclaration de la valeur en douane des marchandises devra s'effectuer par transmission électronique, à l'aide des moyens autorisés par l'autorité douanière."

89. L'article 266 est modifié, comme suit:

"Article 266. **Définitions.** Les notions ci-après sont définies aux fins de l'application de la présente Loi:

[...]

Colis:

[...]

Certificat numérique: Document, portant la signature électronique du prestataire de services de certification, qui rattache à un signataire certaines données de vérification de signature et confirme son identité.

Connaissance: [...]

Facture commerciale: [...]

Signature électronique: Combinaison, obtenue au moyen de mécanismes ou de dispositifs et associée de façon biunivoque à une personne physique ou morale et à sa volonté d'apposer sa signature.

Affréteur: [...]

Organe administratif d'un régime: [...]

Prestataire de services de certification: Personne physique ou morale, publique ou privée, qui délivre des certificats ou fournit d'autres services relatifs aux signatures électroniques.

Port douanier: [...]

Surtaxes et impositions:

[...]

Destinataire de marchandises: Personne, auxiliaire de la fonction publique ou non, autorisée à recevoir des marchandises faisant l'objet du contrôle douanier, dans le cadre des régimes douaniers de perfectionnement actif et/ou de zone franche.

Réexportation: [...]"

90. L'article 269 est modifié, comme suit:

"Article 269. **Responsabilité.** Les entreprises assumeront solidairement la responsabilité des faits et actes de leurs employés si de ces faits et actes découle un préjudice fiscal.

Une fois que l'autorité douanière aura déterminé le préjudice fiscal, la Direction générale des douanes procédera à débiter le compte courant de l'agent en douane, personne morale, du montant calculé.

Le non-paiement entraînera l'impossibilité de réaliser des opérations douanières ultérieures, sans préjudice des obligations et des devoirs prévus pour les agents en douane et des sanctions applicables en raison de leur implication personnelle. Les représentants légaux de la personne morale seront responsables de distribuer les instructions, de fournir les instruments nécessaires à une gestion

adéquate de l'intermédiation douanière, et de respecter les obligations qui ne correspondent pas à l'agent en douane, personne physique, en raison de sa relation professionnelle."

91. L'article 271 est modifié, comme suit:

"Article 271. **Modification.** L'alinéa d) de l'article 1 de la Loi n° 6106 du 7 novembre 1977 est modifié comme suit:

"Article 1.

[...]

d) S'agissant d'effets vendus aux enchères dans les douanes du pays et qui n'ont pas été adjugés, ainsi que de marchandises ou de véhicules saisis par les autorités chargées des enquêtes en matières pénales et de transit, la donation ou la livraison se réalisera par l'intermédiaire de l'Institut mixte d'aide sociale (IMAS), en coordination avec les services dépositaires de ces biens."

CHAPITRE II

Ajouts

Article 2. **Ajouts.** Les dispositions suivantes sont ajoutées à la Loi douanière générale n° 7557 du 20 octobre 1995:

1. L'article *5bis*, comme suit:

"Article *5bis*. **Affectation d'impôts recouvrés.** La loi budgétaire annuelle de la République affectera au Service national des douanes, outre le budget ordinaire qui est assigné chaque année à ce service, un crédit budgétaire équivalent à vingt pour cent (20 %) des impôts recouvrés par les autorités douanières au titre de la contrebande et de la fraude fiscale/douanière. Ces ressources seront utilisées par le Service pour financer les dépenses de gestion, les frais de vérification, et les incitations salariales, et elles seront attribuées par transfert."

2. L'article *29bis*, comme suit:

"Article *29bis*. **Empêchements.** Ne pourront être auxiliaires de la fonction publique:

- a) Les fonctionnaires et les employés de l'État ou de ses organismes autonomes, semi-autonomes et des entreprises publiques.
- b) Les personnes à qui l'exercice de charges publiques a été interdit par décision judiciaire ferme."

3. L'article *40bis*, comme suit:

"Article *40bis*. **Connaissance.** Le connaissance délivré par le transporteur sera un titre représentatif de marchandises. Le transfert total devra s'effectuer par endossement, et le transfert partiel par cession de droits exonérée de timbres fiscaux et authentifiée par un avocat; par ailleurs, le format établi par la Direction générale des douanes devra être respecté."

4. L'article 44*bis*, comme suit:

"Article 44*bis*. **Exigences.** Pour exercer leurs activités auprès du Service national des douanes, les groupements de cargaison internationale devront constituer une garantie globale, ou souscrire l'assurance correspondante, d'un montant de 20 000 pesos centraméricains, ou de l'équivalent de cette somme en monnaie nationale, qui réponde auprès de l'État des éventuelles responsabilités fiscales découlant de leur activité en tant qu'auxiliaires. Le montant de la caution ou de l'assurance sera mis à jour annuellement. Les cautions devront être versées au moyen des instruments suivants: chèque certifié, garantie de bonne fin établie par l'un des établissements financiers enregistrés et contrôlés par la Direction générale des entités financières, fonds en fidéicommis autorisés par la Commission nationale des valeurs, bon de garantie émis par l'Institut national des assurances, ou par les autres moyens prévus par le règlement de la présente Loi, pour autant qu'ils assurent le paiement immédiat du montant garanti.

Il devront en outre présenter à la Direction générale des douanes le document légitime attestant la représentation légale de la personne qui agit au nom du groupeur de cargaison aux fins des modalités douanières."

5. L'article 45*bis*, comme suit:

"Article 45*bis*. **Obligations.** Outre les autres obligations auxquelles sont soumis les auxiliaires de la fonction publique douanière en vertu de la présente Loi et de ses règlements, les groupements de cargaison internationale devront transmettre par voie électronique à la douane de contrôle les différences qui ont été observées, dans le cadre de l'opération de dégroupage des marchandises dans l'entrepôt sous douane ou en tout autre lieu autorisé, entre ces marchandises et la documentation respective, dans un délai de trois heures ouvrables à compter de la fin du déchargement. Dans le même délai, ils devront transmettre les renseignements concernant les connaissements issus du manifeste de cargaison groupée et remettre une copie d'autant de connaissements qu'il y a de consignataires enregistrés sur ledit manifeste.

6. Les articles 79*bis* et 79*ter*, comme suit:

"Article 79*bis*. **Présentation du manifeste.** Le transporteur présentera à la douane d'entrée, par les moyens signalés par la Direction générale des douanes, le manifeste couvrant l'ensemble du chargement transporté par le véhicule. L'autorité portuaire ou aéroportuaire, le concessionnaire ou le cocontractant de services publics portuaires ou aéroportuaires, le fonctionnaire compétent ou l'auxiliaire autorisé par l'autorité douanière vérifiera le déchargement des colis, consignera dans le manifeste le résultat de l'opération et le communiquera à la douane par les moyens autorisés par la Direction générale des douanes.

Article 79*ter*. **Rectification du manifeste.** Le transporteur pourra rectifier les données du manifeste relatives au nombre et à la description des colis (classe, marques, numérotation et poids) à tout moment avant l'arrivée du moyen de transport dans la juridiction de la douane d'entrée. Les autres données du manifeste et/ou des connaissements ou des lettres de transport aérien pourront faire l'objet de rectifications à tout moment avant que les marchandises ne soient assignées à l'un des régimes douaniers."

7. L'article 81*bis*, comme suit:

"Article 81*bis*. **Excédents de marchandises en vrac.** Dans le cas des marchandises en vrac, il ne sera pas nécessaire de justifier une éventuelle différence, à condition toutefois que celle-ci ne dépasse pas trois pour cent (3%) au total. Si la variation est supérieure à cette limite, le transporteur devra

justifier la différence totale par rapport aux données du manifeste, de la manière qui a été décrite pour les colis en excédent."

8. Les articles 82*bis* et 82*ter*, comme suit:

"Article 82*bis*. **Rectifications du manifeste de cargaison.** Lorsque le transporteur aura justifié de manière irréfutable le manque ou l'excédent de colis, la douane effectuera les rectifications suivantes sur le manifeste:

- a) Elle déduira du connaissance ou de la lettre de transport aérien les colis dont l'absence a été justifiée.
- b) Elle ajoutera au manifeste du moyen de transport utilisé par les marchandises pour entrer sur le territoire une nouvelle rubrique comprenant l'ensemble des colis excédentaires, dûment justifiés.

Les colis excédentaires justifiés pourront être soumis à l'un quelconque des régimes douaniers ou expédiés vers toute destination douanière; les colis non justifiés seront réputés abandonnés en faveur du fisc à l'issue d'un délai d'un mois.

Article 82*ter*. **Rembarquement.** On entend par rembarquement le renvoi à l'extérieur de marchandises étrangères débarquées par erreur. Le rembarquement sera autorisé uniquement si les marchandises ne sont pas destinées à un régime douanier, si elles ne sont pas abandonnées et s'il n'existe à leur égard aucune présomption d'atteinte relevant du droit pénal.

Les marchandises destinées à d'autres pays et déchargées par erreur pourront être réexportées dans le véhicule qui les a introduites. Si ledit véhicule est déjà reparti, elles seront entreposées dans la zone d'opération douanière à la disposition du représentant national du transporteur qui assumera les dépenses occasionnées par leur admission; si les marchandises ne sont pas retirées un mois après la date du déchargement, elles seront considérées comme abandonnées."

9. L'article 93*bis*, comme suit:

"Article 93*bis*. **Délai d'exécution de la vérification immédiate.** Si, conformément aux critères de sélectivité et de randomisation, il s'avère nécessaire de réaliser la vérification immédiate des marchandises déclarées, celle ci sera effectuée aussitôt que possible.

Si la vérification immédiate ne peut pas avoir lieu dans les deux jours ouvrables suivant la date d'enregistrement de la déclaration en douane, le chef du bureau de douane chargé du dédouanement pourra, par décision motivée, autoriser une seule prorogation d'une durée équivalente au délai précédemment accordé, conformément à la procédure et suivant les conditions prévues par voie réglementaire.

Le déclarant pourra demander la levée des marchandises sous garantie, conformément aux règles prévues à l'article 100 de la présente Loi; à cet effet, l'autorité douanière effectuera une détermination provisoire de l'obligation fiscale/douanière. Cette autorité pourra empêcher la mise en libre circulation des marchandises et prendre des mesures administratives ou judiciaires, ordonnant notamment que des échantillons en soient prélevés, ou s'opposer à la levée sous garantie s'il existe des indices d'infraction administrative ou de délit et s'il s'avère nécessaire de retenir les marchandises aux fins d'enquête; dans ce cas, sa décision devra être dûment motivée.

10. Les articles 145*bis* et 145*ter*, comme suit:

"Article 145*bis*. **Exigences.** Les responsables des stationnements provisoires répondant aux conditions de précarité que leur accorde la présente Loi auront la condition d'auxiliaires de la fonction publique douanière et devront respecter, outre les prescriptions et obligations énoncées aux articles 29 et 30 de la présente Loi et de son règlement, les exigences suivantes:

- a) Remplir les conditions techniques relatives à la sécurité, à la surveillance, aux infrastructures et à l'éclairage établies par la réglementation, ainsi que les dispositions technico-administratives relatives à l'emplacement, au chargement et à l'identification des véhicules, des unités de transport et de leur cargaison, lesquels devront être munis en permanence de scellés douaniers ou d'éléments de sécurité.
- b) Disposer d'un système informatisé d'enregistrement d'entrées, d'admission et de sortie des véhicules et des unités de transport.
- c) Établir une garantie globale, en utilisant les instruments prévus pour les auxiliaires de la fonction publique douanière, ou souscrire l'assurance correspondante, d'un montant de 75 000 pesos centraméricains ou de l'équivalent de cette somme en monnaie nationale, qui réponde auprès de l'État des éventuelles responsabilités fiscales découlant de leur activité en tant qu'auxiliaires. Le montant de la caution ou de l'assurance sera mis à jour annuellement.

Les cautions devront être versées au moyen des instruments suivants: chèque certifié, garantie de bonne fin établie par l'un des établissements financiers enregistrés et contrôlés par la Direction générale des entités financières, fonds en fidéicomis autorisés par la Commission nationale des valeurs, bon de garantie émis par l'Institut national des assurances, ou par les autres moyens prévus par le règlement de la présente Loi, pour autant qu'ils permettent le paiement immédiat du montant garanti.

Article 145*ter*. **Obligations.** Les responsables des stationnements provisoires répondant aux conditions de précarité que leur accorde la présente Loi devront respecter les exigences énoncées par la présente Loi et ses règlements, et satisfaire aux obligations suivantes:

- a) Faire part à la douane de contrôle des causes possibles des dommages, pertes, larcins, vols ou de toute autre circonstance affectant les unités de transport et leur chargement après leur entrée sur le stationnement, dans un délai de 24 heures après avoir pris connaissance de l'existence de ces faits.
- b) Avertir quotidiennement la douane de contrôle, par les moyens autorisés par l'autorité douanière, de l'abandon des marchandises sous surveillance.
- c) Conserver des registres des véhicules et des unités de transport qui sont entrés et sortis du stationnement, munis des dispositifs de sécurité correspondants, dans les conditions et sous les formats définis par l'autorité douanière.
- d) Transmettre à la douane de contrôle le rapport quotidien des entrées effectives des véhicules, des unités de transport et de leur chargement dans les installations, ainsi que le rapport des sorties, en fournissant les renseignements exigés par les autorités douanières par voie réglementaire.

- e) Tenir à la disposition de l'autorité douanière les registres de contrôle d'entrée, d'admission et de sortie des véhicules et des unités de transport, munis de leurs dispositifs de sécurité respectifs.
- f) Ne permettre l'accès à leurs installations d'aucun véhicule ou unité de transport contenant des marchandises explosives, inflammables, corrosives, contaminantes, radioactives, toxiques, dangereuses ou de nature similaire, déclarées comme telles par le transporteur international.
- g) Disposer des moyens techniques de surveillance qui permettent d'assurer efficacement la garde et la préservation des véhicules, des unités de transport et de leur chargement, suivant les conditions d'emplacement ou d'infrastructure établies par l'autorité douanière.
- h) Répondre du paiement des obligations fiscales/douanières concernant tous les véhicules et les unités de transport, munis de leurs dispositifs de sécurité, qui demeurent introuvables bien qu'ils aient été déclarés comme reçus; en outre, payer pour les dommages subis par les marchandises placées dans leurs locaux ou confiées à leur garde, sans préjudice des autres responsabilités pertinentes.
- i) Aménager et tenir à la disposition de l'autorité douanière, lorsque celle-ci le sollicite, des bureaux pour les agents des douanes affectés au stationnement provisoire.
- j) Livrer, uniquement sur autorisation de l'autorité douanière, les marchandises confiées à leur garde.
- k) Tenir un registre de toutes les personnes qui se présentent munies des autorisations nécessaires à l'exécution du transit, ainsi que de tout véhicule utilisé pour transporter les marchandises sortant du lieu de stationnement provisoire."

11. L'article 204*bis*, comme suit:

"Article 204*bis*. **Appel.** Lorsqu'un appel aura été interjeté, la Direction générale des douanes se limitera à le renvoyer au Tribunal national des douanes, en même temps que le dossier administratif complet, et assignera les parties à se présenter devant ledit tribunal dans un délai de dix jours ouvrables."

12. L'article 216*bis*, comme suit:

"Article 216*bis*. **Responsabilité pénale du fonctionnaire en cas d'action ou d'omission frauduleuse.** Sera passible d'une peine de trois à dix ans d'emprisonnement le fonctionnaire qui, de manière directe ou indirecte, par action ou omission frauduleuse, favorise, appuie ou facilite, de quelque manière que ce soit, le manquement à l'obligation fiscale/douanière, le non-respect des devoirs officiels du contribuable, l'introduction de marchandises sur le territoire national ou leur sortie, en contournant le contrôle douanier ou en s'y dérochant."

13. L'article 220*bis*, comme suit:

"Article 220*bis*. **Déclaration en douane mensongère et autres délits douaniers.** Sera passible d'une peine d'emprisonnement de deux mois à trois ans:

- a) Quiconque introduit des marchandises sur le territoire national au moyen d'une fausse déclaration relative au régime, à la classification, à la qualité, à la valeur, au poids, à

la quantité et/ou aux dimensions de ces marchandises, ou après avoir payé un montant inférieur à celui des taxes dont il est légalement redevable, ou par ces deux moyens.

- b) Quiconque introduit clandestinement des marchandises en transit, sans payer les taxes correspondantes.
- c) Quiconque transporte, entrepose, achète, vend, donne, occulte, utilise, reçoit ou donne en dépôt, détruit ou transforme une marchandise qui a été introduite sur le territoire sans avoir été soumise au contrôle douanier.
- d) Quiconque remplace des marchandises dans les entrepôts sous douane, les unités de transport, les lieux de stationnement provisoire ou les zones portuaires."

14. L'article 236*bis*, comme suit:

"Article 236*bis*. **Amende de 1 000 pesos centraméricains.** Sera passible d'une amende de 1 000 pesos centraméricains ou de l'équivalent de cette somme en monnaie nationale:

- a) Quiconque ne porte pas à la connaissance de la douane, avant l'arrivée de l'unité de transport, l'existence de marchandises inflammables, corrosives, explosives ou périssables, ou de marchandises qui, par leur nature, représentent un danger pour les autres marchandises, les personnes ou les installations, pour qu'un traitement spécial puisse leur être appliqué.

Cette sanction sera appliquée pour chaque unité de transport pour laquelle cette obligation n'aura pas été remplie.

- b) Quiconque, en tant que transporteur déclarant l'entrée des unités de transport et de leur chargement sur le territoire douanier, ne transfère pas dans les délais légaux toute marchandise abandonnée jusqu'à l'entrepôt sous douane désigné par la douane de contrôle.
- c) Tout responsable d'un stationnement provisoire qui permet l'entrée d'unités de transport contenant des marchandises explosives, inflammables, corrosives, contaminantes, radioactives, toxiques, dangereuses ou d'autres marchandises de nature similaire, déclarées comme telles par le transporteur international.

Cette sanction sera appliquée pour chaque unité de transport faisant l'objet de cette infraction."

15. L'article 252*bis*, comme suit:

"Article 252*bis*. **Éléments additionnels permettant de motiver les décisions relatives à la valeur en douane.** Pour motiver les décisions par lesquelles elles déterminent la valeur en douane des marchandises importées, les autorités douanières pourront tenir compte des faits dont elles ont eu connaissance dans l'exercice de leurs pouvoirs de vérification et qui figurent dans les dossiers ou les documents qu'elles ont élaborés ou qu'elles tiennent en leur pouvoir, des renseignements disponibles sur le territoire national concernant la valeur en douane de marchandises identiques ou similaires, ainsi que des données fournies par d'autres autorités, par des tiers ou par des autorités étrangères.

Les renseignements relatifs à l'identité des tiers qui importent ou ont importé des marchandises identiques ou similaires, dont la valeur en douane est utilisée pour déterminer la valeur des marchandises visées par la décision, ainsi que les renseignements confidentiels concernant ces mêmes

importations utilisés pour motiver les décisions prises en matière de valeur, ne pourront être révélés, le cas échéant, qu'aux tribunaux devant lesquels la mesure prise par l'autorité a été contestée."

16. L'article 265*bis*, comme suit:

"Article 265*bis*. **Éléments permettant également de refuser la valeur transactionnelle.** L'autorité douanière pourra refuser la valeur déclarée et déterminer la valeur en douane des marchandises importées en se fondant sur les méthodes secondaires d'évaluation, régies par l'accord relatif à l'application de l'article 7 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 dans les cas suivants:

- a) l'autorité douanière découvre que l'importateur a commis l'une des irrégularités suivantes:
 - i) absence de comptabilité, non-conservation des livres comptables ou de la documentation couvrant les opérations de commerce extérieur, ou refus de mettre à la disposition des autorités ces livres et documents;
 - ii) opposition à l'exercice des pouvoirs de vérification des autorités douanières;
 - iii) omission ou adultération des registres des opérations de commerce extérieur;
 - iv) non-présentation de la déclaration concernant une contribution avant le début de la vérification, sous réserve que plus d'un mois se soit écoulé depuis la date d'expiration du délai de présentation de la déclaration en question;
 - v) présence, dans la comptabilité de l'importateur, d'autres irrégularités rendant impossible l'examen de ses opérations de commerce extérieur;
 - vi) non-respect des exigences des autorités douanières relatives à la présentation de la documentation et des renseignements qui confirment que la valeur déclarée a été déterminée conformément aux dispositions légales et dans les délais imposés;
- b) les renseignements ou les documents présentés sont faux ou contiennent des données fausses ou inexactes, ou l'autorité douanière détermine que la valeur déclarée n'a pas été définie en conformité avec l'article 251 de la présente Loi;
- c) dans les importations entre personnes liées, l'importateur, à qui il a été demandé de rendre compte du fait que le lien n'a pas eu d'incidence sur le prix, n'a pas apporté la preuve requise."

17. L'article 269*bis*, comme suit:

"Article 269*bis*. **Sanctions.** Les sanctions prévues par la présente Loi seront infligées à la personne morale s'il est démontré que les représentants légaux ou les mandataires de l'entreprise ont réalisé des actes ou des faits passibles de ces sanctions, conformément aux dispositions du précédent article; si ce n'est pas le cas, seul répondra l'agent des douanes agréé."

CHAPITRE III

Dispositions diverses

Article 3. **Modification de la Loi n° 7664.** Sont modifiées les dispositions suivantes de la Loi de protection phytosanitaire n° 7664 du 2 avril 1997:

1. L'alinéa c) de l'article 5, comme suit:

"Article 5. **Fonctions et obligations.** Le Service phytosanitaire de l'État aura les fonctions suivantes:

[...]

- c) Coordonner avec les autres ministères et leurs services les actions pertinentes en vue de l'application de la présente Loi et de ses règlements. Le Service aidera et assistera la Direction générale des douanes du Ministère des finances dans ses tâches de vérification et de contrôle des admissions et des valeurs des marchandises ou des produits à caractère agricole."

2. L'article 52, comme suit:

"Article 52. **Exigences concernant l'importation ou le transit.** Sur recommandation du Service phytosanitaire de l'État, le pouvoir exécutif publiera le décret fixant les exigences relatives à l'importation ou à l'entrée en transit, ainsi que les cas exceptionnels. Pour l'importation, la réexpédition ou l'entrée en transit de végétaux, d'agents de contrôle biologique et d'autres types d'organismes à usage agricole, il sera nécessaire de respecter les prescriptions phytosanitaires en matière d'importation et de transit.

Si le produit est admis en transit par le biais du mécanisme de réexpédition, le Service phytosanitaire de l'État devra prélever des échantillons, effectuer l'analyse respective et l'enregistrer afin que les données obtenues puissent servir d'élément de preuve au cas où le même produit serait importé de nouveau dans le cadre du mécanisme de triangulation.

Le Service phytosanitaire de l'État pourra modifier ou éliminer toute formalité d'importation ou de transit établie sur la base de la présente Loi et de ses règlements si cela est nécessaire pour protéger le secteur agricole, ou si cela est justifié pour des raisons de quarantaine.

CHAPITRE IV

Dispositions finales et transitoires

Article 4. **Abrogations.**

1. Les dispositions suivantes de la Loi douanière générale n° 7557 du 20 octobre 1995 sont abrogées:

- a) l'alinéa c) de l'article 30;
- b) l'alinéa c) de l'article 34;
- c) l'alinéa e) de l'article 35;
- d) l'article 203;
- e) l'alinéa e) de l'article 237;

- f) l'article 195;
- g) l'article 212;
- h) l'article 215;
- i) l'alinéa d) de l'article 237;
- j) les alinéas b) et f) de l'article 239;
- k) l'alinéa b) de l'article 240.

2. Les dispositions des articles 380 à 397 du chapitre IX, intitulé "Des agents et courtiers en douane", du Titre III du Code du commerce, Loi n° 3284 du 30 avril 1964, sont abrogées.

Article 5. **Validité.** La présente Loi entrera en vigueur six mois après la date de sa publication.

Pour communication au Pouvoir exécutif

Assemblée législative. San José, le quatre août deux mil trois. Mario Redondo Poveda, Président. Gloria Valerín Rodríguez, Première secrétaire. Francisco Sanchún Morán, Deuxième secrétaire.

Présidence de la République. San José, le dix-huit août deux mil trois.

Pour exécution et publication

Disposition transitoire I. Les dépositaires en douane disposeront d'un délai de neuf mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente Loi pour appliquer les dispositions relatives aux moyens technologiques de sécurité et de contrôle des inventaires qui garantissent la surveillance et la préservation des marchandises, des véhicules, des unités de transport et de leur cargaison, et qui peuvent être transmis à distance à la douane.

Disposition transitoire II. Les dépositaires en douane disposeront d'un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente Loi pour s'acquitter de l'obligation de réserver à l'intérieur du hangar destiné à l'entrepôt sous douane une zone minimale de deux cent cinquante mètres carrés (250 m²) comportant les installations et les services nécessaires à la réalisation de l'examen préalable et/ou de la vérification physique des marchandises.

Disposition transitoire III. Les groupeurs et les transporteurs agréés disposeront d'un délai de trois mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente Loi pour présenter à la Direction générale des douanes le document légitime attestant la représentation légale de la personne qui agit au nom du groupeur de cargaison et du transporteur étranger aux fins des modalités douanières.

Disposition transitoire IV. Les dépositaires en douane disposeront d'un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente Loi pour agrandir la surface minimale de la construction destinée à l'entreposage sous douane des marchandises de manière à ce que cette surface atteigne trois mille mètres carrés (3 000 m²), sauf s'ils démontrent de manière irréfutable que cet agrandissement est matériellement impossible en raison du manque d'espace physique.

Disposition transitoire V. Concernant les procédures et les réclamations présentées avant l'entrée en vigueur de la présente Loi, la phase de recours obéira aux dispositions de celle-ci. Dans le cas des procédures et des réclamations qui ont fait l'objet d'un recours en reconsidération ou d'un pourvoi hiérarchique avant l'entrée en vigueur de la présente Loi, l'appelant pourra choisir, par écrit, que les

formalités se poursuivent conformément aux dispositions de celle-ci, renonçant ainsi au recours correspondant.

Disposition transitoire VI. Les dédouanements, les procédures, les délais et les autres formalités douanières correspondant à des opérations qui ont commencé avant l'entrée en vigueur de la présente Loi se termineront conformément aux dispositions applicables au moment où les démarches ont été engagées.

Disposition transitoire VII. Les auxiliaires de la fonction publique douanière disposeront d'un mois, à compter de l'entrée en vigueur de la présente Loi, pour présenter à la Direction générale des douanes la déclaration sous serment, formulée devant un notaire public, indiquant l'endroit où sont conservés les documents originaux et les renseignements fixés par la réglementation, pour les régimes dans lesquels ils interviennent.

Disposition transitoire VIII. Le Ministère des finances disposera d'un délai maximal de six mois pour remplacer un des avocats membres du Tribunal douanier national par un technicien spécialisé dans les domaines de la classification tarifaire, de l'évaluation en douane, de l'origine des marchandises et des autres réglementations du commerce extérieur, conformément à l'article 206 de la présente Loi.

D. RÉFORME DU RÈGLEMENT D'APPLICATION DE LA LOI DOUANIÈRE GÉNÉRALE

DÉCRETS

N° 31667-H

**LA PREMIÈRE VICE-PRÉSIDENTE EN EXERCICE DE LA PRÉSIDENTENCE
DE LA RÉPUBLIQUE, ET LE MINISTRE DES FINANCES**

Par les pouvoirs que leur confèrent les alinéas 3), 10) et 18) des articles 140 et 146 de la Constitution politique de la République du Costa Rica, les articles 25, alinéa 1), 27, alinéa 1) et 28, alinéa 2), paragraphe b) de la Loi générale sur l'administration publique n° 6227 du 2 mai 1978, ainsi que la Loi n° 7557 du 20 octobre 1995, la Loi n° 8360 du 24 juin 2003, la Loi n° 8373 du 18 août 2003, la Loi n° 8000 du 5 mai 2000 et le Décret exécutif n° 31536-COMEX-H du 24 novembre 2003.

Considérant:

- I. Que par la Loi n° 7557 du 20 octobre 1995 a été promulguée la Loi douanière générale, publiée dans *La Gaceta* n° 212 du 8 novembre 1995.
- II. Que par la Loi n° 8360 du 24 juin 2003, publiée dans *La Gaceta* n° 130 du 8 juillet 2003, a été approuvé dans chacune de ses parties le deuxième Protocole de modification du Code douanier uniforme centraméricain.
- III. Que par la Loi n° 8373 du 18 août 2003, publiée dans *La Gaceta* n° 171 du 5 septembre 2003 qui entrera en vigueur le 5 mars 2004, a été substantiellement modifiée la Loi douanière générale.
- IV. Que par le Décret exécutif n° 31536-COMEX-H du 24 novembre 2003, publié dans *La Gazette* n° 243 du 17 décembre 2003, a été mis en vigueur le Règlement du Code douanier uniforme centraméricain.
- V. Qu'en conséquence, il est nécessaire d'adapter le Décret exécutif n° 25270-H du 14 juin 1996, Règlement d'application de la Loi douanière générale, aux modifications introduites dans ces normes législatives. Par conséquent,

DÉCRÈTENT:

Article 1. Sont modifiés les articles 1, 2, 4, 7, 35, 56, 62, 80, 91, 93, 104, 118, 127, 134, 139, 141, 151, 185, 188, 190, 195, 196, 197, 198, 199, 201, 202, 204, 205, 207, 211, 214, 217, 220, 222, 225, 228, 229, 236, 237, 238, 240, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 251, 252, 253, 263, 264, 266, 267, 278, 285, 298, 319, 320, 321, 324, 326, 329, 330, 331, 332, 339, 340, 341, 366, 378, 379, 380, 382, 390, 396, 402, 403, 409, 410, 413, 416, 417, 420, 422, 423, 429, 433, 435, 436, 439, 440, 442, 444, 458, 460, 461, 462, 465, 490, 493, 507, 516, 539, 541, 543 du titre V, le nom du chapitre II, le titre de la section VIII du chapitre VII du titre VII, du Décret exécutif n° 25270-H du 14 juin 1996, comme suit:

"Article 1. **Objet.** Le présent règlement établit des dispositions en vue de l'application du deuxième protocole de modification du Code douanier uniforme centraméricain, approuvé par la Loi n° 8360 du 24 juin 2003, du règlement du deuxième protocole de modification du Code douanier uniforme centraméricain, approuvé par le Décret exécutif n° 31536-COMEX-H du

24 novembre 2003, et de la Loi douanière générale n° 7557 du 20 octobre 1995 et de ses modifications.

Article 2. **Abréviations.** Aux fins du présent règlement, on entendra par:

Auxiliaire: l'auxiliaire de la fonction publique douanière. CAUCA: le deuxième Protocole de modification du Code douanier uniforme centraméricain, approuvé par la Loi n° 8360 du 24 juin 2003, publiée dans *La Gaceta* n° 130 du 8 juillet 2003.

Direction générale: la Direction générale des douanes.

Directeur général: le directeur général des douanes. Loi: la Loi douanière générale n° 7557 du 20 octobre 1995 et ses modifications.

Ministère: le Ministère des finances.

Ministre: le ministre des finances.

RECAUCA: le Règlement du deuxième protocole de modification du Code douanier uniforme centraméricain, Résolution n° 101-2002 du Conseil tarifaire et douanier centraméricain, approuvé par le Décret exécutif n° 31536-COMEX-H du 24 novembre 2003.

Service: le Service national des douanes.

Système: le Système national des douanes.

Vice-ministre: le vice-ministre des recettes du Ministère des finances."

"Article 4. **Autorité supérieure en matière douanière.** La Direction générale, dont les fonctions sont établies par le CAUCA, le RECAUCA, la Loi et d'autres règles fiscales et générales, représente l'autorité hiérarchique supérieure en matière douanière. La Direction générale est placée sous la responsabilité d'un directeur général et d'un sous-directeur général."

"Article 7. **Fonctions du directeur.** Outre les fonctions signalées par le CAUCA, le RECAUCA et la Loi, les fonctions suivantes relèvent de la compétence du directeur général:

[...]

n. Imposer, le cas échéant, des sanctions administratives et fiscales/douanières en conséquence d'une procédure administrative engagée par la Direction générale et ses services.

[...]

p. Autoriser les auxiliaires de la fonction publique douanière.

q. Les autres fonctions qui lui seront déléguées ou confiées par ses supérieurs.

[...]"

"Article 35. **Compétence du Département technique.**

[...]

q. Appliquer les mesures de contrôle nécessaires à la protection des droits relatifs à la propriété industrielle et à la propriété intellectuelle, conformément aux lois spécifiques correspondantes, en coordination avec les différents services, tant administratifs que judiciaires, compétents dans ce domaine.

r. Les autres fonctions qui lui seront confiées par la Direction.

[...]"

"Article 56. **Système d'information pour l'enregistrement des procédures.** Les procédures engagées par la division de contrôle et de vérification seront enregistrées dans un système d'information afin de contrôler:

- a) L'exécution du plan annuel de vérification.
- b) Les progrès réalisés sur chaque dossier et sur la documentation associée à chacun d'entre eux.
- c) Les activités réalisées par le personnel des unités de vérification associées à l'affaire en cours. Le manuel de procédure officiel nécessaire à l'exploitation du système d'information sera établi par le directeur de la division de contrôle et de vérification en coordination avec le directeur général."

"Article 62. **Fondement et ouverture des procédures de vérification.** Les organes de contrôle agiront en vertu des dispositions du plan annuel de vérification, ou à la suite de plaintes ou de fiches informatives déposées par les agents des organes de contrôle, ou encore sur la base d'un ordre écrit exprès et motivé de leur supérieur hiérarchique. Les procédures qui ne répondent pas à ces conditions doivent être engagées exceptionnellement ou pour des raisons d'urgence, d'efficacité et d'opportunité, et elles devront faire l'objet d'une justification écrite et opportune. Toutes les actions de vérification de la division de contrôle et de vérification devront être enregistrées dans un système d'information. Les plaintes fondées sur de simples jugements de valeur ou portant sur des faits déjà dénoncés pourront être classées sans autre formalité."

"Article 80. **Inspection d'installations.** S'agissant de dépositaires en douane, de terminaux de fret, d'entreprises de dédouanement domiciliaire dans les locaux industriels, de consignataires dans le cadre du dédouanement domiciliaire dans les locaux commerciaux, de perfectionnement actif, de zones franches et de lieux de stationnement provisoire, la douane de contrôle devra, avant de délivrer l'autorisation respective, inspecter les installations et présenter à la Direction générale l'avis correspondant.

Concernant les entreprises de zone franche situées dans des parcs industriels habilités, l'inspection ne sera généralement pas obligatoire aux fins de l'autorisation des installations. Toutefois, la Direction générale pourra disposer exceptionnellement que cette inspection s'effectue dans les cas où elle serait justifiée pour des raisons de contrôle."

"Article 91. **Mise en œuvre de la garantie.** Une fois que la responsabilité pécuniaire de l'auxiliaire vis-à-vis du fisc aura été déterminée selon les termes prévus par la Loi, la garantie sera mise en œuvre, conformément à l'article 66 de la Loi."

"Article 93. **Autres instruments de garantie.** Outre les instruments prévus par la Loi, les auxiliaires pourront garantir leurs opérations à l'aide des instruments suivants: bons et certificats de l'État ou des organismes publics, chèque de banque à l'ordre de la Direction générale, fonds en espèces sous la forme d'un dépôt à l'ordre du fisc dans une banque du système bancaire national.

Les garanties seront placées sous la garde du bureau compétent, dans un établissement bancaire ou toute autre institution offrant les services de garde dans des conditions satisfaisantes pour le Service des douanes."

"Article 104. **Documents additionnels qui doivent être présentés avec la demande.** Les personnes qui souhaitent obtenir l'autorisation d'exercer l'activité d'agent en douane devront joindre à la demande correspondante, outre les documents énoncés à l'article 78 du présent règlement, l'original, ou une photocopie dûment certifiée par un notaire public ou par l'établissement éducatif respectif, du titre académique de *Licenciado* en administration douanière. Les fonctionnaires publics qui remplissent les conditions requises pourront présenter l'examen de compétence alors qu'ils sont encore en fonction. S'ils réussissent l'examen, ils devront renoncer à leur charge avant de recevoir l'autorisation d'exercer en tant qu'agents en douane. Les intéressés qui satisfont aux conditions précédentes devront, en outre, présenter une déclaration sous serment attestant qu'ils possèdent une expérience minimale de deux ans dans le domaine douanier."

"Article 118. **Conditions supplémentaires des assistants.** Les assistants des agents en douane devront satisfaire aux exigences énoncées aux articles 29 et 35, alinéa b) de la Loi, et ne pourront pas être des fonctionnaires publics.

Conformément à l'article 20 du RECAUCA, l'interdiction énoncée à l'article 16 de ce même corps de règles est applicable aux assistants des agents en douane."

"Article 127. **Documents que doit conserver le transporteur agréé.**

[...]

- a) Originaux des certificats d'importation temporaire couvrant l'entrée des véhicules et des unités de transport.

[...]

- d) Documents utilisés par le transporteur pour la livraison des marchandises dans les installations des auxiliaires autorisés à recevoir des marchandises sous contrôle douanier."

"Article 134. **Obligations supplémentaires.**

[...]

- b) Réserver, selon le niveau d'activité, une zone appropriée à la réception et à l'admission des unités de transport et des véhicules, conformément à l'article 47 de la Loi et à la mesure transitoire IV de la Loi n° 8373 du 18 août 2003.

[...]

- i) S'agissant de dépositaires en douane qui possèdent la concession de magasin général, les zones ou les hangars destinés à cette fin devront être séparés et délimités au moins par des grillages fixes à mailles de type Cyclone de 2,54 x 2,54 cm, d'une hauteur minimale de trois mètres, et situés en dehors de la zone de 3 000 mètres carrés destinée à l'entrepôt sous douane.

[...]"

"Article 139. **Exigences spécifiques supplémentaires.**

[...]

Définir la zone destinée aux opérations, qui devra être dûment définie et isolée à l'intérieur des installations, entourée de grillages à mailles de type Cyclone de 2,54 x 2,54 centimètres, d'une hauteur minimale de trois mètres. Cette zone devra être située en dehors de la partie construite d'au moins 3 000 mètres carrés exigée par l'article 47 de la Loi.

[...]"

"Article 141. **Exigences supplémentaires.**

[...]

- a) Placer les bureaux ou les zones destinées à la prestation de services complémentaires en dehors de la zone de 3 000 mètres carrés destinée à l'entreposage.

[...]"

"Article 151. **Concept.** On entend par entreprises de transport exprès les entreprises définies à l'article 14 du RECAUCA, autorisées et enregistrées par la Direction générale, dont l'activité principale est la prestation de services de transport international exprès à des tiers, selon la modalité énoncée à l'article 127 de la Loi."

"Article 185. **Documents que doivent conserver les entités publiques.** Les entités publiques devront conserver les originaux et les copies des documents suivants:

- a) Originaux des autorisations, des licences, des permis et des autres documents exigés par les règles non tarifaires.

- b) Originaux de la facture commerciale, du connaissance et des avis d'exonération.
- c) Copies des documents émis par les pouvoirs publics pour le paiement des impôts."

"Article 188. **Effets de l'abandon des marchandises.**

Les marchandises qui ont été abandonnées pour les raisons établies par le régime juridique régissant les questions douanières seront vendues aux enchères conformément au présent chapitre."

"Article 190. **Marchandises saisies.** La douane de contrôle vendra également aux enchères publiques:

- a) Les marchandises déclarées saisies en application des dispositions légales en matière de délits douaniers, sur ordre de l'autorité judiciaire.
- b) Les marchandises excédentaires, lorsqu'elles dépassent le pourcentage autorisé, conformément à l'article 47 du CAUCA."

"Article 195. **Qualité pour récupérer les marchandises.**

Aux termes de la Loi, le consignataire ou la personne qui démontre son droit sur les marchandises par un contrat d'achat et de vente, par un jugement sans appel avec effet adjudicatif ou par l'injonction d'un juge compétent, pourra récupérer la disponibilité des marchandises après avoir payé le prix de base de celles-ci, déterminé le jour où elles ont été déclarées abandonnées.

Il ne sera pas possible de récupérer la disponibilité des marchandises excédentaires qui n'ont pas été justifiées conformément à l'article 81 de la Loi.

Article 196. **Procédure pour le paiement par l'intéressé des droits sur les marchandises abandonnées.**

L'intéressé qui demande le paiement de l'obligation fiscale/douanière afférente aux marchandises laissées à l'abandon devra présenter une déclaration d'importation définitive par l'intermédiaire d'un agent en douane.

Cette déclaration s'appuiera sur la documentation pertinente et sur tout document démontrant le droit de retirer les marchandises de la douane, conformément à la procédure prévue pour le régime d'importation définitive. Les droits applicables seront les droits en vigueur au moment où l'abandon tacite des marchandises a été prononcé, suivant l'alinéa 2) de l'article 27 du CAUCA. Dans les cas de récupération, les intérêts générés jusqu'à la date de la récupération s'ajouteront aux droits, conformément à l'article 74 de la Loi. Si la demande d'affectation au régime d'importation définitive a été présentée avant la date de l'abandon des marchandises, l'intéressé devra verser les sommes dues. Si l'obligation fiscale/douanière a été payée en partie, le montant à verser correspondra à la différence entre les sommes préalablement payées et le montant en suspens, selon les dispositions de l'alinéa 1) de l'article 27 du CAUCA.

Dans les cas de récupération, les intérêts générés jusqu'à la date de la récupération s'ajouteront aux droits, conformément à l'article 74 de la Loi.

Les intérêts se produiront et se calculeront conformément à l'article 61 de la Loi à savoir sur le droit fiscal notifié et non acquitté dans le délai de cinq jours ouvrables à compter de la notification."

Article 197. Détail des marchandises à vendre aux enchères et avis au public. La douane compétente détaillera les marchandises qui vont être vendues aux enchères et indiquera la date, l'heure et l'endroit où aura lieu la vente.

Cela fait, elle publiera, au Journal officiel ou dans un journal largement diffusé, une seule fois, l'avis de mise aux enchères au moins dix jours avant la date de la vente. Elle affichera en outre cet avis dans un endroit visible de la douane et dans l'entrepôt sous douane ou l'endroit autorisé pour la vente publique, sans préjudice d'une publication sur la page électronique du Service des douanes."

Article 198. Information qui doit figurer sur l'avis de mise aux enchères.

[...]

c) Mise à prix.

[...]

e) Indication au public selon laquelle il sera nécessaire, pour prendre part aux enchères, de déposer à titre d'avance, par chèque certifié à l'ordre de la Direction générale des douanes, une somme équivalente à 10 pour cent de la mise à prix des marchandises que l'on souhaite acquérir.

f) Indication suivant laquelle, s'il existe une différence entre la valeur de l'adjudication et le montant préalablement déposé, cette différence devra être versée immédiatement ou au plus tard le jour ouvrable suivant la date de l'adjudication des marchandises.

g) Indication selon laquelle les enchères sont ouvertes à tous, sauf aux fonctionnaires du Service des douanes, qui ne pourront y prendre part en tant qu'enchérisseurs, ni directement ni indirectement, et à leur parenté jusqu'au troisième degré par affinité ou par consanguinité.

[...]

i) Précision concernant la mise aux enchères individuelle ou par lots des marchandises."

"Article 199. Examen des marchandises. Les personnes désireuses de participer aux enchères pourront examiner les marchandises au cours des trois jours précédant la vente. Les marchandises seront vendues en l'état où elles se trouveront à la date de la vente et l'adjudicataire n'aura le droit de formuler aucune plainte ultérieure à l'encontre du Service des douanes."

"Article 201. Mesures visant à garantir la libre concurrence.

L'autorité douanière désignée pour réaliser les enchères prendra les mesures nécessaires pour garantir le déroulement ordonné de la vente.

Les participants devront obéir aux mesures d'ordre et de bienséance signalées par le fonctionnaire compétent, afin que les offres puissent être formulées librement. Dans le cas contraire, le fonctionnaire pourra ordonner le retrait des personnes qui ne respecteraient pas ces mesures, ou suspendre complètement la vente si le déroulement normal de celle-ci était rendu impossible. Il devra également s'opposer à la présence de toute personne dont la conduite limiterait la liberté d'enchérir des autres participants, ou à qui il aurait été interdit de prendre part à la vente. Les marchandises exclues des enchères en vertu de la présente disposition seront considérées comme n'ayant pas été offertes à la vente.

Article 202. Procédure que suivra le fonctionnaire au cours de la vente aux enchères. La vente aux enchères sera soumise à la procédure suivante:

- a) Avant d'appeler à faire des offres, conformément au déroulement signalé dans l'avis de vente aux enchères, le fonctionnaire désigné proposera les marchandises en indiquant le numéro qui leur correspond et leur mise à prix.
- b) Le fonctionnaire demandera que des offres soient formulées pour les marchandises, et les intéressés pourront faire autant d'enchères qu'ils le souhaiteront. Si aucun participant ne désire dépasser l'offre la plus élevée, le fonctionnaire interrogera trois fois l'assistance et, si aucune offre supérieure n'est formulée, adjudgera la marchandise au plus fort enchérisseur. En aucun cas les marchandises ne seront adjudgées si le montant de l'offre n'est pas égal ou supérieur à la mise à prix.
- c) L'adjudicataire versera immédiatement, ou au plus tard le jour ouvrable suivant la date de l'adjudication de la marchandise, en espèces ou par chèque certifié, la totalité du montant ou, le cas échéant, la différence entre la valeur totale et le montant préalablement déposé, en utilisant le formulaire correspondant.
- d) Un acte détaillé du résultat de la vente aux enchères sera dressé sous la forme définie par le Service des douanes, et comportera au minimum le nom du fonctionnaire désigné, la quantité et la catégorie des marchandises vendues, le nom ou la raison sociale des acheteurs et le prix d'adjudication. Au cas où l'acheteur n'effectuerait pas le versement conformément aux dispositions de l'alinéa c), l'adjudication sera considérée comme non réalisée et l'acheteur perdra le dépôt versé à titre d'avance."

"Article 204. Marchandises non adjudgées. S'agissant des marchandises mises aux enchères et non adjudgées, la douane procédera conformément aux dispositions des articles 77 et 271 de la Loi et aux dispositions de l'article 36 de la Loi n° 8000 du 5 mai 2000, publiée dans *La Gaceta* n° 99 du 24 mai 2000 (Loi portant création du Service national de gardes-côtes)."

"Article 205. Formalités afférentes au retrait des marchandises adjudgées. Les marchandises devront être retirées après que les réglementations non tarifaires applicables et les autres formalités établies par la Direction générale des douanes auront été respectées.

Les marchandises dont l'importation est soumise à des restrictions, à des limitations ou à l'obtention d'un permis ou d'une autorisation spéciale pourront être adjudgées uniquement à des personnes qui sont en capacité légale d'effectuer l'importation correspondante et qui, de ce fait, devront présenter les documents, permis, licences et autorisations respectifs, ou les avis spécifiques des autorités compétentes."

"Article 207. **Marchandises faisant l'objet de ventes aux enchères par lots.** Pourront être vendues aux enchères par lots les marchandises utilisées pour le confort ou la décoration du foyer, les machines et équipements usagés, les effets du ménage, le matériel de bureau et de librairie, les vêtements et accessoires, et les autres marchandises définies par la Direction générale par décision de portée générale. La douane fera en sorte que les lots comprennent des marchandises présentant un intérêt pour le public et d'autres moins intéressantes."

"Article 211. **Entrée et sortie de personnes, de marchandises, de véhicules et d'unités de transport.** L'entrée sur le territoire national et la sortie des marchandises, des personnes, des véhicules et des unités de transport devront s'effectuer par les ports douaniers habilités à cet effet.

S'agissant du trafic aérien et du trafic maritime, le chef du bureau de douane de la juridiction pourra autoriser exceptionnellement par suite d'une force majeure, d'un cas fortuit, ou pour toute autre raison dûment justifiée, l'entrée ou la sortie par des ports douaniers non habilités ou pendant des horaires non prévus.

Tout véhicule ou unité de transport entrant sur le territoire national relèvera de l'autorité douanière, de même que les membres d'équipage, les passagers, les bagages et la cargaison. De ce fait, l'autorisation de la douane sera indispensable pour que les véhicules ou les passagers puissent quitter le port douanier, ou pour que les marchandises et les bagages puissent y entrer ou en sortir."

"Article 214. **Dispositions spéciales pour les marchandises explosives, corrosives, contaminantes ou autres de nature similaire.** Le transporteur agréé est dans l'obligation de faire part à la douane de l'existence de marchandises explosives, inflammables, corrosives, contaminantes, radioactives, toxiques, dangereuses ou autres de nature similaire, avant l'arrivée de celles-ci. Il est également obligé de veiller à ce que l'indication de la nature de ces marchandises figure sur les colis. Lorsque ces marchandises sont transportées dans des véhicules ou des unités de transport fermés, le code ou le symbole correspondant devra être apposé à l'extérieur, conformément aux dispositions établies dans la législation spéciale et les textes internationaux. Ce type de marchandises pourra être admis dans les installations d'un lieu de stationnement provisoire ou d'un dépositaire en douane, si ces installations respectent les exigences et les conditions nécessaires pour les recevoir ou les entreposer et si les auxiliaires ont été au préalable autorisés par l'autorité douanière à cet effet. L'autorité douanière doit vérifier auprès de l'autorité compétente les exigences et les conditions de sécurité requises dans chaque cas.

Le chargement et le déchargement de ces marchandises devront être exécutés conformément aux dispositions émises par les autorités compétentes."

"Article 217. **Documents qui doivent être présentés pour chaque véhicule.**

[...]

- c) Liste des passagers, des membres d'équipage et de leurs bagages indiquant s'ils vont débarquer, auquel cas les marchandises accompagnées devront être déclarées.

[...]

- e) Les véhicules ne transportant aucun chargement devront être déclarés comme tels à leur arrivée.
- f) Liste de l'avitaillement.
- g) Liste des envois postaux."

"Article 220. **Transmission anticipée du manifeste de cargaison.**

[...]

- c) S'agissant du transport terrestre, le manifeste de cargaison pourra être présenté y compris au moment de l'arrivée du moyen de transport au port douanier, aussi longtemps que les conditions d'infrastructure des communications empêcheront la transmission anticipée de ce document par voie électronique.

[...]"

"Article 222. **Réception officielle du véhicule.** Le véhicule sera réputé reçu officiellement aux fins des modalités douanières lorsque le transporteur agréé aura transmis le manifeste de cargaison et apporté les documents indiqués à l'article 217 du présent règlement, après l'arrivée au port douanier du véhicule qui les transportait. Ces documents devront être présentés au moment de la visite d'inspection. Au cas où il n'y aurait pas de visite, les documents devront être déposés dans les trois heures ouvrables suivant l'arrivée.

La date de réception sera considérée, à toutes fins, comme la date d'arrivée des véhicules, des unités de transport et des marchandises transportées."

"Article 225. **Critères pour l'inspection du déchargement et du chargement et lieux habilités pour le déchargement.** Pour l'inspection du déchargement et du chargement des unités de transport et la réception des marchandises, des critères sélectifs et aléatoires de contrôle et de vérification seront utilisés.

Les marchandises seront déchargées aux endroits prévus à cet effet conformément à l'article 63 du RECAUCA. Exceptionnellement, l'autorité douanière pourra autoriser le déchargement des marchandises en d'autres lieux non habilités, eu égard à:

- a) leur nature, dans le cas, par exemple, des végétaux et des animaux vivants;
- b) l'urgence ou la justification, dans le cas, par exemple, des marchandises réfrigérées, des vaccins, du sérum et des envois à titre d'aide;

- c) leur dangerosité, dans le cas, par exemple, des marchandises explosives, corrosives, inflammables, contaminantes, toxiques et radioactives;
- d) leur caractère périssable, dans le cas, par exemple, des fleurs, des fruits et des viandes fraîches ou réfrigérées."

"Article 228. **Déchargement et chargement d'unités de transport et réception de marchandises sous la responsabilité du transporteur agréé.** Au cas où le déchargement, le chargement des unités de transport ou la réception des marchandises s'effectueraient sous la responsabilité du transporteur agréé, celui-ci fera rapport à la douane compétente, dans les trois heures ouvrables suivant la fin de l'opération, des unités de transport ou des colis effectivement déchargés, chargés ou reçus, des numéros des plombs et des différences relevées avec les données ou les documents déposés.

Article 229. **Corrections du manifeste de cargaison après le déchargement.** Immédiatement après le déchargement, le transporteur agréé devra demander à l'autorité douanière que soient rectifiés les renseignements du manifeste de cargaison.

Au cas où la rectification des renseignements porterait sur des manques ou des excédents, les dispositions de la nouvelle section III du présent chapitre seront appliquées."

"Article 236. **Dégrouper et déseballage au lieu d'entrée.**

- a) Envois urgents en raison de leur nature ou du fait qu'ils répondent à un besoin dûment justifié.

[...]"

"Article 237. **Affectation à un régime douanier.** La demande d'affectation à un régime douanier s'effectuera au moyen de la présentation d'une déclaration en douane au bureau de douane sous le contrôle duquel se trouvent les marchandises.

La déclaration en douane devra s'appuyer sur les documents et les renseignements exigés par le CAUCA, le RECAUCA, la Loi, le présent règlement et les autres textes législatifs, et démontrer que les règlements en matière fiscale, tarifaire et non tarifaire ont été respectés, de même que les autres conditions et formalités légales et réglementaires requises pour l'application du régime demandé.

La déclaration en douane et les documents sur lesquels elle est fondée seront conservés par l'auxiliaire habilité à présenter la déclaration, et resteront à la disposition de l'autorité douanière qui pourra les réclamer à tout moment."

"Article 238. **Formalités relatives à la déclaration en douane et autres demandes et démarches.** Seront prioritaires les expéditions de marchandises périssables ou de produits à décomposition rapide, les envois urgents du fait de leur nature ou parce qu'ils répondent à un besoin dûment justifié, les envois à titre d'aide et les envois expressément autorisés par la Direction générale par des dispositions de portée générale.

L'autorité douanière devra engager immédiatement des procédures disciplinaires en cas de retards non justifiés des formalités relatives à la déclaration en douane, aux demandes et aux démarches."

"Article 240. **Format général de la déclaration en douane.** La déclaration en douane des marchandises s'effectuera sur la base des renseignements demandés sur les formulaires, et à l'aide des guides et des instructions autorisés par la Direction générale, et elle devra satisfaire aux exigences concernant l'intégration avec le système d'information utilisé par le Service.

La Direction générale pourra édicter des décisions d'ordre général, qui seront dûment publiées au Journal officiel *La Gaceta*, concernant les données qui doivent être portées sur la déclaration en douane et la déclaration de la valeur."

"Article 243. **Motifs de non-acceptation.** La déclaration en douane transmise par voie électronique ne sera pas acceptée si elle présente des incohérences ou des erreurs, ou, en général, si les conditions requises pour l'application du régime demandé ne sont pas remplies.

Par ailleurs, elle ne sera pas acceptée dans les cas suivants:

- a) s'il existe des divergences entre l'inventaire ou le registre des marchandises qui figurent dans le système informatique du service des douanes et le dédouanement demandé;
- b) si tous les espaces disponibles de la déclaration en douane n'ont pas été remplis alors que le régime ou la modalité demandés l'imposaient;
- c) si des contradictions se présentent entre les renseignements portés sur la déclaration, ou si ces renseignements contredisent les données enregistrées;
- d) si les droits et les taxes applicables n'ont pas été payés ou n'ont pas fait l'objet d'une garantie, le cas échéant;
- e) s'il se présente d'autres motifs de non-acceptation définis par le Service par décision de portée générale dûment publiée au Journal officiel *La Gaceta*.

En cas de non-acceptation de la déclaration, les erreurs et omissions seront signalées et il sera procédé conformément à l'article 89 de la Loi."

"Article 244. **Motifs spécifiques de non-acceptation de la déclaration en douane qui n'a pas été transmise par voie électronique.** Les déclarations en douane qui ne sont pas transmises par voie électronique, dans les cas d'exception établis dans le présent règlement, ne seront pas acceptées dans les cas suivants:

[...]

- e) Si tous les espaces disponibles du formulaire autorisé par le Service des douanes n'ont pas été remplis alors que le déclarant était dans l'obligation de les remplir.

[...]"

"Article 245. **Vérification de la déclaration en douane.** Quels que soient la modalité ou le régime douanier choisis, l'autorité douanière pourra recourir à des critères sélectifs et aléatoires pour contrôler la véracité des renseignements déclarés concernant les unités de transport, les véhicules, les colis ou les marchandises, au moyen d'une révision documentaire, d'une inspection physique, ou par les deux méthodes, sauf disposition spéciale contraire du présent règlement.

Toute déclaration en douane dont la valeur a été déterminée par l'importateur sera soumise à un processus sélectif et aléatoire visant à établir si une vérification immédiate des renseignements déclarés doit être effectuée. S'il y a lieu de pratiquer cette vérification immédiate, les autorités pourront ordonner la révision des documents ou l'inspection physique des marchandises. La vérification documentaire consistera à analyser les renseignements déclarés et à les confronter avec les documents qui appuient la déclaration, avec les autres renseignements demandés au déclarant ou à l'agent en douane, et avec l'information figurant dans les archives ou dans la base de données du Service.

Si la douane ne dispose pas de la déclaration en douane ou des documents qui y sont annexés et qu'il y a lieu d'effectuer une révision documentaire ou une inspection physique, le déclarant devra les présenter dans un délai maximal de 24 heures à compter de l'acceptation de la déclaration.

Article 246. **Procédure d'inspection physique.** L'inspection physique des marchandises s'effectuera de la manière suivante:

- a) Lieu de l'inspection: L'inspection physique se réalisera dans les zones d'opération douanière généralement réservées à cette fin, dans les installations de l'autorité douanière ou dans celles des auxiliaires autorisés à cet effet. Exceptionnellement, la douane pourra autoriser que l'inspection physique des marchandises ait lieu dans d'autres installations, si des motifs conformes à la législation justifient ce traitement.
- b) Mode de réalisation de l'inspection physique: Pour la mise en œuvre de l'inspection physique, la Direction générale publiera des directives concernant les critères d'échantillonnage qui devront être appliqués, les opérations qui devront être réalisées en fonction de la nature des marchandises et du régime ou de la modalité demandés et les cas qui exigeront une inspection détaillée ou spécifique.
- c) Participants à la réalisation de l'inspection physique: L'inspection physique sera réalisée par l'agent des douanes compétent en la matière. L'agent devra exécuter cette tâche en présence des fonctionnaires des organes de contrôle lorsque ceux-ci en feront la demande dans le cadre de leurs fonctions de contrôle.

Le déclarant est en droit d'assister à l'inspection physique des marchandises dans les termes établis à l'article 97 du RECAUCA.

L'auxiliaire responsable de la garde des marchandises et les autres intéressés devront mettre à la disposition de l'agent des douanes qui exécute l'inspection les installations et l'assistance nécessaires et, à sa demande, devront notamment ouvrir les colis, les rassembler et les disposer aux fins de l'inspection.

"Article 247. **Résultat de la vérification et levée des marchandises.** Une fois vérifiée la conformité entre la déclaration et les marchandises qui font l'objet du dédouanement, l'affectation de celles-ci au régime ou à la modalité demandés sera autorisée et le déclarant pourra en disposer.

S'il se présente des différences entre la déclaration et les renseignements qui auraient dû être déclarés, la douane effectuera les corrections et ajustements correspondants et en notifiera le déclarant ou son représentant.

Dans ce cas, la douane devra engager, par l'intermédiaire du bureau compétent, la procédure de sanction ou déposer les plaintes correspondantes.

Sans préjudice de ce qui précède, l'autorité douanière pourra autoriser la levée des marchandises à la demande du déclarant, après constitution de la garantie, conformément aux règles énoncées à l'article 100 de la Loi. La levée sous garantie pourra également intervenir dans les autres cas mentionnés dans l'article 100 de la Loi."

"Article 248. **Exercice du contrôle permanent et du contrôle *a posteriori*.** Indépendamment du résultat de la vérification, l'autorité douanière pourra, dans le cadre de ses attributions, exercer un contrôle permanent et un contrôle *a posteriori*, conformément aux dispositions des articles 59 à 62 du CAUCA, à celles des articles 22 et suivants de la Loi, à celles de l'article 59 de la même Loi et aux autres textes législatifs applicables. La vérification immédiate ne limitera en rien les pouvoirs de l'autorité douanière en matière de contrôle ultérieur. Les organes de contrôle dépendant du Service seront compétents pour surveiller, contrôler, vérifier et évaluer l'application des dispositions douanières et des dispositions relatives au commerce extérieur selon le cas, non seulement à la suite du dédouanement des marchandises, mais aussi avant et pendant cette opération. À ces fins, l'intervention de ces organes de contrôle au cours de la procédure de vérification immédiate n'entraînera pas la suspension du délai établi par la Loi pour l'achèvement de cette vérification immédiate."

"Article 251. **Examen préalable des marchandises.** Le déclarant, l'agent en douane qui le représente ou son assistant, pourront réaliser un examen préalable des marchandises avant de demander l'affectation de celles-ci à un régime douanier. Dans la déclaration en douane respective, il sera indiqué que les marchandises ont fait l'objet d'un examen préalable."

"Article 252. **Participation du dépositaire.** Le dépositaire en douane devra apporter les installations et l'assistance nécessaires à la réalisation de l'examen préalable et prendre toutes mesures de sécurité visant à assurer la préservation et la garde des marchandises soumises à cette opération. Le résultat de l'examen préalable devra figurer sur un acte signé par l'agent qui l'a effectué et par le représentant du dépositaire en douane.

Si l'examen établit que des colis ou des marchandises manquent ou sont en excédent, ou que des dommages ou des irrégularités affectent les marchandises ou leurs emballages, la personne qui a réalisé l'inspection préalable en avisera immédiatement la douane afin que les mesures correspondantes puissent être adoptées. Le dépositaire en douane rendra compte de l'irrégularité rencontrée dans les documents ou les archives concernant les marchandises qui ont fait l'objet de l'inspection préalable."

"Article 253. **Prélèvement d'échantillons.** Des échantillons de marchandises pourront être prélevés pour satisfaire à des prescriptions non tarifaires d'inscription ou d'autorisation d'entrée, ou pour déterminer l'exactitude de la classification tarifaire des marchandises.

Les échantillons prélevés seront assujettis au paiement des taxes respectives et strictement limités à la quantité nécessaire pour effectuer les analyses correspondantes. Il incombera au dépositaire en douane de contrôler les marchandises quittant ses installations en qualité d'échantillons et d'en maintenir des registres."

"Article 263. **Autorisation relative aux véhicules.** Le transit douanier devra s'effectuer uniquement dans des véhicules ou des unités de transport dûment inscrits conformément aux dispositions de l'article 41 de la Loi et de l'article 128 du présent règlement. Les unités de transport étrangères utilisées pour le transit douanier pourront entrer et circuler sur le territoire douanier sous couvert du régime d'importation temporaire et pendant la période autorisée, après accomplissement des formalités exigées. Ces unités pourront être utilisées, à leur sortie du territoire douanier national par n'importe quel bureau de douane pour le transport de chargements destinés directement à l'exportation, et ne pourront pas servir au transport intérieur des marchandises. Les véhicules munis de plaques d'immatriculation étrangères seront régis par les normes communautaires et les traités internationaux."

"Article 264. **Transit douanier au moyen d'unités de transport qu'il n'est pas possible de plomber.** Si le transit des marchandises s'effectue au moyen d'unités de transport qu'il n'est pas possible de plomber, l'autorité douanière établira les conditions de sécurité nécessaires au transit douanier, telles que la vérification des marchandises, le prélèvement d'échantillons, l'exigence de la facture commerciale, le placement de scellés ou de marques d'identification sur chaque colis, l'utilisation de bâches, de bandes, de sangles spéciales et de matériel complémentaire pour arrimer le chargement."

"Article 266. **Transmission de la déclaration de transit.** Le transporteur devra transmettre à la douane par voie électronique la déclaration de transit douanier sous le format établi par la Direction générale, et présenter les documents d'attestation."

"Article 267. **Acceptation de la déclaration de transit douanier.** La déclaration sera acceptée immédiatement après qu'elle aura été présentée à la douane avec ses documents annexes, et une fois remplies les conditions réglementaires et les formalités exigées pour ce régime. La douane indiquera s'il convient d'autoriser le transit ou d'ordonner un acte immédiat de vérification.

S'il n'y a pas lieu d'ordonner un acte immédiat de vérification, la douane de sortie numérottera la déclaration de transit et délivrera l'autorisation de départ au transporteur qui a déclaré le transit. Les pièces annexes présentées avec la déclaration de transit seront identifiées par le même numéro. Si un acte de vérification a été effectué et les marchandises ont été trouvées conformes, les dispositions du précédent paragraphe devront être appliquées en faisant état, sur la déclaration de transit, de l'identification des nouveaux plombs au cas où il aurait été nécessaire de les placer.

Si le résultat de la vérification s'avère non conforme à la déclaration de transit, l'acte respectif sera dressé, afin que les procédures puissent être engagées ou qu'un recours puisse être déposé

contre les mesures judiciaires pertinentes, et remis au chef du bureau de douane qui prendra les mesures correspondantes."

"Article 278. **Activités des douanes de destination et de sortie.** La douane de destination fera part à la douane de sortie de l'arrivée du véhicule et de l'unité de transport en transit, ainsi que de toute irrégularité observée à la réception. Dans tous les cas, l'enquête concernant les marchandises en transit non reçues et les autres irrégularités incombera à la douane de sortie, de même que l'application de sanctions; à cet effet la douane de destination devra prêter toute la collaboration nécessaire. En cas de divergence, l'autorité douanière sera habilitée à demander les renseignements qui s'avéreraient nécessaires au transporteur agréé et aux autres auxiliaires ayant pris part au transit, et prendra les mesures administratives correspondantes."

"Article 285. **Déclaration de transbordement.** Le transporteur ou la personne qui, conformément au document de transport, dispose des marchandises devra présenter la déclaration de transbordement à la douane, sous le format établi par la Direction générale.

Les opérations de transbordement pourront avoir lieu uniquement dans les installations de la douane de contrôle, dans les entrepôts sous douane ou dans les zones d'opération autorisées par la Direction générale, sous réserve que les installations remplissent les conditions appropriées de sécurité et de manutention. Le transbordement devra s'effectuer sous contrôle et dans les conditions déterminées par l'autorité douanière, dans un délai maximal de 24 heures ouvrables à compter de l'autorisation respective, à moins que l'autorité douanière ne concède, pour des raisons justifiées, un délai supérieur."

"Article 298. **Rapport de marchandises abandonnées.** Le dépositaire devra présenter à la douane de contrôle, dans les 15 premiers jours de chaque mois, une liste des marchandises dont la durée d'entreposage a atteint un an le mois précédent, sous les formats définis par la Direction générale. Sur cette liste devront figurer au moins les renseignements suivants:

- a) Numéro d'identification du document d'entrée à l'entrepôt sous douane.
- b) Date de réception des marchandises.
- c) Quantité, classe de colis, marques, références, contremarques et numérotation des colis, le cas échéant.
- d) Indication de l'état des marchandises.
- e) Tout autre renseignement exigé par décision de portée générale dûment publiée au Journal officiel *La Gaceta*. Outre le rapport visé au présent article, le dépositaire pourra présenter une déclaration souscrite sous la foi du serment par un agent en douane, donnant une description des marchandises, leur classification tarifaire, leur quantité et les droits applicables, afin que la douane de contrôle puisse engager les procédures de mise aux enchères des marchandises."

"Article 319. **Documents relatifs à la valeur en douane et à l'origine des marchandises.** Les déclarations en douane relatives aux marchandises dont la valeur en douane est inférieure ou égale à 1 000 pesos centraméricains, et relatives aux importations réalisées par l'État et les organismes publics, n'auront pas à être accompagnées d'une déclaration de la valeur en

douane des marchandises. Seront également exemptées de cette exigence les marchandises désignées par la Direction générale.

Lorsqu'un traitement préférentiel est demandé à l'égard de marchandises visées par un programme d'allégement tarifaire ou par un accord international imposant l'obligation de présenter ou de transmettre électroniquement un document attestant l'origine des marchandises, la déclaration devra se prévaloir de ce document dans les conditions établies par les normes qui le régissent."

"Article 320. **Acceptation et vérification de la déclaration en douane.** Pour être acceptée, la déclaration en douane devra être transmise par voie électronique à la douane sur la base des renseignements figurant dans les documents d'attestation.

Concernant les cas exceptionnels, autorisés par le présent règlement, dans lesquels la déclaration en douane est remplie d'office, l'agent des douanes effectuera directement la saisie des renseignements correspondants dans le système informatique du Service.

Une fois acceptée la déclaration en douane, la douane indiquera s'il y a lieu d'ordonner l'acte immédiat de vérification ou si elle autorise la levée des marchandises."

"Article 321. **Contrôle de paiement.** La douane n'ordonnera en aucun cas la levée des marchandises sans que la procédure de contrôle de paiement ait été accomplie.

On entend par contrôle de paiement la procédure permettant de vérifier que le montant de l'obligation fiscale/douanière a été effectivement payé par un dépôt en espèces auprès des établissements bancaires correspondants, ou, si la constitution d'une garantie a été autorisée, que celle-ci a effectivement été accordée et déposée pour le montant correspondant.

La douane vérifiera les dépôts effectués à titre de paiement de droits par confrontation avec la transmission électronique de l'établissement financier chargé de les percevoir. La Direction générale pourra souscrire avec ces établissements des accords relatifs aux procédures et aux responsabilités concernant les renseignements transmis, conformément aux normes spécifiques régissant la matière."

"Article 324. **Restitution de documents.** Au moment de l'autorisation de levée des marchandises, le formulaire original de la déclaration en douane et les documents annexes présentés à la douane seront restitués à l'agent en douane et aux autres auxiliaires autorisés à présenter directement les déclarations à la douane, aux fins de conservation. Ces auxiliaires seront responsables de la garde et de la préservation des documents aux fins des dispositions de la loi. Cette documentation devra être mise à la disposition de l'autorité douanière lorsque celle-ci le demandera.

Les documents correspondant à des déclarations en douane traitées d'office seront conservés par la douane."

"Article 326. **Procédure relative au prélèvement d'échantillons.** La douane procédera au prélèvement des échantillons après avis au consignataire ou à l'agent en douane. Sur le formulaire conçu pour rendre compte de l'acte de prélèvement, le fonctionnaire indiquera la

date, la description détaillée des échantillons, les emballages utilisés pour leur protection et toute autre circonstance ayant eu une incidence sur l'opération.

Le prélèvement d'échantillons devra respecter les procédures que la Direction générale aura établies à l'aide de manuels appropriés.

Cette procédure ne fera pas obstacle à la levée des marchandises, à moins qu'une possible infraction fiscale/douanière ou pénale ne soit observée, auquel cas les actions pertinentes seront immédiatement engagées.

L'échantillon sera rendu à l'intéressé sans autres dommages que ceux qu'a pu causer la mise en œuvre de l'analyse à laquelle il a été soumis. La valeur de l'échantillon détruit au cours de l'examen sera déduite de la base d'imposition de l'obligation fiscale/douanière finale, s'il est possible de déterminer que cette destruction a été commise."

"Article 329. **Demande d'autorisation de levée par constitution de garantie.** La levée des marchandises par constitution de garantie pourra être autorisée uniquement par le chef de bureau, ou par la personne que celui-ci désignera, après vérification de l'application adéquate des dispositions et des conditions établies par la législation. Si la levée sous garantie est demandée en vertu de divergences observées pendant la procédure de vérification immédiate, la douane poursuivra les formalités de la déclaration, et il sera procédé à la détermination du montant de la garantie correspondante."

"Article 330. **Conservation des garanties et procédures postérieures à la levée.** En aucun cas la levée ne pourra être autorisée tant qu'il n'aura pas été démontré, par les moyens établis par décision de portée générale, que la garantie a été déposée.

Les garanties seront conservées par la douane qui a autorisé la levée des marchandises, sous la garde du bureau compétent, dans un établissement bancaire ou toute autre institution offrant les services de garde dans des conditions satisfaisantes pour le Service. Dans tous les cas, le contrôle, la mise à jour et l'application des garanties incomberont à la douane qui a autorisé la levée des marchandises, conformément aux articles 65 et 66 de la Loi, sauf si le Service, par des dispositions administratives de caractère général, modifie la procédure et désigne un autre organe."

"Article 331. **Déclaration en douane anticipée.** La déclaration en douane pourra être transmise au maximum 24 heures et au minimum une heure avant l'arrivée du véhicule au port douanier, dans les cas prévus à l'article 87 du RECAUCA.

"Article 332. **Conditions d'acceptation et de traitement du dédouanement par déclaration anticipée.** La Direction générale des douanes pourra définir les conditions d'acceptation de la déclaration en fonction des besoins en matière d'infrastructure physique et technologique du traitement de ces déclarations et de l'exercice d'un contrôle adéquat. La douane de contrôle compétente définira les zones d'opération douanière dans lesquelles devra avoir lieu l'inspection physique des marchandises et où devront être déposées pour révision les marchandises déclarées, s'il n'existe pas d'entrepôts sous douane dans sa zone de compétence territoriale. Le dépôt des marchandises dans ces installations ne sera pas nécessaire dans les cas suivants:

- a) envois urgents en raison de leur nature ou du fait qu'ils répondent à un besoin dûment justifié;
- b) envois à titre d'aide;
- c) entrée et sortie de personnes décédées;
- d) échantillons sans valeur commerciale;
- e) importations non commerciales;
- f) cas autorisés par la Direction générale au moyen d'une décision de portée générale."

"Article 339. **Refus de la demande.** Le remplacement de marchandises qui ne sont pas susceptibles d'être identifiées ni individualisées par des numéros, des séries, des modèles ou des moyens similaires ne sera pas autorisé.

Pareillement, le remplacement ne sera pas autorisé si la déclaration d'importation définitive ne permet pas de contrôler que les marchandises importées à l'origine sont les mêmes que celles qui sont présentées pour être remplacées, ou s'il n'est pas possible de vérifier que les conditions exigées par la législation sont respectées."

"Article 340. **Autorisation de la demande.** Avant de délivrer l'autorisation, la Direction générale pourra ordonner les tests ou les inspections qu'elle estimera pertinents, aux frais de l'intéressé. Dans l'autorisation respective, la Direction générale ordonnera de laisser sans effet la première déclaration et demandera au bureau compétent d'appliquer le montant des droits versés à la déclaration couvrant la marchandise de remplacement."

"Article 341. **Déclaration en douane et documents annexes.** La déclaration en douane couvrant les marchandises de remplacement sera traitée conformément aux procédures établies pour le régime d'importation définitive, et s'appuiera sur l'acte administratif qui a autorisé le remplacement et sur une copie certifiée, ou visée par tout autre moyen admis par la Direction générale, de la déclaration d'exportation respective.

Dans tous les cas, les marchandises devront faire l'objet d'une inspection physique de la douane."

"Article 366. **Délai d'introduction des bagages non accompagnés.** Le voyageur aura le droit d'importer des bagages non accompagnés pendant une durée de trois mois avant ou après son arrivée dans le pays, sous réserve qu'il démontre que les marchandises proviennent de son pays de résidence ou d'un des pays qu'il a visités. Les bagages pourront entrer sur le territoire par une voie différente de celle du voyageur.

Les bagages non accompagnés qui n'ont pas été retirés dans les trois mois suivant leur entrée seront réputés abandonnés et assujettis au paiement des droits d'importation. La douane de contrôle ordonnera le transfert de ces bagages abandonnés à un entrepôt sous douane, en vue de leur vente aux enchères."

"Article 378. **Priorité et facilitation du dédouanement des envois à titre d'aide.** Le Service donnera la priorité aux marchandises considérées comme des envois à titre d'aide aux termes de l'article 200 du RECAUCA et de l'article 118 de la Loi, et facilitera leur entrée, leur transit ou leur sortie et mise en libre circulation, eu égard aux circonstances particulières d'urgence de chaque cas concret. Aux fins du présent règlement, les situations d'urgence nationale seront déterminées par la Commission nationale des situations d'urgence, qui relève du Ministère de la Présidence."

"Article 379. **Respect des obligations à l'importation.** Les licences d'importation correspondantes pourront être présentées postérieurement à l'entrée des marchandises. Néanmoins, s'agissant d'aliments ou de médicaments et de toute marchandise soumise à des conditions sanitaires, le Service, en coordination avec les autorités compétentes, fera en sorte que les contrôles pertinents soient réalisés très rapidement avant d'autoriser la sortie des marchandises."

"Article 380. **Entrée des envois à titre d'aide.** La douane d'entrée procédera d'office au dédouanement des envois à titre d'aide. L'organisme requérant devra présenter à la douane la liste détaillée des envois à titre d'aide délivrée par l'autorité requérante ou par les autorités douanières du pays d'exportation."

"Article 382. **Entrée et vérification des envois à titre d'aide sans déclaration préalable de situation d'urgence.** L'autorité douanière pourra autoriser l'entrée d'envois à titre d'aide consignés à des organismes sociaux, à des établissements de bienfaisance, à des organisations non gouvernementales, à des associations ou à des fondations d'intérêt public, selon le cas, au moment défini par la direction du bureau de douane, si les marchandises sont endossées à l'ordre de la Commission nationale des situations d'urgence."

"Article 390. **Présentation de la facture commerciale avec la déclaration.** L'intéressé présentera la facture commerciale en même temps que la déclaration en douane. Si la valeur facturée des marchandises dépasse 1 000 pesos centraméricains, il sera nécessaire de présenter, en outre, la déclaration de la valeur douanière. L'intéressé devra démontrer que les réglementations non tarifaires auxquelles sont soumises les marchandises ont été respectées."

"Article 396. **Déclaration définitive.** La déclaration définitive devra être effectuée dans le délai fixé à l'article 125 de la Loi et satisfaire à toutes les exigences du régime auquel seront affectées les marchandises. À ces fins une inspection préalable des marchandises pourra être mise en œuvre."

"Article 402. **Déclaration provisoire.** À l'arrivée des marchandises au port douanier, la déclaration en douane d'importation devra être transmise à la douane de contrôle et il sera nécessaire de démontrer le paiement des droits."

"Article 403. **Déclaration définitive.** La déclaration en douane d'importation définitive devra être présentée à la douane de contrôle dans un délai de trois jours ouvrables à compter de la réception du véhicule et de l'unité de transport dans les installations habilitées."

À ces fins une inspection préalable des marchandises pourra être mise en œuvre."

"Article 409. **Objet de la modalité.** Les expéditions de marchandises d'importation effectuées par des entreprises de transport exprès seront régies par les dispositions des articles 204 à 207 du RECAUCA et les dispositions de la présente section."

"Article 410. **Classification des envois.** Les envois relevant de la présente modalité seront classés dans l'une des catégories suivantes:

- a) Envois de documents: messages, renseignements et données envoyés sur papier ou au moyen de lettres, de photographies ou encore sur des supports magnétiques ou électromagnétiques, relatifs aux activités bancaire, commerciale, judiciaire, journalistique et autres, y compris les catalogues mais à l'exception des logiciels, sans valeur commerciale et non soumis au versement de droits ni à des restrictions ou des prohibitions.
- b) Envois d'échantillons sans valeur commerciale, non soumis à des restrictions ou à des prohibitions.
- c) Envois de marchandises soumises au versement de taxes: marchandises dont la valeur douanière ne dépasse pas 1 000 pesos centraméricains. Les marchandises de cette catégorie dont la valeur n'est pas supérieure à 500 pesos centraméricains pourront être envoyées sous la responsabilité de l'entreprise de transport exprès.
- d) Envois généraux: autres envois de marchandises non comprises dans les précédentes catégories, de marchandises destinées à un régime autre que l'importation définitive et de marchandises importées sous la modalité des petits envois sans caractère commercial régis par les articles 93 du CAUCA et 214 et suivants du RECAUCA."

"Article 413. **Présentation du manifeste de transport exprès.** L'entreprise de transport exprès devra, au moins deux heures avant l'arrivée et sans préjudice des trajets qui sont effectués en une durée inférieure, présenter à la douane par transmission électronique de données un document qui se dénommera manifeste de transport exprès, sur lequel figureront individuellement les lettres de transport exprès acheminées par le véhicule qui les fait entrer sur le territoire national.

Le manifeste de transport exprès devra décrire séparément les envois, conformément aux catégories signalées dans la présente modalité.

On entendra par lettre de transport exprès le document qui rend compte du contrat passé entre l'expéditeur et la société fournissant les services de courrier et qui joue, pour chaque envoi, le rôle de connaissance. Sur ce document devront figurer une description détaillée du contenu de chaque colis et les autres données établies dans le présent règlement."

"Article 416. **Procédure de transmission du manifeste de transport exprès.** Après la transmission à la douane, sous les formats autorisés, du manifeste de transport exprès contenant les renseignements exigés et l'acceptation de ce manifeste par la douane, celle-ci indiquera s'il convient d'ordonner un acte immédiat de vérification à l'arrivée des

marchandises. Si tel est le cas, l'examen se réalisera dans les installations autorisées à cette fin et l'entreprise devra isoler les colis ou les marchandises soumis à vérification."

"Article 417. **Dédouanement de documents.** Dans le cas des colis contenant des documents, comme ceux qui sont décrits à l'alinéa a) de l'article 410 du présent règlement, la simple présentation du manifeste indiquant le nombre de colis, le consignataire, le poids brut en kilogrammes habilitera l'entreprise de transport exprès à mettre les documents en circulation immédiatement, sans que la présentation d'une déclaration en douane soit nécessaire.

Si le manifeste n'indique pas qu'il s'agit de ce type de marchandises, celles-ci devront être transférées aux entrepôts sous douane."

"SECTION VIII

Envois urgents en raison de leur nature ou du fait qu'ils répondent à un besoin dûment justifié"

"Article 420. **Traitement d'office par la douane des envois urgents en raison de leur nature ou du fait qu'ils répondent à un besoin dûment justifié.** L'importation définitive de marchandises sous la modalité des envois urgents en raison de leur nature ou du fait qu'ils répondent à un besoin dûment justifié pourra faire l'objet d'une demande verbale du consignataire qui devra fournir tous les renseignements et présenter tous les documents nécessaires à la douane pour que celle-ci puisse déterminer l'obligation fiscale/douanière, élaborer le formulaire de déclaration en douane et procéder au traitement d'office. L'affectation des marchandises sera considérée comme formellement demandée lorsque la pièce justificative du paiement des droits fiscaux aura été présentée à la douane, s'il y a lieu, et que les renseignements et les documents nécessaires auront été fournis à celle-ci."

"Article 422. **Déclaration anticipée.** Le dédouanement anticipé de marchandises répondant à la définition des envois urgents énoncée à l'article 202 du RECAUCA et à l'article 130 de la Loi pourra être demandé au titre des articles 55 du CAUCA, 87 du RECAUCA et 112 de la Loi, sous réserve que soit présenté, en même temps que la demande, l'avis médical démontrant le caractère urgent ou indispensable de ces marchandises."

"Article 423. **Réception et transfert des sacs postaux.** L'autorité postale sera chargée de la réception des sacs postaux entrés sur le territoire douanier et de leur transfert au Centre de tri. Les sacs devront rester fermés, conformément aux mesures de sécurité pertinentes, dans les unités de transport autorisées à cet effet. Les services postaux seront responsables des conséquences fiscales de tout dommage, perte ou soustraction du contenu des envois lorsque ces faits pourront leur être imputés, sauf cas fortuit ou de force majeure dûment démontré à l'autorité douanière."

"Article 429. **Importation définitive des envois postaux non commerciaux.** En cas de demande d'importation définitive, la déclaration en douane sera traitée d'office par la douane, à l'aide du format autorisé par la Direction générale, après que le destinataire aura satisfait aux prescriptions tarifaires et non tarifaires exigées pour autoriser le régime.

Une fois respectées les exigences, les marchandises feront l'objet d'une vérification. La notification du droit fiscal que le destinataire devra payer dans les succursales bancaires figurera sur le résultat de cette vérification. Après avoir vérifié que le paiement a été effectué, l'agent des douanes autorisera la levée des marchandises, qui seront alors remises à leur destinataire par l'autorité postale.

Le fonctionnaire des services postaux pourra assister à l'acte d'inspection physique lorsque cela sera approprié selon les critères établis par la douane.

Les marchandises expressément abandonnées et les marchandises considérées comme légalement abandonnées en vertu des conventions postales seront soumises à la procédure de la vente aux enchères ou détruites conformément aux dispositions de la Loi et du présent règlement.

Les marchandises déclarées sous la modalité des petits envois sans caractère commercial, conformément à l'article 93 du CAUCA, seront dédouanées selon la procédure établie pour ce type de marchandises."

"Article 433. **Traitement d'office par la douane, déclaration de valeur et facture commerciale.** Le consignataire pourra formuler une demande verbale d'importation définitive de marchandises sous la modalité de l'importation non commerciale. Il devra fournir tous les renseignements et présenter tous les documents nécessaires à la douane pour que celle-ci puisse déterminer l'obligation fiscale/douanière, élaborer le formulaire de déclaration en douane et procéder au traitement d'office de cette déclaration.

L'affectation des marchandises sera considérée comme formellement demandée lorsque la pièce justificative du paiement des droits fiscaux aura été présentée à la douane, s'il y a lieu, et que les renseignements et les documents nécessaires lui auront été fournis.

La présentation de la déclaration de la valeur en douane et de la facture commerciale ne sera pas nécessaire pour ce type de marchandises. Néanmoins, en cas de doute concernant la valeur en douane des marchandises au cours de la procédure de vérification, la facture commerciale ou tout autre élément de preuve permettant de déterminer cette valeur pourront être demandés au consignataire."

"Article 435. **Cadre d'application.** Le régime d'importation temporaire est applicable aux marchandises visées par l'accord international, la Loi et le présent règlement, provenant directement de l'étranger, et aux marchandises qui ont été soumises à un régime non définitif, si toutefois cela est approprié. Les marchandises importées à titre temporaire pourront être soumises aux opérations nécessaires pour assurer leur préservation au cours de leur admission sur le territoire douanier."

"Article 436. **Identification des marchandises.** Le Service des douanes pourra autoriser l'importation temporaire s'il est possible d'identifier les marchandises grâce à des marques, des numéros, des tampons, des mesures ou toute autre caractéristique spécifique.

Si les marchandises ne sont pas pleinement identifiables, l'autorité douanière adoptera les mesures qu'elle juge nécessaires pour garantir leur identification et le contrôle de leur utilisation. Le Service des douanes appliquera ses propres mesures d'identification uniquement si celles qui sont utilisées par les moyens commerciaux ne sont pas suffisantes.

Ces mesures pourront être des photographies, des indications permanentes apposées sur les marchandises ou l'extraction d'échantillons.

Exceptionnellement, la douane pourra autoriser ce régime si, compte tenu de la nature de la marchandise ou des opérations qui doivent être exécutées, l'absence de moyens d'identification ne risque pas d'entraîner un abus d'utilisation du régime."

"Article 439. **Déclaration en douane.** La demande de régime d'importation temporaire devra être présentée à la douane compétente, à l'aide du formulaire de déclaration établi par la Direction générale et en utilisant le même format et les mêmes données qui sont exigés pour l'importation définitive, sauf exceptions établies par le présent règlement et en ajoutant les données ci-après:

- a) identification de la catégorie des marchandises faisant l'objet de la demande, conformément à la Loi et au présent règlement;
- b) délai demandé et date d'expiration.

Les demandes d'importation temporaire seront transmises par courrier électronique, à l'exception de celles de la catégorie Tourisme qui pourront être présentées à l'aide du formulaire autorisé par la Direction générale. Les déclarations d'importation temporaire de la catégorie Tourisme seront traitées d'office par l'autorité douanière."

"Article 440. **Annulation du régime.** Le régime d'importation temporaire sera annulé pour les raisons suivantes:

- a) si les marchandises sont réexportées pendant le délai établi;
- b) si les marchandises sont affectées à un autre régime pendant le délai établi;
- c) si les marchandises font l'objet d'une destruction totale par force majeure, cas fortuit ou sur autorisation de l'autorité douanière, après examen des preuves présentées par l'intéressé et démontrant la situation invoquée à la satisfaction de la douane;
- d) si les marchandises font l'objet d'un abandon volontaire en faveur du fisc;
- e) si les marchandises sont utilisées à d'autres fins que celles qui ont été indiquées dans la demande, sans préjudice des actions pertinentes;
- f) conformément à l'article 139 du RECAUCA, si, à l'expiration du délai d'admission autorisé, les marchandises importées temporairement n'ont pas été réexportées ou affectées aux traitements légalement autorisés; dans ce cas, elles seront considérées comme importées définitivement sur le territoire douanier et, en conséquence, assujetties aux droits et taxes en vigueur à la date d'expiration du délai et au respect des obligations douanières non fiscales; par ailleurs, la douane imposera la sanction correspondant à l'infraction commise.

Si les marchandises ont fait l'objet d'un vol ou d'un larcin dûment démontré, auquel cas l'autorité douanière annulera ou suspendra l'avantage et informera les autorités compétentes pour que les marchandises, si elles sont retrouvées, soient immédiatement placées sous contrôle douanier."

"Article 442. **Mise en œuvre de la garantie.** Dans les cas mentionnés aux alinéas e) et f) de l'article 440 ci-dessus, la garantie sera appliquée conformément à la procédure décrite dans le présent règlement.

Dans les cas où aucune garantie n'aurait été constituée, l'autorité douanière procédera au recouvrement de l'obligation fiscale/douanière conformément aux dispositions des articles 196 et suivants de la Loi."

"Article 444. **Sujets autorisés.** L'autorisation d'importation temporaire de véhicules terrestres, aériens et maritimes à des fins non lucratives sera accordée aux touristes étrangers, ainsi qu'aux ressortissants costa-riciens résidant hors du pays qui peuvent prouver qu'ils ont résidé sans interruption à l'étranger au cours des 12 mois précédant la demande. L'autorisation d'importation temporaire et les prorogations y afférentes peuvent être octroyées par n'importe quel bureau de douane. Les véhicules circulant sur le territoire national doivent impérativement arborer cette autorisation. Si l'importation temporaire est traitée dans un bureau de douane différent de celui de la douane d'entrée, la mobilisation devra s'effectuer dans le cadre du régime de transit intérieur."

"Article 458. **Délai d'admission des marchandises.** L'importation temporaire pourra être autorisée pour un délai allant jusqu'à un mois dans le cas des marchandises relevant des catégories visées à l'article 166 de la Loi: Industrie, Commerce, Foires, Récréation, Sports et Tourisme; dans le cas des marchandises de la catégorie Tourisme, l'autorisation portera sur les produits publicitaires ou de propagande utilisables par tout moyen de communication et liés au tourisme national et international. Ce délai pourra être prorogé par la douane qui a autorisé l'importation temporaire ou par un autre bureau, pour une période supplémentaire allant jusqu'à trois mois. La demande de prorogation devra être déposée avant l'expiration du délai initial autorisé.

La catégorie Foires englobe les événements tels que les expositions, les conventions ou les congrès internationaux organisés dans un but philanthropique, les expositions et les réunions organisées pour encourager la science, la technique, l'artisanat, la religion, le tourisme et les sports. Les importations temporaires relevant de la catégorie Commerce pourront être réalisées par l'intermédiaire de la Chambre de commerce, conformément aux dispositions établies par la Direction générale."

"Article 460. **Catégorie Secteur public.** La douane autorisera l'admission temporaire des marchandises relevant de la catégorie Secteur public pendant une période pouvant atteindre six mois, renouvelable une fois.

Les importations temporaires prévues dans les lois spéciales ou dans les contrats administratifs seront autorisées dans les conditions et les délais établis dans ces lois ou contrats.

Les importations temporaires de machines, d'équipements, d'appareils, d'outils et d'instruments qui seront utilisés dans l'exécution de travaux ou la prestation de services publics, effectuées directement par les co-contractants, seront considérées comme appartenant à cette catégorie. Les importations des marchandises visées par le présent paragraphe seront autorisées dans les conditions et pour le délai établis dans le contrat.

Seront également considérées comme appartenant à cette catégorie les importations temporaires d'articles destinés à répondre à des situations provoquées par des catastrophes ou des phénomènes naturels, notamment les importations de matériel et d'équipements médicochirurgicaux et de laboratoire destinés à des activités non lucratives."

"Article 461. **Matériel professionnel, films et autre matériel destiné à la reproduction de sons et d'images.** L'importation temporaire du matériel professionnel suivant sera autorisée:

- a) le matériel journalistique et de radiotélédiffusion nécessaire aux représentants de la presse, de la radio et de la télévision qui entrent sur le territoire douanier pour réaliser des reportages ou pour enregistrer ou émettre des programmes;
- b) le matériel cinématographique nécessaire à la réalisation de films;
- c) le matériel nécessaire à l'exercice de l'art, du métier, de la profession ou de l'occupation d'une personne résidant hors du territoire douanier et souhaitant réaliser un travail donné sur le territoire national, exception faite de ses effets personnels qui seront régis par le régime qui leur est propre.

Le matériel professionnel ne sera autorisé que pour une utilisation exclusive ou sous la responsabilité du bénéficiaire du régime. La douane autorisera en outre l'admission de films cinématographiques, de bandes magnétiques, de films magnétiques et d'autres supports d'enregistrements sonores et visuels aux fins de sonorisation, de doublage, de projection ou de reproduction."

"Article 462. **Délai et garantie.** La demande d'importation temporaire de matériel professionnel, de films et autres éléments utilisés pour la reproduction de sons et d'images sera présentée par l'intéressé à l'aide du formulaire de déclaration établi par la Direction générale.

La douane autorisera l'admission temporaire de ces marchandises pendant le temps nécessaire au déroulement de l'activité, ainsi que le démontrera une documentation appropriée, étant entendu que cette durée ne pourra en aucun cas dépasser un an et que l'admission restera soumise à la constitution d'une garantie conforme aux dispositions du premier paragraphe de l'article 167 de la Loi."

"Article 465. **Procédure applicable.** L'exportation temporaire de marchandises s'effectuera conformément aux dispositions applicables du régime d'importation temporaire. L'intéressé pourra préciser, dans sa demande, la durée de l'exportation temporaire qui ne pourra pas dépasser six mois à compter de l'acceptation de la déclaration."

"Article 490. **Réexportation.** La réexportation est le régime permettant aux marchandises étrangères arrivées dans le pays, mais qui n'ont pas été importées définitivement, de quitter le territoire douanier. La réexportation de marchandises abandonnées ou à propos desquelles il existe une présomption fondée de faute ou d'infraction pénale douanière ne sera pas autorisée."

"Article 493. **Demande de réexportation de marchandises relevant d'un régime non définitif.** La demande de réexportation des marchandises mentionnées au précédent article s'effectuera auprès de tout bureau de douane, avec l'intervention d'un agent en douane, à l'aide d'une déclaration en douane où figureront les renseignements suivants:

- a) douane, port d'embarquement et date de sortie;
- b) type de transport;
- c) nom et code de l'entreprise de transport;
- d) identification du contrat de transport;
- e) pays de destination et d'arrivée;
- f) port d'arrivée;
- g) localisation et code de situation des marchandises;
- h) quantité et marques des colis;
- i) nomenclature et description des marchandises;
- j) code du déclarant.

Numéro et date de la déclaration du régime dont relèvent les marchandises, avec indication des quantités exactes des marchandises qui seront réexportées et de celles qui resteront soumises au régime visé par la déclaration. La présentation de la déclaration ne sera pas exigée pour la réexportation de véhicules soumis au régime d'importation temporaire réservé aux touristes."

"Article 507. **Autres opérations relevant du régime.** Les procédures d'autorisation pour les autres opérations des entreprises soumises au régime de perfectionnement actif seront régies, s'il y a lieu, par les dispositions du présent règlement et les autres règles du régime douanier correspondant."

"Article 516. **Opérations et délais de l'exportation temporaire en vue du perfectionnement.** Les opérations de perfectionnement comprennent:

- a) la transformation de marchandises;
- b) l'élaboration de marchandises, notamment leur montage, leur assemblage et leur adaptation à d'autres marchandises;
- c) la réparation et la mise au point de marchandises.

La durée de l'exportation temporaire en vue du perfectionnement passif sera de six mois. Si les marchandises n'ont pas été réimportées à l'expiration de ce délai, l'exportation sera considérée comme définitive."

"Article 539. Inversion dans l'application des méthodes d'évaluation réglementées aux articles 5 et 6 de l'Accord relatif à l'application de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994. Conformément aux dispositions de l'article 252 de la Loi douanière générale, l'importateur devra effectuer la demande par écrit à la douane respective, dans les termes signalés à l'article 285 de la Loi générale sur l'administration publique.

La douane se prononcera, de manière motivée, dans un délai de dix jours, en acceptant ou en refusant la demande."

"Article 541. **Procédure appliquée lorsque l'autorité douanière doute de la véracité ou de l'exactitude de la valeur déclarée.**

[...]

- b) Si l'autorité douanière n'a pas de doute, elle pourra déterminer les droits fiscaux par décision motivée dans les dix jours ouvrables suivant l'expiration du délai accordé, décision qui sera notifiée à l'importateur ou à son représentant légal, avec indication des recours ordinaires établis à l'article 198 de la Loi susmentionnée.

[...]"

"Article 543. **Définitions.** Aux fins du présent règlement, on entendra par:

- Douane de contrôle: Concernant les auxiliaires, la douane chargée d'exercer le contrôle douanier des opérations douanières dans lesquelles intervient l'auxiliaire. Sauf disposition contraire, on entend par douane de contrôle la douane dont la compétence territoriale s'exerce à l'endroit où s'effectue l'opération douanière.
- Douane de destination: La douane sous la juridiction de laquelle se termine une opération de transit douanier.
- Douane d'entrée: La douane sous la juridiction de laquelle se trouvent les postes frontières et autres installations habilitées pour l'entrée des personnes, des véhicules et des unités de transport sur le territoire national.
- Douane de sortie: Pour les régimes d'importation, la douane sous la juridiction de laquelle commence une opération de transit douanier; pour les régimes d'exportation, la douane sous la juridiction de laquelle se trouvent les postes frontières et autres installations permettant la sortie des personnes, des véhicules et des unités de transport du territoire national.
- Manque: Les marchandises qui, bien que déclarées sur le manifeste, n'ont pas été déchargées du moyen de transport associé au manifeste de cargaison.
- Présentation de marchandises: La communication adressée à l'autorité douanière, sous la forme requise, selon laquelle les marchandises sont présentes dans le bureau de douane ou en tout autre lieu désigné ou autorisé par l'autorité douanière.

- Excédent: Les marchandises déchargées du moyen de transport dans lequel elles sont entrées sur le territoire douanier et qui représentent un excès réel par rapport à celles qui figurent aux rubriques respectives du manifeste de cargaison.
- Transfert: Déplacement de marchandises entre le port d'entrée et une zone d'opération douanière située dans les installations de la douane d'entrée, ou déplacement de marchandises entre deux zones d'opérations douanières situées dans la même juridiction."

Le nom du chapitre II du titre V est modifié comme suit:

"CHAPITRE II

Vente aux enchères"

Article 2. Sont modifiés les articles 241, 242, 249, la section III, chapitre I du titre VII, les articles 256, 257, 258, 259, 260, 261 y 262, 316, 322, 338, 371, 383, 430, 517 du Décret exécutif n° 25270-H du 14 juin 1996, comme suit:

"Article 241. **Procédure d'exécution et de présentation de la déclaration en douane.** La présentation de la déclaration en douane des marchandises s'effectuera par transmission électronique de données après accomplissement des formalités douanières. La déclaration, qui devra contenir la détermination et le calcul des droits exigibles, réalisés par le déclarant lui-même, sera présentée en même temps que le paiement anticipé des droits et des taxes préalablement évalués par le déclarant ou par son représentant, selon le cas. Ce n'est que dans les cas expressément définis dans le présent règlement que la déclaration en douane pourra être présentée par des moyens non électroniques, sur le formulaire établi à cet effet, accompagnée des documents exigés par ledit règlement ou par la législation générale ou spécifique.

Dans les cas exceptionnels définis de façon expresse dans le présent règlement, la détermination de l'obligation fiscale/douanière sera réalisée par les agents des douanes, et la déclaration sera traitée d'office."

"Article 242. **Acceptation.** La déclaration en douane sera considérée comme acceptée au moment de son enregistrement dans le système informatique du Service ou dans un autre système autorisé."

"Article 249. **Traitement d'office de la déclaration non déterminée par le déclarant et non transmise par voie électronique.** La détermination de l'obligation fiscale/douanière sera réalisée par les agents des douanes, et la déclaration en douane sera traitée d'office, dans les cas suivants:

- a) importation, par des voyageurs, de marchandises autres que leurs bagages, sous réserve que leur valeur ne dépasse pas le montant indiqué à l'article 90 du Code;
- b) envois à titre d'aide;

- c) envois postaux non commerciaux;
- d) petits envois sans caractère commercial;
- e) échantillons sans valeur commerciale;
- f) importation temporaire à but non lucratif de véhicules automobiles;
- g) importation temporaire concernant les unités de transport;
- h) envois urgents en raison de leur nature ou du fait qu'ils répondent à un besoin dûment justifié.

La détermination d'office envisagée dans ces cas ne préjuge pas des pouvoirs conférés à l'autorité douanière pour déterminer ou ajuster d'office l'obligation fiscale/douanière dans le cadre de contrôles immédiats ou réalisés *a posteriori*. L'autorité douanière exigera à l'intéressé de présenter les autorisations et les permis nécessaires à l'affectation de l'importation et déterminera l'obligation fiscale/douanière. L'autorité douanière élaborera le formulaire correspondant, qui devra être signé par l'intéressé, et les renseignements devront être introduits dans le système informatique."

"SECTION III

Manques de marchandises, excédents de marchandises et rembarquement

"Article 256. **Motifs admissibles dans la justification des manques et des excédents.** Les motifs pouvant être retenus pour justifier les manques de marchandises sont les suivants:

- a) les marchandises n'ont pas été chargées dans le moyen de transport;
- b) elles ont été perdues ou détruites pendant le voyage;
- c) elles ont été déchargées par erreur dans un lieu différent de celui qui figure sur le manifeste;
- d) elles n'ont pas été déchargées du moyen de transport;
- e) le manque de marchandises est dû à un cas fortuit ou de force majeure.

Les motifs pouvant être retenus pour justifier les excédents de marchandises sont les suivants:

- a) il existe des erreurs dans le manifeste de cargaison;
- b) il existe des erreurs dans la transmission;
- c) les marchandises en excédent manquent dans un autre port d'arrivage."

"Article 257. **Responsable de la justification.** Les personnes responsables de la justification des excédents et des manques sont:

- a) le transporteur ou son représentant légal dans le port d'embarquement;

- b) l'exportateur ou le chargeur, lorsque le transporteur a reçu les conteneurs verrouillés par des dispositifs de sécurité;
- c) le consignataire, lorsque celui-ci a effectué l'envoi et que le transporteur a reçu les conteneurs verrouillés par des dispositifs de sécurité, conformément à l'article 81 de la Loi douanière générale.

La justification devra être apportée par le représentant légal du transporteur dans le port d'embarquement, par l'exportateur ou par le chargeur, au moyen d'un document établi devant notaire de l'endroit et dûment légalisé selon la procédure consulaire, ou par le représentant légal dans le pays, agréé auprès de la Direction générale des douanes."

"Article 258. **Moment et endroit de la constatation des manques et des excédents, et délai alloué à la justification.** Les excédents et les manques de marchandises seront constatés lors de leur entrée, une fois terminé le déchargement du moyen de transport, ou au moment de leur réception après déchargement dans un entrepôt sous douane ou dans les installations d'un autre auxiliaire autorisé.

Le transporteur ou son représentant, l'exportateur ou le chargeur et le consignataire, selon le cas, devront justifier les manques ou les excédents de marchandises par rapport à la quantité portée sur le manifeste, dans un délai maximal de 15 jours ouvrables à compter du jour suivant la communication du document de réception du chargement sur lequel il sera fait état de la différence constatée. Cette communication sera effectuée au transporteur ou à son représentant, ou au consignataire."

"Article 259. **Conséquence de la non-justification des excédents et destination des excédents justifiés.** Si les excédents ne sont pas justifiés dans un délai de 15 jours ouvrables, les marchandises excédentaires resteront à la disposition de l'autorité douanière et seront soumises à la procédure de la vente aux enchères. Les marchandises ou les colis excédentaires dont la présence a été justifiée dans un délai de 15 jours ouvrables pourront être rembarqués ou affectés à un régime douanier.

Si l'opération de rembarquement est choisie, la demande sera présentée à l'autorité douanière correspondante par le transporteur, le consignataire ou son représentant, à l'aide des formats établis et par transmission électronique de données ou tout autre moyen autorisé. Si le régime douanier est choisi, la demande devra être formulée conformément aux procédures établies pour ce régime."

"Article 260. **Marchandises en vrac exonérées de justification.** Dans le cas des cargaisons en vrac, la justification des différences ne sera pas requise à condition que celles-ci ne dépassent pas 5 pour cent du poids ou du volume, selon le cas."

"Article 261. **Délai de rectification du manifeste par l'autorité douanière.** Après que les justifications des manques et des excédents auront été présentées et acceptées, l'autorité douanière effectuera, au plus tard le jour ouvrable suivant, les rectifications correspondantes sur le manifeste ou le document qui en tient lieu. Si les manques ou les excédents de colis sont justifiés de façon irréfutable, l'autorité douanière rectifiera le manifeste de la manière suivante:

- a) elle déduira les colis dont l'absence a été justifiée du connaissance ou de la lettre de transport aérien;
- b) elle ajoutera au manifeste du moyen de transport utilisé par les marchandises pour entrer sur le territoire une nouvelle rubrique comprenant l'ensemble des colis excédentaires, dûment justifiés."

"Article 262. **Demande, autorisation et exécution du rembarquement.** La demande de rembarquement ou de renvoi des marchandises étrangères débarquées par erreur sera présentée à l'autorité douanière correspondante par le transporteur, le consignataire ou son représentant, sous les formats et par transmission électronique de données ou tout autre moyen autorisé.

L'autorité douanière autorisera le rembarquement uniquement si les marchandises ne sont pas destinées à un régime douanier, si elles ne sont pas abandonnées et s'il n'existe aucune présomption d'atteinte relevant du droit pénal à leur égard. Aucune garantie ne sera exigée pour accorder l'autorisation de rembarquement.

Une fois autorisé, le rembarquement devra être effectué dans un délai de dix jours ouvrables à compter de l'autorisation respective, à moins que, pour des raisons justifiées, l'autorité douanière ne concède un délai supérieur.

Si le rembarquement n'a pas eu lieu au cours de ce délai, conformément à l'article 73 du RECAUCA, les marchandises seront considérées comme abandonnées, sans préjudice des autres responsabilités qui pourraient découler de ce fait."

"Article 316. **Conditions requises et renseignements qui doivent figurer sur le connaissance.** Le connaissance doit contenir les renseignements suivants:

- a) mention du mode de transport (aérien, terrestre, maritime) et nom du navire dans le cas du trafic maritime;
- b) nom du transporteur et du consignataire;
- c) ports d'embarquement et de destination;
- d) nature, quantité et poids brut des colis, description générique de leur contenu, numéros et marques;
- e) fret convenu;
- f) numéro d'identification permettant de distinguer le connaissance;
- g) lieu et date de délivrance;
- h) signature du transporteur.

S'agissant d'entreprises publiques, si le montant du fret convenu ne figure pas sur le connaissance, le contrat de fret indiquant les conditions et le montant du fret devra être joint; au cas où il ne serait pas possible de présenter ce contrat, l'organisme public visé devra fournir une estimation du montant du fret fondée sur un historique qui devra être présenté à la

douane, sans préjudice du contrôle *a posteriori* que l'autorité douanière pourra effectuer des montants estimés."

"Article 322. **Autorisation de levée des marchandises.** La levée des marchandises sera autorisée dans les cas suivants:

- a) s'il n'y a pas lieu d'effectuer une vérification immédiate de la déclaration;
- b) si, à la suite de la vérification immédiate, aucune différence n'est constatée entre les renseignements déclarés et les observations;
- c) si des différences ont été observées mais:
 - i) elles ont été corrigées par l'intéressé;
 - ii) les ajustements correspondants ont été payés;
 - iii) les amendes imposées par l'acte final selon la procédure établie par la Loi ont été payées. La levée pourra avoir lieu dans les cas précédents si une procédure visant à imposer une amende a été engagée, mais n'a pas abouti à la formulation de l'acte final;
- d) s'il y a lieu d'autoriser la levée sous garantie conformément à la Loi.

La levée ne sera pas autorisée si la marchandise doit faire l'objet d'une saisie administrative ou judiciaire."

"Article 338. **Bien-fondé du remplacement de marchandises.** L'autorité douanière pourra autoriser le remplacement de marchandises refusées par l'importateur dans les cas suivants:

- a) Lorsque les marchandises présentent des vices cachés qui n'ont pas été décelés au moment du dédouanement.

Dans ce cas, si les marchandises qui remplacent les marchandises refusées sont identiques ou similaires et de même valeur que celles-ci, leur importation ne sera pas assujettie au versement de droits ou de taxes. Dans le cas contraire, le déclarant devra verser les différences de droits et de taxes ou pourra, le cas échéant, demander le remboursement des sommes versées en excès.

- b) Lorsque les marchandises ne satisfont pas aux termes du contrat respectif.

Dans ce cas, le remplacement donnera lieu au versement des différences ou au remboursement des droits et taxes correspondants. Dans les deux cas, les marchandises refusées devront avoir été réexpédiées à l'étranger, après autorisation de l'autorité douanière compétente."

"Article 371. **Conditions requises pour bénéficier de l'exemption.** Les voyageurs qui apportent avec eux des marchandises à caractère commercial ne pourront pas bénéficier de l'avantage décrit au précédent article. Cet avantage ne sera pas cumulatif et il sera considéré

comme utilisé en totalité pour la période de six mois, s'il a été appliqué, pour n'importe quel montant, à l'occasion d'un seul voyage.

Cet avantage est personnel et ne peut être transféré.

Pour que le voyageur puisse bénéficier de l'avantage mentionné à l'article 90 du CAUCA, il devra en outre satisfaire aux conditions établies à l'article 211 du RECAUCA. Par ailleurs, conformément à ce dernier article, les commandants de bord, les pilotes, les conducteurs et les membres d'équipage des moyens de transport utilisés pour le trafic international de marchandises pourront apporter de l'étranger ou emporter du territoire national, en franchise de taxes, uniquement leurs vêtements et effets personnels."

"Article 383. **Contrôle douanier.** Le Service des douanes veillera au respect des obligations douanières pour l'entrée, le transit et la sortie de marchandises dans le cadre de cette modalité afin d'éviter qu'elle soit utilisée pour éluder les contrôles douaniers et les contrôles relatifs au commerce extérieur."

"Article 430. **Importations d'envois postaux commerciaux.** Les personnes physiques ou morales qui, en vertu de leur activité, effectuent des importations commerciales par voie postale, devront satisfaire aux prescriptions tarifaires et non tarifaires en vigueur et présenter leur déclaration par l'intermédiaire d'un agent en douane, conformément à l'article 192 du RECAUCA. L'autorité douanière ne pourra pas procéder à une inspection physique des envois postaux si le destinataire ou son représentant n'est pas présent."

"Article 517. **Réimportation de marchandises.** La réimportation de marchandises exportées sous le régime de l'exportation temporaire pour perfectionnement passif, effectuée après l'expiration de la durée au cours de laquelle elles sont autorisées à rester à l'étranger dans le cadre de ce régime, entraînera le paiement des droits et des taxes respectifs, comme si les marchandises étaient importées pour la première fois sur le territoire douanier.

Article 3. Dans le Décret exécutif n° 25270-H du 14 juin 1996, Règlement d'application de la Loi douanière générale, le titre du chapitre II "Procédure de dégroupage et de groupage des marchandises" et le titre de la section I "Dégroupage de marchandises" précédant immédiatement l'article 282, ainsi que le titre de la section II "Groupage de marchandises" précédant immédiatement l'article 283 sont supprimés, et les articles 282, 283 et 284 sont conservés sous le nouvel intitulé de la section V, "Procédure de dégroupage et de groupage de marchandises", comme suit:

"SECTION V

Procédure de dégroupage et de groupage de marchandises

"Article 282. **Opérations de dégroupage.** Les opérations de dégroupage seront effectuées dans la zone d'opération douanière autorisée à cette fin par la Direction générale en tenant compte des conditions d'infrastructure des ports d'entrée et les procédures établies pour chaque régime douanier.

Le dégroupateur devra consigner dans les connaissements qu'il délivrera le numéro d'identification du connaissement global que le transporteur a préalablement présenté à la douane d'entrée."

"Article 283. **Procédure de groupage de cargaison.** La procédure de groupage de cargaison comprend le conditionnement, l'emballage, la palettisation, le marquage et l'étiquetage des colis, le chargement et l'organisation de la cargaison dans les unités de transport de marchandises destinées à l'exportation."

"Article 284. **Emplacement autorisé pour le groupage.** Le groupage de la cargaison devra être réalisé dans les terminaux de fret, les entrepôts sous douane autorisés ou toute autre zone d'opération autorisée par la Direction générale. Les plombs de la douane y seront, en outre, placés sur la cargaison en vue de son embarquement ultérieur."

Article 4. Les articles 47, 159, 221*bis*, 246*bis*, 246*ter*, et les articles 315*bis*, 338*bis*, 344, 410*bis*, la section XI du chapitre VII, le titre VII, les articles 517*bis*, 517*ter* du Décret exécutif n° 25270-H du 14 juin 1996, Règlement d'application de la Loi douanière générale sont complétés comme suit:

"Article 47. **Attributions des organes de contrôle et de vérification.**

[...]

- i) Vérifier l'application des mesures de contrôle nécessaires à la protection des droits relatifs à la propriété industrielle et à la propriété intellectuelle, conformément aux lois spécifiques correspondantes, en coordination avec les différents services, tant administratifs que judiciaires, compétents dans ce domaine."

"Article 159. **Exigences supplémentaires.**

[...]

- f) Les responsables des stationnements provisoires où ont été admises des unités de transport à vide ou des unités de transport contenant des marchandises d'exportation devront placer celles-ci dans des zones réservées à chacune de ces fins. Ces zones devront être dûment identifiées ou munies de panonceaux."

"Article 221*bis*. **Contrôle de l'autorité douanière en cas d'arrivage forcé d'un moyen de transport.** En cas d'arrivage forcé d'un moyen de transport, le transporteur devra avertir l'autorité douanière compétente le jour même où se produit l'arrivage, en indiquant les motifs ou les causes de celui-ci. Lorsque l'autorité douanière prendra connaissance de l'arrivage forcé, à la suite de la notification du transporteur ou par tout autre moyen, elle interviendra immédiatement sur les lieux de l'arrivage et réclamera le manifeste au responsable du moyen de transport. En l'absence de manifeste, l'autorité douanière dressera un acte dans lequel seront spécifiés les renseignements nécessaires.

S'il est établi que l'arrivage forcé s'est produit en raison d'un cas fortuit ou d'une force majeure, la poursuite du voyage, le transbordement ou le déchargement des marchandises pourront être autorisés. Si ce n'est pas le cas, les actions juridiques pertinentes seront appliquées."

"Article 246*bis*. **Délai de la vérification immédiate et levée sous garantie.** Lorsque, conformément aux critères de sélectivité et de randomisation, il y a lieu de réaliser la vérification immédiate des marchandises déclarées, celle-ci sera effectuée dès que le système d'information aura indiqué son bien-fondé et se terminera aussitôt que possible.

Si la vérification immédiate ne peut conclure dans les deux jours ouvrables suivant la date d'enregistrement de la déclaration en douane, le chef du bureau de douane chargé du dédouanement pourra, par décision motivée, autoriser une seule prorogation de deux jours ouvrables.

L'autorité douanière procédera à vérifier et à réviser d'office la détermination de l'obligation fiscale/douanière sur la base des renseignements disponibles conformément à l'article 58 de la Loi, sans préjudice des sanctions qui pourront être infligées ou des poursuites qui pourront être engagées à l'encontre des auxiliaires responsables et du déclarant, s'il s'avère impossible d'engager la procédure de vérification immédiate dans les délais impartis parce que les intéressés:

- a) ne présentent pas les documents qui ont servi de base à la transmission électronique de la déclaration bien que cela leur ait été demandé par la douane,
- b) ne présentent pas d'autres renseignements qui ont été demandés au déclarant ou à l'agent en douane, ou
- c) n'ont pas mis à la disposition de l'agent des douanes les installations et l'assistance nécessaires pour effectuer l'inspection physique des marchandises, conformément aux dispositions légales applicables.

L'autorité douanière pourra autoriser la levée sous garantie à la demande du déclarant, conformément aux règles énoncées par l'article 93*bis* de la Loi. À cette fin, l'autorité douanière effectuera une détermination provisoire de l'obligation fiscale/douanière."

"Article 246*ter*. **Suspension du dédouanement causée par des indices d'infraction.** Conformément à l'article 93*bis* de la Loi, si, au cours de la vérification immédiate, des indices sont découverts selon lesquels il a été commis une infraction administrative ou un délit, et l'autorité douanière estime nécessaire de retenir les marchandises aux fins d'enquête, cette autorité pourra également, par une décision motivée:

- a) empêcher la mise en circulation des marchandises et prendre des mesures administratives ou judiciaires, notamment de prélèvement d'échantillons, ou
- b) refuser la levée sous garantie."

"Article 315*bis*. **Copie de la déclaration en douane officielle du pays exportateur.** La déclaration en douane devra être fondée sur une copie de la déclaration en douane officielle du pays exportateur, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi. Cette copie sera exigée pour le régime d'importation définitive et, au cas où elle serait rédigée dans une langue autre que l'espagnol, une traduction devra en être fournie, sous la responsabilité de l'importateur. Si, sur la déclaration en douane officielle d'exportation, il manque l'une des données exigées par l'article 86 de la Loi parce qu'elle n'est pas obligatoire dans le pays exportateur, l'importateur devra déclarer au verso du document la donnée manquante, en l'attestant par sa signature. Si l'agent en douane dispose de cet exemplaire de la déclaration en douane officielle d'exportation mais non de l'original de la déclaration de l'importateur inscrite au verso, il pourra présenter, aux fins du dédouanement, une photocopie du document au dos duquel figure la déclaration de l'importateur.

Le document comportant la déclaration et la signature originale de l'importateur devra être joint, dans un délai ne dépassant pas trois jours ouvrables après l'autorisation de levée des marchandises, au reste des documents sur lesquels est fondée la déclaration en douane et qui sont conservés par l'agent en douane. Si l'importateur n'effectue pas la déclaration sur le document dans le délai prescrit, l'agent tenu de conserver les documents appuyant la déclaration en douane devra signaler au chef du bureau de douane chargé du dédouanement que cette exigence n'a pas été respectée. Dans ce cas, le chef de bureau ordonnera que pour les expéditions à venir, la copie de la déclaration en douane d'exportation fasse figurer la déclaration respective aux fins de présentation et de transmission de la déclaration en douane. Sans préjudice de ce qui précède, l'autorité douanière pourra prendre les mesures qu'elle estimera nécessaires dans le cadre de ses fonctions de contrôle et de vérification *a posteriori*, et

infliger les sanctions qui seraient applicables à l'importateur et à la personne chargée de conserver les documents originaux.

Aux fins du présent article, le terme "pays d'exportation" s'entend du pays où a débuté le transfert de la marchandise vers le pays d'importation, indépendamment de l'endroit où a été émise la facture commerciale. La copie de la déclaration en douane officielle du pays exportateur ne sera pas exigible pour les modalités d'importation définitive suivantes: envois à titre d'aide, envois urgents relevant des catégories a) et b) de la modalité du transport exprès définies à l'article 410 du présent règlement, bagages de voyageurs, importations réalisées par l'État et les autres organismes publics, échantillons sans valeur commerciale, envois postaux non commerciaux conformément à l'article 192 du RECAUCA, importations de cercueils, d'urnes funéraires ou de vases similaires de caractéristiques normales du marché contenant des personnes décédées, petits envois sans caractère commercial et importations non commerciales.

La Direction générale pourra élargir ou clarifier la précédente liste et y inclure d'autres cas ou modalités s'il est démontré, d'office ou à la demande de la partie intéressée, que la présentation de la copie de la déclaration officielle du pays exportateur est matériellement impossible. À ces fins, les importateurs pourront présenter à la Direction générale une certification originale apportant la preuve de cette impossibilité, délivrée par l'autorité douanière ou l'autorité compétente du pays exportateur, certifiée conforme par un consulat et traduite en espagnol."

"Article 338*bis*. **Demande de remplacement de marchandises.** Le remplacement de marchandises devra être autorisé par la Direction générale.

La demande de remplacement devra être présentée par l'importateur des marchandises ou l'agent en douane qui le représente. La demande devra satisfaire aux conditions de l'article 114 du RECAUCA et contenir les renseignements indiqués à l'article 113 du même corps de règles, ainsi que les données suivantes:

- a) description des déficiences présentées par les marchandises ou des raisons pour lesquelles elles ne satisfont pas aux termes du contrat respectif;
- b) description détaillée des marchandises importées et de celles qui seront admises en remplacement des marchandises défectueuses;
- c) déclaration du fournisseur étranger attestant l'opération commerciale de remplacement;
- d) copie certifiée du contrat, au cas où le motif invoqué est le non-respect des termes de ce contrat.

Arguments, documents, expertises et spécifications techniques nécessaires pour prouver les déficiences présentées par les marchandises."

"Article 344. **Données de la déclaration.**

[...]

- i) Licences, permis, certificats ou autres documents relatifs au respect des restrictions et des règles non tarifaires auxquelles sont assujetties les marchandises.

[...]"

"Article 410*bis*. **Formalités simplifiées.** Les envois reçus ou envoyés en vertu de systèmes de transport exprès ou de services de courrier, dont la valeur en douane, déterminée par décision de portée générale du Service, ne dépasse pas 1 000 pesos centraméricains ou l'équivalent de cette somme en monnaie locale, feront l'objet d'une procédure simplifiée en matière de paiement des droits, s'il y a lieu, compte tenu des accords internationaux dans ce domaine. La procédure sera établie par le Service grâce à des dispositions administratives de caractère général. Les envois dont la valeur en douane dépasse le montant signalé ci-dessus seront soumis à la procédure générale d'importation et d'exportation définitives."

"SECTION XI

"Petits envois sans caractère commercial"

"Article 434. **Petits envois sans caractère commercial.** Les petits envois sans caractère commercial seront régis, entre autres dispositions, par l'article 93 du CAUCA, les articles 214, 215 et 216 du RECAUCA, les décisions de portée générale édictées par la Direction générale et les dispositions suivantes:

- a) **Procédure de dédouanement.** La déclaration en douane correspondant aux petits envois sans caractère commercial sera traitée d'office par l'autorité douanière. Toute personne physique recevant en consignment des marchandises dans le cadre de cette modalité devra prouver son droit à les retirer et présenter à cet effet le document d'embarquement consigné à son nom, en démontrant que les autres conditions légales, réglementaires et administratives ont été respectées.
- b) **Détermination des obligations douanières.** La valeur en douane comprend, outre la valeur de l'envoi, le coût total du fret, de l'assurance et de toutes les rubriques établies par les règles relatives à l'évaluation en douane.

Si, à la suite de la détermination des obligations douanières, l'autorité douanière aboutit à une valeur en douane supérieure à l'équivalent en monnaie nationale de 500 pesos centraméricains, elle exigera le paiement des taxes douanières correspondant à l'ensemble de l'envoi déclaré et la présentation de toute la documentation exigible pour les importations ordinaires, y compris de la facture commerciale et de tout autre élément de preuve permettant d'établir la véritable valeur.

Si la documentation demandée n'est pas présentée, la douane procédera à définir d'office la valeur des marchandises en fonction du système d'évaluation applicable et des renseignements dont elle disposera.

Sans préjudice de ce qui précède, l'importateur devra répondre des infractions fiscales/douanières ou des délits qu'il pourrait avoir commis.

- c) **Conditions.** Conformément aux articles 93 du CAUCA et 215 du RECAUCA, l'application de cette modalité d'importation est soumise au respect des conditions suivantes:
 - 1) le destinataire ne doit pas avoir bénéficié de l'avantage au cours des six mois précédant l'arrivée des marchandises;
 - 2) les marchandises ne doivent pas être importées, sous cette modalité, en quantités susceptibles d'être utilisées à des fins commerciales;
 - 3) le destinataire des marchandises doit être une personne physique;

- 4) l'autorité douanière doit avoir la preuve que les règles et les restrictions non tarifaires ont été respectées. L'avantage n'est pas cumulable et sera considéré comme utilisé en totalité pour la période de six mois, quelle que soit la valeur qui a été exonérée.

Au cas où figureraient, sur un manifeste, des marchandises consignées de façon répétée à une même personne et correspondant à plusieurs envois provenant d'un ou de plusieurs expéditeurs, ces marchandises seront rassemblées en une seule déclaration et une seule valeur sera établie. La même procédure sera appliquée s'il s'agit de pièces ou de parties formant une unité, d'éléments d'un même article, ou d'articles en série.

Outre les dispositions précédentes, cette modalité, en raison de sa nature, ne sera pas appliquée aux commerçants, tels qu'il sont définis à l'alinéa a) de l'article 5 du Code du commerce, c'est-à-dire aux personnes dotées de capacité juridique qui exécutent en leur propre nom des actes de commerce et font de ces actes leur occupation habituelle, pour les marchandises qu'ils commercialisent dans le cadre de leur activité.

- d) **Concept de famille.** Aux fins de l'application de cette modalité, on entendra par famille les époux l'un par rapport à l'autre, les ascendants et les descendants au premier degré et les frères et sœurs.
- e) **Registre.** Les douanes dresseront un registre indiquant le nom et le numéro d'identification des personnes qui se sont values de cette modalité. Les renseignements figurant dans ce registre seront remis mensuellement à la Direction générale."

"Article 517bis. **Conditions requises pour bénéficier de la libération.** Pour bénéficier des avantages de ce régime lors de la réimportation des marchandises, le déclarant devra respecter les conditions suivantes:

- a) s'il s'agit de marchandises réparées sans frais ou remplacées pendant la période de garantie de fonctionnement:
 - i) la déclaration de réimportation devra être dûment présentée et acceptée pendant la période d'exportation temporaire;
 - ii) en cas de réparation, l'identité des marchandises devra être pleinement établie. En cas de remplacement par un article identique ou similaire, le déclarant devra appliquer les dispositions du troisième paragraphe de l'article 80 du CAUCA;
- b) dans les autres cas de perfectionnement passif:
 - i) la déclaration de réimportation devra être dûment présentée et acceptée pendant la période d'exportation temporaire;
 - ii) les marchandises devront être pleinement identifiables, ou il devra être possible de déterminer l'incorporation des marchandises qui ont fait l'objet de l'exportation temporaire au sein des produits de compensation qui sont réimportés.

La réimportation des marchandises visées à l'alinéa a) bénéficiera d'une exonération complète de droits et de taxes; toutefois, si, dans les cas de remplacement, la valeur des marchandises de

remplacement est supérieure à celle de l'article initial, les droits et taxes devront être payés sur la différence.

Pour les cas visés à l'alinéa b), les droits et taxes d'importation devront être payés uniquement sur la valeur ajoutée aux marchandises exportées et sur les frais encourus pour cause de réimportation. Si le perfectionnement passif a été effectué sur le territoire douanier d'un des pays signataires du Traité général d'intégration économique centraméricaine et si les éléments, composants ou pièces, ajoutés proviennent de ces pays, la réimportation ne sera pas soumise au paiement de droits tarifaires."

"Article 517^{ter}. **Annulation du régime.** Le régime sera annulé pour les motifs suivants:

- a) réimportation ou passage au régime d'exportation définitive pendant le délai établi;
- b) perte ou destruction des marchandises par force majeure ou cas fortuit, dûment prouvés auprès de l'autorité douanière."

Article 5. Sont abrogés l'alinéa x) de l'article 31, les alinéas m) et p) de l'article 35, les articles 106, 111, l'alinéa c) de l'article 119, l'alinéa c) de l'article 122, les articles 186, 187, 193, l'alinéa h) de l'article 198, les articles 200, 208, 209, 210, 254, 311, 312, 316^{bis}, 381, 408, 491, 492, 521, 530 et 542 du Décret exécutif n° 25270-H du 14 juin 1996, Règlement d'application de la Loi douanière générale.

Article 6. Validité. Le présent décret entrera en vigueur à la date de sa publication.

Fait à la Présidence de la République, San José, le cinq mars deux mil quatre.
